

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

EURO 2024

QU'EST-CE QUI CLOCHE AVEC KYLIAN MBAPPÉ ? PAGE 15

ROLAND DUMAS

LE ROMAN D'UN AVENTURIER DE LA POLITIQUE PAGE 20



LÉGISLATIVES

• Glucksmann : « Le chaos, c'est la victoire du RN, pas l'absence de majorité à l'Assemblée » PAGE 6

• Les configurations du second tour PAGE 8

• Avant le vote, le désarroi des Juifs de gauche PAGE 9

ÉTATS-UNIS

Après le débat raté de Biden, le Parti démocrate se fissure PAGE 12

VIOLENCES

Les forces de l'ordre se préparent à de possibles désordres post-électorales PAGE 13

IMMOBILIER

La baisse des prix s'accélère en France PAGE 23

TOURISME

Dormir en Autriche au château de « Sissi impératrice »... PAGE 30

CHAMPS LIBRES

• Il y a trente ans, le XV de France inscrivait l'essai du bout du monde
• Les chroniques de Chantal Delsol et de Luc Ferry
• La tribune de François Cusset
• L'analyse de Jean-Pierre Robin PAGES 17 À 19

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de mercredi :

Êtes-vous favorable à un gouvernement de coalition allant de LR à la gauche sans LFI ?

OUI 34% NON 66%

VOTANTS : 216 791

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr

Êtes-vous favorable à un gouvernement allant du centre à LFI ?

CARL RECINE/GETTY IMAGES VIA AFP - JEAN-CHRISTOPHE MARMARALE FIGARO

Face au RN, Macron fait le pari d'une majorité de coalition

L'ampleur du « front républicain » qui s'est constitué dans l'entre-deux-tours des législatives pourrait finalement priver Marine Le Pen et Jordan Bardella d'une majorité absolue dimanche.

Ces derniers jours, une partie de la gauche, de la droite et de la majorité sortante a esquissé les contours d'une éventuelle alliance de circonstance. Plusieurs conditions programmatiques ont été posées en vue de cet hypothétique accord, qui reste suspendu au verdict des urnes. Si le président de la République et La France insoumise sont d'accord pour ne pas gouverner ensemble, les troupes de Jean-Luc Mélenchon pourraient toutefois s'avérer numériquement indispensables à la constitution d'une alternative au Rassemblement national. Reste que, dans l'hypothèse de plus en plus crédible d'une Assemblée illisible, la piste d'un gouvernement technique fait son chemin. Sur le modèle de ce qui a déjà été fait à deux reprises en Italie, avant d'accoucher d'une victoire nationaliste quelque temps plus tard.

→ BARDELLA ET LE PEN VEULENT TIRER PROFIT DU « FRONT RÉPUBLICAIN » → PHILIPPE VOTERA POUR LES COMMUNISTES AU HAVRE, TOUT EN LES EXCLUANT D'UN ACCORD → « COUP D'ÉTAT ADMINISTRATIF » : MACRON ET LA HAUTE FONCTION PUBLIQUE EN SUSPENS → BELLAMY BALAIE LA « RUMEUR » D'UNE PARTICIPATION À UN GOUVERNEMENT RN → EN ITALIE, LE PRÉCÉDENT DES « GOUVERNEMENTS TECHNIQUES » PAGES 2 À 9, 18, 19 ET L'ÉDITORIAL



Au Royaume-Uni, le parti travailliste aux portes du pouvoir

Le chef de file du Labour, Keir Starmer, a recentré le parti et tourné la page des dérives de Jeremy Corbyn. Il est donné largement gagnant par les sondages aux élections générales de ce jeudi. PAGES 10 ET 11

ÉDITORIAL par Vincent Trémolet de Villers

La République des caméléons

De Jupiter à Jospin. Du dépassement au retour de la gauche plurielle avec, comme en 1997, Jean-Luc Mélenchon sur le motif. On pensait avoir épuisé la plasticité du macronisme, on découvre que ce caméléon peut prendre toutes les couleurs du Rubik's Cube ? Avant-hier, c'était balle au centre, hier c'était à droite toute, aujourd'hui c'est cap à gauche. Cela fait longtemps que ces projets de coalition échouent sur les rives de l'Assemblée, mais cette fois, puisque le RN est en face, l'Élysée rêve d'une forme nouvelle du Conseil national de la Résistance. Un CNR sans guerre, sans occupation, sans nazis, c'est quand même plus confortable... On s'étonnera d'un président qui a voulu, selon son pouvoir discrétionnaire, redonner la parole au peuple juste après qu'il a parlé, et qui ensuite manœuvre de toutes ses forces pour que cette parole n'ait aucun écho. Devant une pensée aussi complexe, l'esprit commun ne peut que rendre les armes. Il lui reste pourtant un peu de lucidité pour s'étonner de l'absence sidérante depuis trois semaines de la moindre remise en question, de la plus simple réflexion de fond. On a compris que le RN était le pivot de toute nou-

velle initiative politique, qu'il fallait le combattre, l'endiguer, le réduire. Pour cela, on a entendu « nouvelle majorité », « ni-ni », « front républicain », alliance contre « l'extrême droite », mais personne ne semble se poser la question toute bête : pourquoi un parti que l'on présente comme repoussant et dangereux exerce une telle attraction ? La réponse est simple : il est le réceptacle des inquiétudes que nourrissent l'immigration,

l'insécurité, le déclin économique. On aurait pu croire que, dans cette campagne, le président, ses ministres, les prétendants pour 2027 concentreraient toute leur énergie sur ces questions décisives. Qu'ils répondraient à cette insurrection civique par un discours de vérité non pas sur la meilleure façon de « faire barrage », mais sur les frontières, l'autorité, l'école, l'islam politique, l'inflation, la dette. Las ! Les combines emportent tout. Les enjeux sont abyssaux, les jeux tactiques, minuscules. Ce n'est pourtant pas le RN qui doit obséder les esprits, guider les projets, mais la France. ■

Comment la Chine s'empare des technologies d'avenir

En dépit des difficultés économiques, Pékin poursuit son effort massif d'investissement dans l'innovation. Sur les 44 technologies critiques pour les prochaines années dans des domaines aussi stratégiques que la défense, l'espace, la robotique, l'environnement, les biotechnologies ou l'intelligence artificielle, la Chine a pris de l'avance pour 37 d'entre elles. Les meilleures universités chinoises rivalisent désormais avec les américaines, et le géant asiatique s'illustre par le dépôt d'un nombre record de brevets. PAGE 22



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

Assemblée : en cas de majorité introuvable après le pari incertain d'une coalition anti-Rassemble

Loris Boichot et Pierre Lepelletier

Une partie de la gauche, de la droite et de la majorité veut prolonger le « front républicain ».

La première partie du plan a fonctionné. Avec près de 220 triangulaires transformées en duels sous l'effet des désistements, la gauche, le camp Macron et une partie de la droite espèrent empêcher le Rassemblement national (RN) d'obtenir une majorité absolue de députés, dimanche, à l'issue du second tour des élections législatives anticipées. Si cet objectif est atteint, évitant une cohabitation avec Jordan Bardella et ses alliés, ce « front républicain » se prolongera-t-il en grande coalition anti-RN à l'Assemblée nationale et au gouvernement ?

Certains responsables macronistes, du Nouveau Front populaire (NFP) et des Républicains (LR) se préparent de plus en plus à ce scénario encore incertain sur le plan arithmétique. Inédit en France depuis le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il est courant en Italie et en Allemagne. Chacun a fait ses comptes : après les retraits au nom du « barrage anti-RN », seuls 286 candidats de l'alliance de gauche restent en lice et 240 du camp présidentiel. Résultat, aucun de ces deux camps n'est capable, à lui seul, d'obtenir une majorité absolue de 289 sièges.

À l'inverse, le RN et ses alliés sont présents dans 439 circonscriptions. « Soit le pouvoir sera entre les mains d'un gouvernement d'extrême droite, soit le pouvoir sera au Parlement », a résumé mercredi sur France Inter le chef du gouvernement sortant, Gabriel Attal. Problème : « C'est absolument ingouvernable selon tous nos calculs », rapporte un ministre, conscient de l'impossibilité, inscrite dans la Constitution, de dissoudre l'Assemblée nationale pendant un an.

Mercredi, Emmanuel Macron a évoqué l'hypothèse d'une coalition en Conseil des ministres. Pour en fixer les contours. « Se désister aujourd'hui pour des élus de gauche face au Rassemblement national ne signifie pas gouverner demain avec LFI », a résumé le chef de l'État. « Il n'en est pas question », a-t-il insisté. Dès sa conférence de presse du 12 juin, trois

jours après sa dissolution surprise et solitaire de l'Assemblée nationale, il a défendu le scénario d'une « fédération de projets » élargie aux « sociaux-démocrates, aux écologistes et à la droite gaulliste », sur une base « progressiste, démocratique et républicaine ».

La défaite de la majorité sortante, devancée par un RN arrivé pour la première fois en tête du premier tour des élections législatives, a relancé cette piste. La présidente sortante de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, souhaite s'allier jusqu'aux communistes. Le président LR des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, plaide pour « un gouvernement de sursaut national », afin de « sortir de l'impasse dans laquelle M. Macron l'a plongé », mais pas une « coalition d'arrière-boutique ».

« Se désister aujourd'hui pour des élus de gauche face au Rassemblement national ne signifie pas gouverner demain avec La France insoumise »

Emmanuel Macron

Mercredi, lors du Conseil des ministres

Aucun d'eux ne se hasarde toutefois à suggérer le nom d'un premier ministre qui pourrait diriger une si large équipe gouvernementale. « La seule condition pour que quelque chose se passe, pointe l'ex-député MoDem Jean-Louis Bourlanges, c'est une rupture du Front populaire. Mais on n'en est pas là, on a construit un monstre. »

Dès dimanche soir, Gabriel Attal a suspendu le durcissement prévu de l'assurance-chômage, une annonce lui comme un signal envoyé à la gauche. Prêt à « discuter » d'une « coalition » allant « de la droite conservatrice jusqu'aux sociaux-démocrates », Édouard Philippe a critiqué ces « initiatives individuelles » du premier ministre : « Je ne voudrais pas qu'on ait des marchandages avant », a-t-il mis en garde mercredi sur TFI.



Convaincus du risque de déboussoler les électeurs, plusieurs responsables politiques souhaitent faire campagne sur leur projet et renvoyer les négociations à l'après-7 juillet. Ils craignent qu'une stratégie « tout sauf RN » se transforme en accélérateur de vote pour les dirigeants lepénistes, prompts à se présenter comme la seule alternance face au « sys-

tème ». « C'est mortifère, c'est une machine à faire voter RN », met en garde un stratège de Renaissance.

D'autant que l'opération est paradoxale, selon Dominique Reynié, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol). « Le président de la République dissout le soir d'une élection, en donnant la parole aux

Français. Et là, tous ses efforts, aujourd'hui, convergent vers une coalition qui empêche peut-être la victoire d'un parti que les Français ont choisi, a-t-il expliqué mardi sur LCI. Je pense qu'on est arrivé aux limites fondamentales. »

« Il ne faut pas donner le sentiment aux Français qu'il y a une bidouille », estime le sénateur socialiste Rachid Temal, qui

Contre le RN, la campagne tous azimuts de Gabriel Attal

Tristan Quinault-Maupouil

Quelle que soit l'issue de ces élections législatives anticipées, Gabriel Attal considère qu'il aura au moins marqué les esprits des Français en prenant la tête de cette campagne inattendue et subie. En multipliant les déplacements – près de 20 étapes – et en se démarquant d'Emmanuel Macron, il a cherché à devenir le point de repère d'une macronie déboussolée par les décisions de son chef. Dernier épisode en date, le barrage républicain systématique qu'il a imposé au soir du premier tour lui permet d'apparaître comme le fer de lance du combat contre le lepénisme. Rejoignant ainsi les appels venus de la gauche. « La leçon pour moi avec ces désistements c'est que l'on peut éviter une majorité absolue pour l'extrême droite. C'est possible et moi je crois que beaucoup de Français se mobiliseront pour cela », a-t-il remarqué mercredi matin sur France Inter au lendemain de la clôture du dépôt des candidatures.

D'avantage que ce que prévoient certains stratèges, la consigne a été grandement respectée tant du côté des candidats du Nouveau Front populaire que de la macronie. À tel point que certains considèrent maintenant que le RN n'est plus aisément en mesure de décrocher une majorité absolue dimanche. Une étude Toluna Harris Interactive dévoilée mercredi par RTL-M6-Challenges, ne donne d'ailleurs plus que 190 à 220 sièges au RN et ses alliés. Il en faudrait au moins 289.

« Je me bats de toutes mes forces pour éviter » une passation de pouvoirs avec Jordan Bardella, « je vois bien que certains

le font moins. C'est leur droit, c'est leur choix », a lâché Gabriel Attal, sans nommer ceux qui ont adopté une ligne moins ferme dans la majorité. D'Édouard Philippe à François Bayrou en passant par Bruno Le Maire, le désistement automatique y compris au bénéfice de LFI n'allait pas de soi. Mais le premier ministre sortant assumé : « Aujourd'hui, il y a un bloc en situation d'avoir une majorité absolue à l'Assemblée nationale, c'est l'extrême droite. Ni LFI, ni le NFP, ni nos candidats ne sont en capacité de former une majorité absolue à l'Assemblée nationale. » De ce fait, il hiérarchise les risques en donnant le change à la gauche quand les autres cadres de la majorité venus de la droite préfèrent ne pas bousculer leurs sympathisants profondément heurtés par Jean-Luc Mélenchon.

Grands principes

Le chef du gouvernement, ancien militant socialiste, ne se prive pas de le démentir. « Il y a des personnes qui s'expriment différemment. En leur faisant de la pub, ça n'aide pas ensuite (...) sur le terrain », a-t-il répondu à un jeune homme qui venait de l'alpaguer, mardi, lors d'un déplacement dans le 15^e arrondissement de Paris en citant les recommandations moins explicites de Bruno Le Maire. Dans le même temps, Gabriel Attal a veillé à gommer la réforme de l'assurance-chômage, qui devait prendre la forme d'un décret publié lundi dernier. Malgré la colère du ministre de l'Économie, il a jugé essentiel d'abattre cet « irritant » qui aurait pu empêcher les électeurs LFI de se reporter sur la macronie pour contrer l'extrême droite.

Le positionnement fonctionne puisque notre sondage Ifop-Fiducial indique que



Durant la campagne, Gabriel Attal (ici, le 2 juillet, à Paris) a cherché à devenir le point de repère d'une macronie déboussolée par les décisions de son chef.

48 % des Français considèrent qu'il ferait un bon premier ministre après les législatives. C'est mieux que n'importe quel autre nom testé sur l'ensemble du spectre politique. 41 % des électeurs du NFP au premier tour sont aussi de cet avis, comme 71 % des électeurs LR et DVD. Une synthèse suffisante pour espérer se maintenir à Matignon ? Ses proches refusent pour l'heure d'indiquer s'il remettra sa démission dès dimanche soir, comme c'est l'usage. Et Gabriel Attal se garde bien de se projeter personnellement quand il préconise un gouvernement issu d'une « assemblée plurielle » comme alternative à un « pouvoir entre les mains de l'extrême droite ».

Toutefois, pour ne pas brouiller sa ligne politique construite ces dernières années en envoyant des gages à la droite, et alors que le RN tance déjà ses inflexions stratégiques, il a ensuite prévenu que LFI n'aurait pas sa place dans une telle coalition. « Se désister ne veut pas dire se rallier. Il n'y a pas et il n'y aura ja-

mais d'alliance avec La France insoumise », a-t-il insisté sur les réseaux sociaux. D'autant que le chef du gouvernement sortant a listé les grands principes que devront défendre les prochains députés de son camp : « protéger les Français d'une hausse d'impôts, défendre les valeurs de la République, le réinvestissement dans des politiques publiques prioritaires comme la sécurité et la justice ».

Cet activisme n'allait pas de soi pour Gabriel Attal, qui a hésité à s'effacer dès l'annonce de la dissolution. Après une journée d'abattement et de réflexion, il a compris l'intérêt qu'il pouvait tirer de cette curieuse campagne. Même si elle se soldera très probablement par son départ de Matignon, moins de six mois après sa nomination. A priori réélu dimanche député des Hauts-de-Seine, il retrouvera à minima l'Assemblée nationale et pourra alors briguer le rôle de premier opposant au RN. Fort de l'héritage de cette campagne, pour préparer la prochaine grande bataille de 2027. ■

Jordan Bardella profite du « front

Paul Laubacher

Après le front républicain, voici le gouvernement de coalition. Depuis mardi soir, 18 heures, le feuillet des désistements, provoqué par la volonté de faire barrage à l'arrivée du Rassemblement national (RN) au pouvoir, a pris fin. Une nouvelle saison vient de s'ouvrir : celle de l'alternative que pourrait offrir une coalition en lieu et place d'un gouvernement mené par Jordan Bardella, président du RN, si le parti nationaliste n'arrivait pas à obtenir une majorité absolue à l'Assemblée nationale, dimanche 7 juillet au soir.

« Voici le logo qui pourrait être celui de la "grande coalition" Macron-Mélenchon », a réagi sur X (ex-Twitter) Jordan Bardella, en publiant une image reprenant la lettre grecque phi, qui représente le logo de LFI, suivi de « Renaissance insoumise ». « Une alliance des contraires déshonorante, une union farfelue pour se répartir les places que les électeurs français ne soutiendront pas », veut croire celui qui prétend au poste de premier ministre au lendemain du second tour.

Un proche de Marine Le Pen fait le calcul. Un gouvernement de coalition ? « Depuis qu'Emmanuel Macron a dit qu'il n'y aurait pas La France insoumise dans cette coalition, je ne vois pas comment ce gouvernement pourrait avoir une majorité ! », s'exclame-t-il, avant de prophétiser : « C'est impossible que le total de députés du Rassemblement national et de La France insoumise ne fasse pas plus de 289. Dès lors, ils ne pourront pas avoir de majorité ! » Un grand cadre

les législatives, ment national



La défaite de la majorité sortante, devancée par un RN arrivé en tête du premier tour des législatives, a relancé la piste d'une coalition à l'Assemblée nationale.

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

préfère parler de « coalition républicaine » plutôt que d'« union nationale ». « Mais nous pouvons trouver des points d'accord sur les valeurs à défendre, comme le général de Gaulle avait su le faire avec le Conseil national de la Résistance », veut-il croire.

Certains ont déjà commencé à poser leurs conditions. Selon la patronne des

Écologistes, Marine Tondelier, l'orientation a été « tranchée » au premier tour, puisque la gauche est arrivée en deuxième position, avec 28 % des voix. « Il n'y aura pas de premier ministre macroniste par exemple », a-t-elle prévenu, ajoutant que c'est « à la droite et au centre » d'expliquer « comment ils souhaitent travailler » dans le sens de la gauche.

L'Insoumis François Ruffin a pour sa part fixé trois critères mardi, sur RMC : le retour d'un impôt sur la fortune (ISF), l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC) et l'abrogation de la réforme des retraites. Dans les discussions à gauche, ce dernier point s'impose comme un totem non négociable. « L'objectif, ce sont des pompiers qui commencent à éteindre l'incendie », a jugé le député de la Somme, en délicatesse avec la direction de LFI.

Les dirigeants Insoumis, eux, affirment qu'ils ne participeront à un gouvernement qu'à une condition : que soit appliqué « tout le programme, rien que le programme » du NFP. Une manière de fermer la porte à une coalition large avec la macronie et la droite, comme l'écologiste Sandrine Rousseau : « C'est d'une certaine manière trahir la parole des électeurs. »

Le scénario d'un gouvernement de coalition semble bancal à une partie de la classe politique, car Insoumis et lepénistes pourraient le renverser à coups de motions de censure s'ils décidaient d'ajouter leurs voix. Même si les troupes de Jean-Luc Mélenchon se disent prêtes à voter certaines mesures, Manuel Bompard, coordinateur national de LFI, insiste : « Dans ce genre de scénario, le système ne gagnera qu'un sursis avant l'affrontement final. » À savoir, selon lui : un second tour entre Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen à la présidentielle de 2027.

Autre option en cas de blocage, en attendant qu'une nouvelle dissolution soit possible, l'option minimale du gouvernement technique. Une équipe constituée d'universitaires, d'experts et de hauts fonctionnaires détachés de toute appartenance politique, comme celle qu'a dirigée en Italie Mario Draghi, ancien président de la Banque centrale européenne, de 2021 à 2022. Ces ministres feraient voter le budget. Mais Emmanuel Macron devrait renoncer à son ambition réformatrice, lui qui espérait après la dissolution une « majorité pour gouverner ». ■

et Marine Le Pen veulent tirer républicain

frontiste enchaîne : « Ils prétendent pouvoir réaliser en une semaine, ce qu'ils n'ont pas réussi à faire depuis 2022, alors qu'ils étaient en majorité relative. Ils vivent dans un monde parallèle. »

Marine Le Pen et Jordan Bardella voulaient aborder l'entre-deux-tours des élections législatives avec deux messages à faire passer. « Pour faire voter mon projet de redressement national, j'ai besoin d'une majorité absolue », a affirmé le président du RN dans un long entretien au Figaro. Le second message est en réalité une large offensive contre l'« alliance Macron-Mélenchon ». Celle-ci aurait débuté dès dimanche, soir du premier tour, quand Emmanuel Macron a appelé au front républicain pour contrer l'élection de députés RN. « Je trouve regrettable de voir un président de la République, qui mettait en accusation l'antisémitisme et le communautarisme de LFI, se jeter dans les bras de Jean-Luc Mélenchon », a déclaré dans notre journal Jordan Bardella.

« Le système est fébrile »

L'idée d'une « coalition », lancée par quelques figures macronistes et de gauche, est donc vue comme une aubaine par les cadres marinistes, qui se rappellent, pour les plus vétérans d'entre eux, les attaques au lance-flamme de Marine Le Pen contre l'« UMPS », cet acronyme censé démontrer que l'UMP, avant de devenir Les Républicains (LR), et le Parti socialiste (PS) étaient les deux faces d'une même pièce, le « système ». « Je vois que le système est fébrile à l'approche de notre arrivée au pouvoir », s'esclaffe un stratège du parti nationaliste.

Plus pragmatiques, d'autres cadres du RN tentent de savoir si ce front républi-

cain couplé à une très hypothétique coalition gouvernementale peut avoir une incidence sur les résultats du second tour. Un proche de Marine Le Pen rappelle qu'aux législatives de 2022 plus de 80 députés RN avaient été élus dans des duels. « Ce ne sont pas les désistements qui vont nous empêcher d'obtenir une majorité à l'Assemblée nationale », veut-il croire. « Le scrutin uninominal majoritaire à deux tours est un système qui amplifie les vagues, qui amplifie l'effet majoritaire », analyse un autre, qui assure que la « vague », aujourd'hui, est celle du Rassemblement national.

« Le problème qu'ils ont, c'est que le choix de ce second tour c'est : y aura-t-il un gouvernement Bardella ou rien ? », appuie un député européen RN. « Que propose comme projet cette coalition ? Rien, fait valoir un cadre mariniste. Ce n'est pas comme si la majorité sortante avait dit : "Nous allons lancer une plateforme pour savoir ce qui nous rassemble." Ou encore, s'ils avaient déclaré qu'ils allaient organiser une grande convention pour évoquer un programme commun. »

Si cette idée venait à se réaliser, un cacique nationaliste imagine un « gouvernement qui gère les affaires courantes ». « Tous les problèmes structurels se trouveraient aggravés. Et, la prochaine fois, on fera 450 députés », clame-t-il. La coalition, comme le front républicain, est analysée comme un moteur électoral puissant en faveur du RN. Un élu nationaliste résume : « Toute cette tambouille, ces magouilles, les électeurs n'en peuvent plus. Comment comprendre que Jean-Luc Mélenchon appelle à voter Elisabeth Borne ? » ■

Édouard Philippe votera pour les communistes au Havre, tout en les excluant d'un accord

La règle d'Édouard Philippe, ni Rassemblement national (RN) ni La France insoumise (LFI), épargne les communistes. Dimanche, pour le second tour des élections législatives, le maire du Havre votera pour son opposant local Jean-Paul Lecoq, député PCF sortant, arrivé en tête au premier tour (42,82 % des voix) face à la candidate du RN, Isabelle Le Coz (31,32 %), dans la 8^e circonscription de Seine-Maritime.

« Je voterai pour un communiste dimanche prochain. Sans hésiter, car je préfère un élu avec lequel j'ai des désaccords, mais avec qui je peux travailler, qu'un candidat avec qui j'ai des désaccords de nature », a-t-il expliqué mardi à Paris devant Le Figaro, en marge d'un déplacement en soutien à la ministre candidate Olivia Grégoire (Entreprises).

L'ex-premier ministre assume de longue date ce vote d'un scrutin à l'autre, dès qu'un second tour oppose le Parti communiste français au RN. Tout comme d'ailleurs le numéro trois du gouvernement sortant Gérard Darmanin, et le président LR des Hauts-de-France Xavier Bertrand. Édouard Philippe avait déjà réaffirmé cette position en septembre dernier, à la Fête de l'Humanité, lors d'un débat avec le dirigeant communiste Fabien Roussel. Mercredi, la double finaliste de la présidentielle Marine Le Pen, a fustigé cette attitude : « La classe politique

donne d'elle-même une image de plus en plus grotesque », a-t-elle écrit sur X.

Pour Édouard Philippe, en plus de la droite libérale et conservatrice anti-RN, une partie de la gauche doit aussi bénéficier d'un signal d'ouverture envoyé par le « bloc central ». Mais pas les Insoumis, ce qui le distingue de la ligne exprimée par Gabriel Attal et Emmanuel Macron. Dès dimanche soir, le premier ministre a jugé prioritaire de lutter contre le projet « fuserie du RN », afin de l'« empêcher » d'obtenir une majorité à l'Assemblée nationale. Au point d'encourager au retrait d'Albane Branlant dans la Somme, où elle s'est désistée pour permettre l'élection de François Ruffin ; et de pousser au maintien de Loïc Signor dans le Val-de-Marne, où sa présence doit garantir l'élection de Louis Boyard en privant le RN d'un report de voix potentiel.

« Espace politique central »

« J'ai du mal à dire qu'on peut faire un front républicain (...) avec un parti présidé par M. Mélenchon, qui me paraît très en dehors d'un certain nombre de règles démocratiques et qui accepte en son sein (...) des gens qui jouent avec tous les codes de l'antisémitisme, qui proposent de tout conflictualiser en dehors du débat démocratique », a insisté mardi Édouard Philippe. Conscient que sa position « peut irriter certains » à gauche et dans l'aile sociale-démocrate

du camp Macron, qui l'accusent de mettre sur le même plan LFI et le parti nationaliste, il prévient qu'il « ne renoncera pas à (ses) idées parce qu'elles ne plaisent pas à tous ».

Après l'affaiblissement du camp présidentiel au premier tour des élections législatives dimanche dernier, le président du parti Horizons veut toujours tendre la main à sa gauche et à sa droite. Qui plus est au moment où revient le scénario d'une grande coalition, dans le cas où l'Assemblée ne disposerait pas d'une majorité claire à l'issue du second tour. Mais, en dépit de son vote personnel, Édouard Philippe estime que les communistes seraient, tout comme les Insoumis, exclus d'un éventuel accord parlementaire, qu'il imagine aller « de la droite conservatrice aux socio-démocrates ». Pas au-delà.

« Il y a un espace politique central de gens qui refusent la mainmise du Rassemblement national ou de La France insoumise, mais il n'est pas structuré de façon à travailler ensemble. Il y a besoin de structuration, de travail d'écoute », déclare-t-il au Figaro. Reste enfin la question de l'organisation de son camp, alors que la dissolution surprise décidée par Emmanuel Macron a « tué la majorité présidentielle » selon lui. Dans une courte allocution, dimanche soir, il a prévenu : « Tout est à reconstruire du côté de la droite et du centre. J'y suis prêt. » ■

L.B.

PHOENIX

3 VOLS/SEMAINE

AU DÉPART DE PARIS

MEMBRE DE L'ALLIANCE SKYTEAM

POUR CONTINUER À VOYAGER DEMAIN, REPENSONS DES MAINTENANT NOTRE FAÇON DE NOUS DÉPLACER. **ACT**

Carburant plus durable, nouveaux avions moins polluants, éco-pilotage sur tous nos vols, retrouvez tous nos engagements sur airfranceact.airfrance.com

AIRFRANCE

PHX
PHOENIX SKY HARBOR
INTERNATIONAL AIRPORT

Louis Hausalter

Le RN a accusé le chef de l'État de vouloir propulser des proches à des postes clés avant une éventuelle alternance à l'issue des législatives.

« **N**otre coup de pression a marché. » Un proche de Marine Le Pen se frottait les mains mercredi, peu après le Conseil des ministres. Réuni par Emmanuel Macron pour la dernière fois avant un second tour des législatives en forme de saut dans l'inconnu, le gouvernement n'a pas avalisé la fameuse valse de nominations à des postes clés de l'appareil d'État tant redoutée ces derniers jours. Parmi les six « mesures d'ordre individuel » prises par l'exécutif et mentionnées dans le compte rendu figurent le nouveau directeur national de la sécurité publique, le remplacement de la préfète de la Charente ou encore les nouveaux dirigeants de l'Imprimerie nationale. Pas vraiment le « coup d'État administratif » que craignait publiquement l'état-major du Rassemblement national, faisant bondir l'Élysée qui a appelé au « sang froid ».

Cette levée de boucliers nationaliste a-t-elle vraiment eu la peau d'un grand mouvement de recasage au sommet de l'État ? Mystère. Ce qui est sûr, c'est que certains hauts fonctionnaires en attente d'une nomination en ces temps incertains sont toujours condamnés à ronger leur frein. « Je n'ai aucune nouvelle », soupire un conseiller parisien qui espère depuis des mois un poste en région. Mais c'est le sort d'une fonction bien plus stratégique qui a guidé la sortie de Marine Le Pen : celle de directeur général de la police nationale (DGP), alors que l'actuel titulaire du poste, Frédéric Veaux, a atteint l'âge de la retraite. Comme l'a rapporté Le JDD, le directeur de cabinet de Gérard Darmanin au ministère de l'Intérieur, Alexandre Brugère, est pressenti à ce poste alors qu'il n'a pas d'expérience policière ou préfectorale. Une promotion sérieusement envisagée avant les législatives et qui reste sur la table, entend-on place Beauvau. Autre alerte : la palanquée de nominations avalisées au Conseil des ministres de la semaine dernière. Armées, Cour des comptes, Conseil d'État, rectorats : une trentaine de mouvements ont été officialisés.

Rien que de très ordinaire, jure l'exécutif. « Ça se passe sur chaque Conseil des ministres et ça se passe aussi précisément à la veille de la période estivale pour préparer la rentrée », a assuré mercredi la porte-parole du gouvernement, Prisca Thevenot. « Ce sont les grands mouvements habituels, même si le contexte a peut-être accéléré certains », glisse un



À l'Élysée, on insiste beaucoup sur l'article 13 de la Constitution selon lequel le président « nomme aux emplois civils et militaires » en omettant l'article 21 qui précise que le gouvernement partage ce pouvoir. VINCENT BOISOT/LE FIGARO MAGAZINE

« Coup d'État administratif » : la haute fonction publique en suspens

cadre du ministère de l'Intérieur. Un recasage a tout de même retenu l'attention : celui de l'ancien ministre du Logement Olivier Klein, nommé recteur de Strasbourg, alors qu'il était depuis moins d'un an à la tête de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (Dilcrab). Une nomination dans les tuyaux depuis cet hiver, selon nos informations. « Merci Brigitte », persifle tout de même un haut fonctionnaire, alors que l'intéressé, qui est également maire de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), est notoirement proche de l'épouse du chef de l'État.

Le spectre d'une cohabitation

« Des nominations importantes avant une alternance, c'est une tradition », relativise un énarque à la carrière prestigieuse, qui donne le point tactique à Marine Le Pen : « Le RN fait ça pour bloquer les mouvements actuels et pouvoir nommer tout le monde ensuite. C'est malin. » Tandis qu'un conseiller de l'exécutif s'empare : « Laisser penser que ceux qui sont

nommés maintenant sont des agents politiques inféodés à un camp, c'est jeter l'opprobre sur eux, alors que la grande majorité ne sont pas politisés. »

D'ultimes nominations sont-elles dans les tuyaux ? Emmanuel Macron « n'exclut pas » de tenir un Conseil des ministres avec l'équipe de Gabriel Attal en début de semaine prochaine, selon son entourage, mais rien n'est tranché. Reste que le spectre d'une cohabitation plane plus que jamais sur l'appareil d'État. À l'Élysée, on insiste beaucoup ces jours-ci sur l'article 13 de la Constitution selon lequel le président « nomme aux emplois civils et militaires ». En omettant l'article 21 qui précise que le gouvernement partage ce pouvoir. Sous les précédentes cohabitations, certaines nominations avaient donné lieu à un bras de fer entre le président et le premier ministre.

En attendant, la dissolution a mis en suspens plusieurs procédures. Par exemple, la reconduction de Jean Castex à la tête de la RATP, qui devait être confirmée par les commissions compé-

tentes de l'Assemblée nationale et du Sénat. En attendant la reprise des travaux parlementaires, le gouvernement a prolongé mercredi par intérim l'ex-premier ministre. Un autre cas s'annonce particulièrement ardu : la potentielle reconduction de Thierry Breton comme commissaire européen proposé par Paris, alors que Jordan Bardella entend peser sur la décision s'il s'empare de Matignon. La question ne s'était pas posée lors des précédentes cohabitations car la France envoyait alors deux commissaires à Bruxelles.

« Servir leur pays »

Dans une atmosphère politique quelque peu surréaliste, la haute fonction publique fait le dos rond. De multiples sources, il ne faut pas s'attendre à une vague de démissions ou de rébellion en cas de gouvernement RN. « Je ne pense pas qu'il y ait de vagues dans un sens ou dans l'autre, anticipe Daniel Keller, président de Servir, l'association des anciens élèves de l'ENA. Les hauts fonctionnaires servent l'État et l'intérêt général. À mon

avis, cette boussole prévaudra quel que soit le pouvoir en place. » Un préfet marqué à gauche abonde : « C'est l'attentisme qui prévaut. Il y a évidemment de l'inquiétude mais pas d'effondrement. »

Si le RN n'obtient pas la majorité absolue, le scénario d'un « gouvernement technique » fait partie des hypothèses envisagées. De quoi faire gagner en influence la haute fonction publique, alors que nombre de politiques - à commencer par Emmanuel Macron lui-même - s'exaspèrent régulièrement des blocages venus d'un supposé « État profond » ? « Comme tous les Français, les hauts fonctionnaires sont en attente d'une solution politique, alors que cette élection débouchera de toute façon sur une situation inédite, estime Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes. En toute hypothèse, leur état d'esprit est de servir leur pays, mais c'est toujours la politique qui doit dicter leur action. » Si le verdict des urnes ne débouche sur aucune majorité claire dimanche soir, la haute fonction publique ne sortira pas du brouillard. ■

Nominations : pas de vague dans les maisons police et justice

Jean-Marc Leclerc et Paul Gonalès

Rien ne bouge. Dans le sillage de la dissolution, beaucoup imaginaient une grande tectonique des plaques pour sécuriser et verrouiller les postes clés de la police et de la justice, afin qu'Emmanuel Macron garde la main sur son administration. L'improvisation du chef de l'État ne l'a pas permis et tout est resté en suspens, du moins pour la magistrature. Simple question de timing et de postes disponibles. La grande « transparence » avait été publiée la veille du 9 juin, jour où Emmanuel Macron avait fait voler en éclat sa majorité à l'Assemblée, et la grande transhumance d'été des magistrats avait déjà été actée.

Une deuxième vague de nominations de procureurs de petites et moyennes juridictions s'est ensuivie. Sans faire de vague. C'est plutôt quelques magistrats réputés à droite, comme la syndicaliste Béatrice Brugère, qui en ont fait les frais, leur demande de participer au mouvement ayant été écartée.

Depuis le premier tour des législatives, la sidération a gagné ce corps qui oscille politiquement entre le centre gauche et le centre droit, parfois traversé par la forte influence morale du Syndicat de la magistrature. La potentielle arrivée d'un garde des Sceaux d'extrême droite divise. D'autant que les équipes du Rassemblement national ont commencé à consulter et à sonder discrètement des magistrats pour former un cabinet, et pourvoir les grandes directions centrales, comme la direction des servi-

ces judiciaires qui vient de fêter ses 60 ans et qui est actuellement vacante. Il y a aussi la très sensible direction des affaires criminelles et des grâces, actuellement occupée par Laureline Peyrefitte, loin d'être marquée à gauche mais qui a été au cabinet d'Éric Dupond-Moretti. Chacun de ceux qui sont approchés savent que s'ils cèdent aux sirènes du RN, le corps le leur fera payer très cher en termes de carrière. Il aura fallu plus de dix ans à certains anciens conseillers de Nicolas Sarkozy pour sortir du « Tartare » de la magistrature. Aussi beaucoup déclinent poliment.

La crainte de l'opprobre est telle que certains magistrats, notamment au parquet, envisagent même de ne pas faire acte de candidature durant une législature RN afin de ne pas être crédités d'une nomination par un tel gouvernement. D'autres sourient, arguant du calme des vieilles troupes, sûrs que « les institutions sont solides et résistent à tout » et que « les marges de manœuvre du politique sont d'autant plus étroites » que le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), très à gauche, veille au grain.

Tous regrettent amèrement qu'Emmanuel Macron n'ait jamais accepté la réforme constitutionnelle permettant d'aligner le statut du parquet sur celui du siège pour rendre conforme l'avis du CSM en matière de nomination du par-

quet, qui est sous l'autorité du garde des Sceaux. « Du coup, on peut craindre de voir augmenter les mutations du parquet vers le siège. On a déjà droit aux blagounettes sur la caporalisation des procureurs », souligne l'un de ces derniers.

Professionnel reconnu

Au ministère de l'Intérieur, où les procédures de nomination sont plus directes que pour les magistrats, les nominations proposées par Gérard Darmanin se sont limitées, ce mercredi, à celle du nouveau patron de la direction nationale de la sécurité publique, Philippe Tireloque, et d'un nouveau préfet de Charente, Jérôme Harnois, à compter du 19 août, en lieu et place de Martine Clavel.

Philippe Tireloque, professionnel reconnu, passé par maintes affectations opérationnelles, notamment à la préfecture de police de Paris ou encore dans l'Est, à Metz, puis dans le Sud, à Marseille, était jusqu'alors adjoint dans cette direction essentielle à la sécurité nationale et qui, paradoxalement, était privée d'un directeur en titre depuis des mois.

L'Association des hauts fonctionnaires de la police nationale s'était d'ailleurs emue de cette vacance de poste, tout comme de nombreux hauts dignitaires de l'appareil policier et dans les syndicats de la grande maison qui s'étonnent de ne voir toujours personne nommé à la

tête de l'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur (IHEMI), et ce depuis septembre dernier.

La nomination d'un nouveau directeur général de la police nationale était également attendue ce 3 juin. Mais le nom du candidat de Gérard Darmanin, évoqué dans la presse, en la personne de son actuel directeur de cabinet, Alexandre Brugère, n'est pas sorti au Conseil des ministres.

Cet homme politique de 37 ans, qui s'est présenté comme candidat macroniste suppléant aux élections législatives dans la 6^e circonscription du Maine-et-Loire, peut-il vraiment accéder à un tel poste, en remplacement du préfet Frédéric Veaux, alors qu'il n'a qu'une courte expérience de la police ? « D'ordinaire, on y nomme des policiers ou des préfets d'expérience », reconnaît un cadre du Syndicat des commissaires de la police nationale (SCPN).

L'homme est réputé sympathique et à l'écoute mais sa propension à se mêler, dans le détail, des nominations, dans une forme de cogestion avec certains syndicats, a pu agacer dans le sérail policier. Sa loyauté sera certainement récompensée, mais il semble que l'Élysée ait préféré attendre les résultats des législatives avant de promouvoir cet intime de Gérard Darmanin à un poste si sensible. ■

Europe 1

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

Bellamy balaie la « rumeur » d'une participation à un gouvernement RN

Claire Conruyt et Emmanuel Galiero

Le député LR européen refuse de se laisser « instrumentaliser » par le parti nationaliste.

« Je ne me laisserai pas instrumentaliser : je suis libre et je ne suis en rien candidat pour entrer dans un gouvernement. » François-Xavier Bellamy veut tordre le cou à la rumeur. Si le parti de Marine Le Pen parvenait à obtenir une majorité absolue dimanche, à l'issue du second tour des élections législatives, le député LR européen n'accepterait aucun portefeuille ministériel. « Je n'ai absolument pas été contacté, ni directement ni indirectement. En vérité, je ne suis pas dupe, je vois bien ce qui se joue dans ces rumeurs soigneusement organisées... Déjà, avant les élections européennes, Jordan Bardella laissait entendre que je serais sur sa liste. »

Les LR historiques, opposés à Eric Ciotti dans son alliance avec le Rassemblement national, refusent de choisir entre le parti de Bardella et le Nouveau Front populaire. Ils ne donnent aucune consigne de vote entre les deux tours de scrutin et s'en remettent à la libre « conscience » des électeurs. Bellamy maintient, lui, la ligne qu'il avait portée dans la campagne européenne. « Je ne crois pas qu'il faille céder à la panique, au contraire ; dans ce moment de confusion, il est plus nécessaire que jamais de défendre notre ligne, notre identité et nos convictions, celles qui gagnent partout en Europe », assure le suppléant d'Arnaud Pou-

lain dans la 1^{re} circonscription des Yvelines, partisan d'une droite autonome et indépendante.

Conscient des jeux d'alliances qui agitent l'entre-deux-tours et lucide sur le fait que plusieurs candidats de droite sauveront leur siège grâce aux retraits de la gauche, le parlementaire assure qu'« aucune transaction, aucune négociation, aucune manœuvre d'appareil » n'ont été engagées côté LR. Ce cap lui semble d'autant plus pertinent aujourd'hui au moment de « l'incroyable revirement » de la macronie, prête à pactiser avec la gauche, y compris radicale. « Comment les Français peuvent-ils admettre que le camp macroniste soutienne désormais Louis Boyard, qui organisait le blocage des universités, Benoît Biteau qui justifiait la violence à Sainte-Soline, ou David Guiraud, qui assume sa proximité avec un antisémitisme décomplexé ? Surtout quand c'est pour imposer l'injustifiable, comme le camp macroniste qui, en s'alignant avec La France insoumise, montre qu'il pratique un "front républicain" à géométrie variable... C'est révoltant. »

« Il est plus nécessaire que jamais de défendre notre ligne, notre identité et nos convictions »

François-Xavier Bellamy



François-Xavier Bellamy, le 2 juin, à Paris.

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Parallèlement, il exprime de fortes réserves à l'égard du RN, « sans porter de jugement moral ». Pour lui, le parti de Marine Le Pen a toujours été le « meilleur instrument de la gauche ». « J'aimerais rappeler que dans le second tour qui confrontait François Hollande à Nicolas Sarkozy, Marine Le Pen avait prôné le vote blanc ». Aujourd'hui, la candidature de l'ancien président en Corrèze est au centre des problématiques de la droite. Eric Ciotti, toujours président des LR, demande au candidat LR de se retirer au profit d'une candidate RN arrivée en 2^e position au premier tour. La demande est jugée inacceptable et le candidat socialiste a de grandes chances d'en profiter.

« Je le maintiens : la réponse la plus efficace contre cette improbable coalition qui voit un ancien président socialiste faire cause commune avec un antifa fiché S, c'est d'assumer nos convictions, pas de désertir le terrain. » Il ne partage pas le pari d'Eric Ciotti. Refusant de pratiquer le « en même temps » qui a fait souffrir LR, il interroge cette « promesse de l'union des droites au moment où Marine Le Pen affirme que le RN n'est pas de droite ». Puis, à la veille d'une élection cruciale pour l'avenir du pays et de sa famille politique, François-Xavier Bellamy confie une dernière inquiétude : « Ma crainte est que la crise que nous traversons ne s'arrête pas le 8 juillet. » ■

Budget : qu'est-ce que le « douzième provisoire »

Dissolution oblige, la question s'est inévitablement invitée à l'Élysée. Comment faire voter un budget dans une situation où la majorité serait introuvable à l'Assemblée ? La situation pourrait s'avérer compliquée si, à l'issue des législatives, la Chambre basse se retrouvait divisée en trois blocs. Ce qui fait craindre un blocage dans le cas où la prochaine loi de finances ne parvenait pas à être adoptée avant le 31 décembre. Les conseillers du chef de l'État - comme les constitutionnalistes curieux - sont donc allés fouiller les archives. Et ils y ont trouvé une méthode qui, sous la III^e République, du fait de l'absence de majorité, était utilisée pour faire adopter un budget. Celle dite du « douzième provisoire », un texte législatif financier qui permettait au gouvernement de percevoir les recettes, mais aussi d'engager les dépenses équivalentes à un douzième du budget prévu par la loi de finances précédente. « Comme ils n'arrivaient jamais à se mettre d'accord, cette technique permettait d'éviter les "shutdown" à l'américaine », explique la constitutionnaliste Anne-Charlène Bezzina. Si la loi fondatrice de la V^e République ne permet plus - en principe - l'élaboration de ce type de texte, la situation s'est toutefois produite à deux reprises : en 1962, après une dissolution de l'Assemblée ; et en 1979, après une annulation de la loi de finances par le Conseil constitutionnel. « Le gouvernement peut solliciter une loi d'urgence budgétaire au Parlement pour assurer la continuité de la nation », explique Anne-Charlène Bezzina. Et le professeur de droit public Julien Jeanneney d'ajouter : « Mais ce ne serait qu'un sparadrap de court terme. » **WALLY BORDAS**

LÉGISLATIVES 2024 : LE CHOIX DÉCISIF

L'ÉVÈNEMENT

Caroline Roux reçoit

Gabriel Attal, Jordan Bardella, Raphaël Glucksmann et David Lisnard



© AFP - Stéphane Grangier

CE SOIR
À 20.40 SUR

france.tv 2

Glucksmann : « Le chaos, c'est la victoire du RN, pas l'absence de majorité à l'Assemblée »

Propos recueillis par **Richard Flurin, Jim Jarrassé et Pierre Lepelletier**

L'eurodéputé social-démocrate défend les « désistements républicains » et assume le rapport de force avec Jean-Luc Mélenchon.

LE FIGARO. - Vous avez résumé le second tour des législatives à un référendum pour ou contre l'arrivée du Rassemblement national aux responsabilités. La gauche a donc déjà perdu ?
RAPHAËL GLUCKSMANN. - Aucun autre parti ni aucune coalition ne peut obtenir de majorité absolue dimanche à part le RN. Prétendre l'inverse peut permettre de mobiliser sa base militante, certes, mais c'est contrevénir à la vérité. Or, le moment de bascule historique que nous vivons, où nous sommes tous appelés à faire des choix importants et difficiles, impose un devoir de vérité. La question qui se pose à chacun d'ici au second tour est basique : voulons-nous, oui ou non, que la famille Le Pen dirige notre pays ? Voulons-nous, oui ou non, avoir Jordan Bardella à Matignon, Éric Ciotti à l'intérieur, Thierry Mariani aux Affaires étrangères, Marion Maréchal à l'Éducation nationale ? Il ne s'agit plus désormais d'élire un député, quelle que soit du reste sa couleur politique, mais d'éviter que le RN ne plonge le pays dans le chaos.

L'absence de majorité claire pour le RN provoquerait une crise institutionnelle inédite en France. Cette situation ne correspond-elle pas au chaos ?
 Le chaos, la crise institutionnelle, c'est la victoire du RN. Il n'y a qu'à voir le Marine Le Pen annoncer que le président de la République n'est pas le chef des armées, parlant de titre purement honorifique. Cela présage d'une crise institutionnelle permanente. En Europe, où je suis élu, il y aura deux voix françaises : celle d'Emmanuel Macron au Conseil défendant une Europe de la défense et celle du ministre de la Défense RN arguant qu'il faut démanteler toutes les structures collectives de défense. Ce serait la fin de toute crédibilité française. Quant à l'Assemblée nationale, sans majorité absolue, ce ne sera pas le chaos, ce sera un Parlement divisé, comme c'est déjà le cas dans tous les autres pays européens, où

« Jean-Luc Mélenchon a longtemps dominé la gauche, il ne la domine plus du tout. Une bascule s'est opérée aux européennes avec l'affirmation du camp social-démocrate, qui est désormais beaucoup plus fort au sein de l'opinion de gauche »

les députés sont obligés de débattre et de négocier, de compromis en compromis, des textes de loi. C'est ce que je pratique depuis cinq ans au Parlement européen. Je négocie constamment des projets de loi avec par exemple des conservateurs slovaques ou des libéraux estoniens, et cela fonctionne. Mais cela demande la sortie des postures, un changement de culture politique.

Faudra-t-il que le futur gouvernement reflète cet esprit de coalition ?
 Il existe une variété de solutions, du gouvernement technique au gouvernement de coalition en fonction des rapports de force issus des élections. Cela supposera des discussions en temps voulu, mais il est trop tôt. Personne ne connaît l'issue du vote du 7 juillet. La seule chose que je sais, c'est qu'il faudra ensuite apaiser ce pays fracturé.

Fixez-vous par principe des limites à cette possible coalition ?



Pour l'eurodéputé Raphaël Glucksmann, « dans un scrutin à deux tours, les désistements républicains permettent de faire face à ce qui est identifié comme étant la menace principale. Hiérarchiser les périls constitue à mon sens le devoir premier du politique. » **SEBASTIEN SORIANO / LE FIGARO**

Je ne ferme ni n'ouvre aucune porte, mais je vous le répète : il n'est pas question aujourd'hui de se projeter dans l'après. Il ne reste que trois jours pour éviter une catastrophe pour le pays. Les cadres du RN dressent des listes de binationaux et font le tri entre les citoyens, l'Europe est en guerre et il pourrait y avoir à la tête de la première puissance militaire du continent des soutiens indétectables de la Russie de Poutine, qui ont soutenu l'annexion de la Crimée, prêts à démanteler l'architecture de sécurité européenne et transatlantique. Des gens qui entendent « marcher sur le Conseil constitutionnel » peuvent prendre le pouvoir. Voilà mon obsession jusqu'à dimanche.

Avez-vous été approché par l'entourage du président ?
 J'ai reçu des SMS, mais n'y réponds pas.

Vous avez fait campagne aux européennes sur la rupture avec le mélenchonisme. Votre projet alternatif a recueilli davantage de voix que La France insoumise, vous assurant un certain succès. Pourquoi avoir pactisé avec eux aux législatives ?
 Cette dissolution insensée a laissé moins de soixante-douze heures à la gauche pour créer une offre capable de barrer la route à un RN triomphant, et les appareils ont repris la main dans la soirée du 9 juin. Fort de la dynamique populaire des européennes, mais sans contrôle de ces appareils, j'étais face à un dilemme : refuser ce rassemblement alors que l'extrême droite pouvait l'emporter ou m'y investir et imposer nos conditions sur le fond, sur l'Ukraine, l'Europe, le 7 octobre ou l'antisémitisme, dans un rapport de force assumé avec les Insoumis. Nous avons fait le choix de l'unité d'action électorale contre le RN en déplaçant le centre de gravité idéologique de la gauche. Il faut savoir hiérarchiser les menaces et les périls, même lorsque les choix qui se présentent à vous peuvent être vertigineux. C'est à nouveau ce qui se produit avec le front républicain. Depuis le 9 juin, nous sommes dans l'urgence permanente.

Ne craignez-vous pas que les désistements et les consignes des partis ne soient pas suivis d'effet par les électeurs, qui ne goûtent plus ce genre de tambouille ?
 Dans un scrutin à deux tours, les désistements républicains permettent de faire face à ce qui est identifié comme la menace principale. Hiérarchiser les périls constitue à mon sens le devoir premier du politique. Moi qui suis un adversaire de Gérard Darmanin, par exemple, je ne considère pas pour autant qu'il est comme l'extrême droite. L'incapacité à hié-

rarchiser est le signe d'une époque qui met tout à plat. Là, il y a une menace considérée comme existentielle, donc les candidats se désistent, c'est logique. Évidemment, les électeurs ne sont pas captifs. Chaque citoyen plongera en lui-même et déterminera s'il consent ou non à voir la famille Le Pen diriger la France ou s'il est prêt à voter pour un adversaire politique pour éviter ce désastre.

Gardez-vous intacte votre ambition de créer une offre politique qui rompt avec le mélenchonisme et serait susceptible de gouverner le pays ?
 Je vais poursuivre ce que j'ai commencé : l'édification d'une social-démocratie française, d'un espace politique humaniste, démocrate, écologiste puissent. Jean-Luc Mélenchon a dominé politiquement et psychologiquement la gauche depuis des années, il ne la domine plus. Une bascule s'est opérée aux européennes. La ligne que j'ai portée est majoritaire à gauche. Les électeurs sont

attachés au cadre de la démocratie, à un système parlementaire où les députés ne sont pas là pour faire des vignettes sur Twitter, mais pour débattre dignement et voter des textes de loi sérieux. L'hégémonie culturelle et idéologique de Jean-Luc Mélenchon sur la gauche française a pris fin.

Pourtant, il donne le sentiment qu'il a toujours la main...
 C'est l'illusion qu'il renvoie et qui est entretenue par la droite et l'extrême droite, trop heureuses de s'en servir comme épouvantail. Mais tout le monde sait qu'il n'a aucune chance d'être premier ministre et qu'il ne contrôle plus la gauche. Aujourd'hui, la gauche, c'est d'abord Boris Vallaud, Valérie Rabault, François Ruffin, Aurore Lalucq, Carole Delga ou Marine Tondelier, des hommes et des femmes aux opinions diverses, mais tous viscéralement attachés au cadre démocratique du débat et très éloignés du bruit et de la fureur...

Comment expliquez-vous le succès du RN ?
 J'ai sillonné la France lors des européennes et j'ai vu à quel point cette lame de fond RN allait tout emporter. Combien de fois m'a-t-on dit que l'on était gouverné par des gens qui « n'aimaient pas la France et les Français ». Je ne dis pas que c'est vrai, mais rendons-nous compte de ce que ces mots sans cesse répétés révèlent sur le sentiment d'abandon dans le pays. Il faut s'atteler à panser les plaies, reproduire un récit collectif sur ce qu'est la France, sur ce que signifie être Français, réapprendre à dire et à aimer ce que nous sommes, donner un cap à la nation, rétablir un sens de la justice sociale et fiscale qui a été battu en brèche... Cette campagne si courte fondée sur le seul impératif d'éviter la chute n'aura rien résolu. Après l'extrême urgence, il faudra prendre son bâton de pèlerin et reprendre le fil de notre histoire commune. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Un nouveau « crash test » pour la Ve République

La Ve République s'apprête-t-elle à passer un nouveau « crash test » ? En 1986, elle a affronté l'inconnu d'une cohabitation entre un président et une majorité parlementaire de sensibilités opposées. Épreuve finalement réussie et renouvelée deux fois (en 1993 et 1997). Il y a deux ans, elle a dû s'adapter à une autre configuration inédite, celle d'une majorité relative. Quoi qu'il en dise a posteriori Emmanuel Macron, épreuve également réussie : les gouvernements Borne et Attal ont réussi à trouver des majorités sur la quasi-totalité de leurs textes, bénéficiant du recours au 49.3 pour les budgets et la loi sur les retraites. À partir de la semaine prochaine, la Ve va possiblement devoir affronter une nouvelle situation inédite, cumulant les difficultés d'une cohabitation et d'une majorité relative.

Marine Le Pen et Jordan Bardella espèrent une majorité absolue. S'ils l'obtiennent, on entrerait dans une quatrième cohabitation. Politiquement, elle serait sans doute plus conflictuelle que les précédentes, mais institutionnellement, on serait dans un schéma déjà vécu, le chef de l'État ne pouvant pas s'opposer à la mise en œuvre du programme de la majorité élue, mais le premier ministre ne pouvant cependant

pas faire comme si le président de la République n'existait pas. Les plus de 200 retraites de candidats de gauche ou de la majorité et les premières projections de second tour rendent toutefois ce scénario d'une majorité absolue incertain, sinon impossible. Il semble par ailleurs totalement exclu qu'un autre camp obtienne dimanche une majorité absolue : le Nouveau Front populaire et plus encore Ensemble sont plus éloignés que le RN du seuil des 289 élus nécessaires pour gouverner sans entrave.

Le camp macroniste persiste à croire en la mise en place d'une coalition nouvelle, capable, elle, de supplanter le RN. Cela n'a rien de gagné d'un point de vue arithmétique. Compte tenu du rétrécissement inévitable des groupes de la majorité sortante et du groupe LR, il faudra pouvoir fédérer très largement, de Laurent Wauquiez aux communistes. Sans le RN, ni LFI, même dans les projections

les plus favorables, le compte n'y est pas. Et sur le plan politique, on voit mal quelle plateforme d'action pourrait réunir un assemblage aussi baroque.

Reste donc l'hypothèse la plus plausible : celles d'une alliance du Rassemblement national et des amis d'Éric Ciotti nettement en tête mais sans majorité absolue. La logique voudrait qu'après avoir constaté l'absence d'une alternative viable, Emmanuel Macron propose le poste de premier ministre à Jordan Bardella. Jusqu'à présent, celui-ci assure qu'il refusera s'il ne dispose pas d'une majorité absolue. L'argument est logique que le temps de la campagne, afin de mobiliser les électeurs. Mais la question se posera à partir du lundi. Elle est un casse-tête pour tout le monde. Pour Bardella : comment refuser d'exercer le pouvoir quand on est arrivé en tête du scrutin ? Pour ses opposants : est-il légitime de chercher à contourner le verdict des urnes ? Si des coalitions à posteriori sont monnaie courante avec un scrutin proportionnel, elles ne sont pas dans la logique des alliances conclues dans le cadre d'un scrutin majoritaire. Comment sortir de ces dilemmes ? Personne n'a la réponse. L'absence de majorité absolue dimanche serait un casse-tête sans solution. Le « crash test » le plus périlleux pour la Ve République. ■

ÉCOUTEZ À 8H10

GUILLAUME TABARD

DANS LA MATINALE DE DAVID ABIKER

avec **LE FIGARO**



Valérie Segond
Rome

Lorsque les « combinazioni » ne permettent plus de parvenir à la formation de majorité, le pays recourt à des spécialistes.

Cela fait trente ans que l'Italie recourt à des « gouvernements techniques » : « Il y a eu celui de Carlo Azeglio Ciampi en 1993, de Lamberto Dini en 1995, de Mario Monti en 2011 et de Mario Draghi en 2021 », rappelle le professeur à l'université de Nice Côte d'Azur, Jean-Pierre Darnis dans *The Conversation*. « Des gouvernements conçus pour sortir d'une situation de crise politique, à savoir d'une absence de majorité parlementaire capable de soutenir une coalition partisane », souligne-t-il.

En Italie, c'est le président de la République lui-même, grand médiateur des crises, qui en prend l'initiative, consulte les groupes parlementaires pour jauger leur disponibilité, et confie à une personnalité hors du champ politique la tâche d'explorer la possibilité de constituer une équipe. « Mais, explique Jean-Pierre Darnis, ce sont en général des gouvernements de fin de législature, quand la majorité en place se fatigue, que l'on forme pour éviter des élections anticipées, et qui ne durent tout au plus qu'un an et demi, le temps que les partis se réorganisent et se repositionnent pour ouvrir un nouveau cycle. » Un temps de respiration de la politique en somme.

Les deux cas les plus récents, des gouvernements Monti en 2011 et Draghi en 2021, illustrent bien cette singularité. En 2011, en pleine crise de la dette souveraine en Europe, le spectre d'un défaut de l'Italie et la perte de crédibilité de Silvio Berlusconi y compris en Italie poussent le président Giorgio Napolitano à confier la formation d'un gouvernement à Mario Monti, ancien président de la prestigieuse université de la Bocconi à Milan, avant de devenir commissaire à la Concurrence, et à ce titre un familier des plus hauts responsables européens.

En 2021, en pleine crise du Covid et alors que l'Italie peine à mettre sur pied un plan de relance européen de 200 milliards d'euros, Sergio Mattarella convoque Mario Draghi, ancien président de la BCE connu pour avoir mis fin à la spéculation des marchés, pour



Mario Draghi, ancien président de la Banque centrale européenne, le 23 octobre 2022 à Rome, alors qu'il quitte la fonction de président du Conseil italien qu'il a exercée pendant un an. REMO CASILLI / REUTERS

En Italie, le précédent des « gouvernements techniques »

former un gouvernement. « Ces gouvernements techniques reposent toujours sur un fort tandem entre le président de la République qui connaît la politique, et le président du Conseil, qui devra exécuter un agenda qui lui est dicté », explique le professeur à l'université Luiss, Marc Lazar.

Un agenda complexe

« Deux « experts » dont la force tient à ce qu'ils ne sont issus d'aucun camp politique », poursuit Marc Lazar, et qui ont été choisis pour rassurer les institutions européennes et les marchés. Une position qui leur confère, dans les premiers temps du moins, une grande popularité auprès des Italiens. » Mais dont le gouvernement doit être soutenu par une majorité d'union nationale, ou pres-

que, car ce sont bien les partis qui leur assurent pendant un an au moins une large majorité à la Chambre. Union nationale complète derrière le gouvernement Monti, tandis qu'en 2021 un parti, Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni, s'y soustrait. Ce qui lui profitera largement aux élections de 2022.

Car c'est le plus souvent un agenda complexe, voire franchement impopulaire, que ces gouvernements sont chargés de mettre en œuvre. En 2011, Mario Monti, sera le premier ministre des « mesures impopulaires » et de l'austérité, parmi lesquelles la fameuse réforme Fornero des retraites, qui allongera fortement la durée des contributions. Réforme que tout le monde savait inévitable mais rechignait à payer le prix politique de son adop-

tion. Pour cela, il forme un gouvernement composé de professeurs d'université, d'avocats, d'un magistrat, d'un banquier, de deux juristes, d'une préfète, d'un ambassadeur et même, chose rare, d'un amiral. Pour autant, il n'ira pas beaucoup plus loin dans les réformes.

En 2021, Mario Draghi doit, lui, mettre en œuvre un double programme complexe, mais plus consensuel car basé sur la dépense publique : il s'agit de lancer un vaste plan de vaccination contre le Covid, et de présenter à Bruxelles un plan de relance de 200 milliards. Pour cela, il forme une équipe mêlant experts et quelques représentants des partis qui le soutiennent, à des postes toutefois non prioritaires. Globalement, ces deux gouver-

nements ont accompli leur mission. Rehaussant en particulier l'image de l'Italie en Europe. Seulement, tôt ou tard, ils s'essouffent et le régime des partis reprend ses droits, en chassant ces « techniciens » du pouvoir. « L'expérience montre que ces présidents du Conseil, convaincus d'être populaires finissent toujours par tenter d'entrer en politique, mais c'est toujours un échec car ils n'ont pas compris que leur popularité était liée au fait qu'ils ne sont pas des politiques », raconte Marc Lazar.

D'ailleurs, Giorgia Meloni, qui a toujours considéré ces gouvernements techniques comme des usurpateurs, qui confisquent la voix du peuple, tente de faire passer une réforme, dite du *Premierato*, pour justement empêcher qu'ils puissent revenir au pouvoir. ■

En Corse, les nationalistes en difficulté face au score inédit du RN

Antoine Giannini

La vague du Rassemblement national a aussi touché la Corse, dans des proportions insoupçonnées : le mouvement à la flamme est parvenu à hisser trois candidats au second tour des élections législatives, dans les quatre circonscriptions de l'île. Il est loin le temps où Jean-Marie Le Pen, en février 2002, était empêché par les nationalistes d'atterrir à Bastia puis interdit de meeting à Ajaccio. Vingt-deux ans plus tard, l'extrême droite fait jeu égal avec les nationalistes, qui comptent pourtant trois députés sortants.

Jusque-là, la Corse faisait figure d'ovni dans le paysage politique français. Jamais un candidat du RN n'était parvenu à atteindre le second tour des élections législatives dans l'île, malgré des percées significatives à la présidentielle ou aux européennes : « C'est un coup de tonnerre que nous allons avoir du mal à encaisser », confie un cadre du mouvement Femu a Corsica, à la tête de la région depuis 2015. Dans les colonnes de *Corse-Matin*, Gilles Simeoni, président autonomiste de la collectivité de Corse, analyse amèrement cette première défaite politique depuis 2014 : « Trois candidats que personne ne connaît et qui ne connaissent rien de la

Corse sont tout de même parvenus à faire d'énormes scores. Cela veut dire que le corps électoral et la Corse ont changé. Il faut tirer des conséquences sur notre façon d'expliquer notre projet politique, notre rapport aux Corses et à la société corse. »

C'est l'autre réalité de ces élections. Sur les quatre candidats du RN, trois n'ont quasiment aucun ancrage dans l'île. Ce qui n'a pas empêché le parti de Marine Le Pen d'engranger environ 46 000 voix sur 248 000 inscrits pour 154 000 votants, soit un fort taux de participation. De l'autre côté, la majorité territoriale récolte environ 40 000 voix au soir du premier tour, alors que les indépendantistes de Core in Fronte atteignent près de 76 000 voix. De quoi rebattre complètement les cartes électorales, dans un territoire où les électeurs avaient l'habitude de voter pour un nom plutôt qu'un parti.

En Corse-du-Sud, Ariane Quarenata-Natali (31,2 %), inconnue en politique, devance d'une courte tête le président des députés Horizons, Laurent Marcangeli (30,7 %), sur ses terres ajacciennes. De son côté, le délégué territorial du RN, François Filoni (35,1 %) laisse loin derrière lui le député nationaliste sortant, Paul-André Colombani (26,4 %). En Haute-Corse, l'autonomiste Michel Castellani (31,7 %) est talonné par Jean-Michel Marchal (28,8 %), dans une cir-

conscription où la ville de Bastia est tenue depuis 2014 par les nationalistes. Le RN y a plus que doublé son score.

Dans la deuxième circonscription, l'autonomiste Jean-Félix Acquaviva est en grande difficulté. Avec 28,6 % des voix, le député sortant, qui appartient au premier cercle de Gilles Simeoni, est battu par le divers droite François-Xavier Ceccoli (34,1 %). La candidate RN Sylvie Jouart (25,4 %), soit 11 points de plus qu'en 2022) s'est désistée « devant l'appel du Nouveau Front populaire et du président de l'exécutif de Corse à faire

« Trois candidats que personne ne connaît et qui ne connaissent rien de la Corse sont tout de même parvenus à faire d'énormes scores. Cela veut dire que le corps électoral et la Corse ont changé. Il faut tirer des conséquences sur notre façon d'expliquer notre projet politique, notre rapport aux Corses et à la société corse »

Gilles Simeoni Président autonomiste de la collectivité de Corse

barrage aux candidats du RN présents au second tour de l'élection législative », précise un communiqué du RN François Filoni. Dans le viseur, les attaques de Gilles Simeoni qualifiant, en meeting à Bastia, le parti de Jordan Bardella d'« ennemi du peuple corse ».

Une première secousse avait eu lieu en 2022, lors de la présidentielle. Marine Le Pen avait recueilli 58 % des voix au second tour, soit son meilleur score en France. Trois de ses candidats avaient terminé la course en troisième position, aux portes du second tour, lors des législatives la même année. Aux dernières élections européennes, Jordan Bardella avait fait carton plein sur l'île, avec 40,8 % des voix, soit 9 points de plus que la moyenne nationale.

Dans une forme de déni, les nationalistes parlent d'un vote « continental ». Mais la réalité du terrain est plus complexe : « J'ai voté Simeoni à toutes les élections, mais là je ne crois plus dans sa politique, analyse un militant nationaliste qui dit avoir voté RN. J'ai confiance en leur capacité de répondre aux problématiques de pouvoir d'achat, d'insécurité, d'accès à la propriété ou d'immigration. »

Une critique de l'action des autonomistes, en difficulté au moment de faire le bilan de près de dix années de mandature à la tête de la région. Une forme d'usure du pouvoir aussi, alors que

Gilles Simeoni a tout mis sur le processus d'autonomie engagé par le gouvernement, quitté à se rapprocher d'Emmanuel Macron dans le cadre des discussions. De quoi susciter les critiques, jusque dans son propre camp.

Certains n'hésitent plus à parler d'un « processus enterré vivant » par les scores du RN au niveau national, le parti étant fortement opposé à l'autonomie de la Corse. Jordan Bardella redoutait même que cette réforme constitutionnelle constitue le « marchepied de l'indépendance ».

Gérald Darmanin, le ministre de l'Intérieur, s'était engagé en mars 2022 à discuter de l'avenir de l'île, jusqu'à une potentielle autonomie, quatre mois après l'agression mortelle en prison du militant indépendantiste corse Yvan Colonna, condamné à perpétuité pour l'assassinat du préfet Claude Erignac. Des violentes manifestations avaient alors éclaté sur l'île. Emmanuel Macron avait aussi acté cette réforme constitutionnelle, en septembre 2023, devant l'Assemblée de Corse.

Ces discussions semblent presque oubliées, à l'approche d'un second tour sous tension. « Dimanche, un choix de société s'offre à nous. Voter pour ou contre la Corse », lance Paul-André Colombani. En toile de fond pour les nationalistes, empêcher le RN de s'enraciner sur l'échiquier politique insulaire. ■

Législatives : les configurations du second tour

Le retrait de plus de 200 candidats issus de la gauche et de la majorité sortante a ramené à 89 le nombre de triangulaires.

ANALYSE

Guillaume Tabard

Après l'élection de 76 députés dès le premier tour (39 RN et alliés, 32 de gauche, 4 du bloc central et 1 LR), 501 sièges restent à pourvoir. Les résultats bruts du premier tour rendaient possible la tenue de 306 triangulaires. À la suite du désistement de 217 candidats, il n'en restera plus que 89. Ces désistements sont pour plus de la moitié (128) le fait de la gauche. Dans 76 cas, il s'agit de retraits de concurrents de la majorité sortante. La carte ci-dessous précise, pour les duels résultant du retrait d'un candidat qualifié à l'issue du premier tour, la couleur politique de celui qui s'est retiré.

De même il ne reste plus que deux des cinq quadrangulaires théoriques (dans la 8^e du Rhône, où le RN est en tête et la sortante LR arrivée quatrième ; et dans la 4^e de la Vendée où la sortante DVD Véronique Besse est favorite). Du fait de ces retraits, il y aura 409 duels. Enfin, dans la 2^e de la Guyane, le sortant DVG Davy Rimane sera seul en lice.

Si le nombre de triangulaires a fondu,

il reste historiquement élevé. Il n'y en avait eu que 7 il y a deux ans. Le record de 1997, consécutif à la dissolution de Jacques Chirac, a été battu. Il y avait eu alors 79 triangulaires, dont 76 avec le Front national. Sur les 89 de ce dimanche, 86 impliquent le RN ou ses alliés LR-RN, et le plus souvent (69 cas) dans une confrontation avec le Nouveau Front populaire et Ensemble. Les trois triangulaires sans le RN ont lieu dans la 8^e de l'Essonne (dont Nicolas Dupont-Aignan est sortant), la 6^e des Hauts-de-Seine (à Neuilly, où le LR Geoffroy Didier se maintient face à la macroniste Constante Le Grip), et la 3^e du Val-de-Marne (dont le LFI Louis Boyard est sortant).

Sur les 409 duels, la configuration la plus fréquente sera une finale entre le bloc RN et le bloc de gauche (159 cas), devant les confrontations entre le bloc central et le bloc lepéniste (136), et celles opposant ce dernier à la droite (54). Au total, le Rassemblement national participe à 364 duels, soit près de neuf sur dix. Quelque 32 finales opposeront le Nouveau Front populaire à Ensemble.

Dans ces 501 circonscriptions restant à pourvoir au second tour, le RN et ses alliés LR-RN sont arrivés 258 fois en tête dimanche dernier, le NFP 123 fois, Ensemble 63 fois et LR et les divers droite 31 fois. ■

76 élus au premier tour



Au second tour

Circonscriptions où un second tour aura lieu, sans désistements

409 duels

Candidats qui se sont désistés

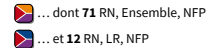


Les duels



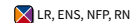
et autres 10 combinaisons possibles dans 38 circonscriptions

Les 89 triangulaires...

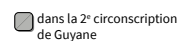


et autres 4 combinaisons possibles dans 6 circonscriptions

2 quadrangulaires



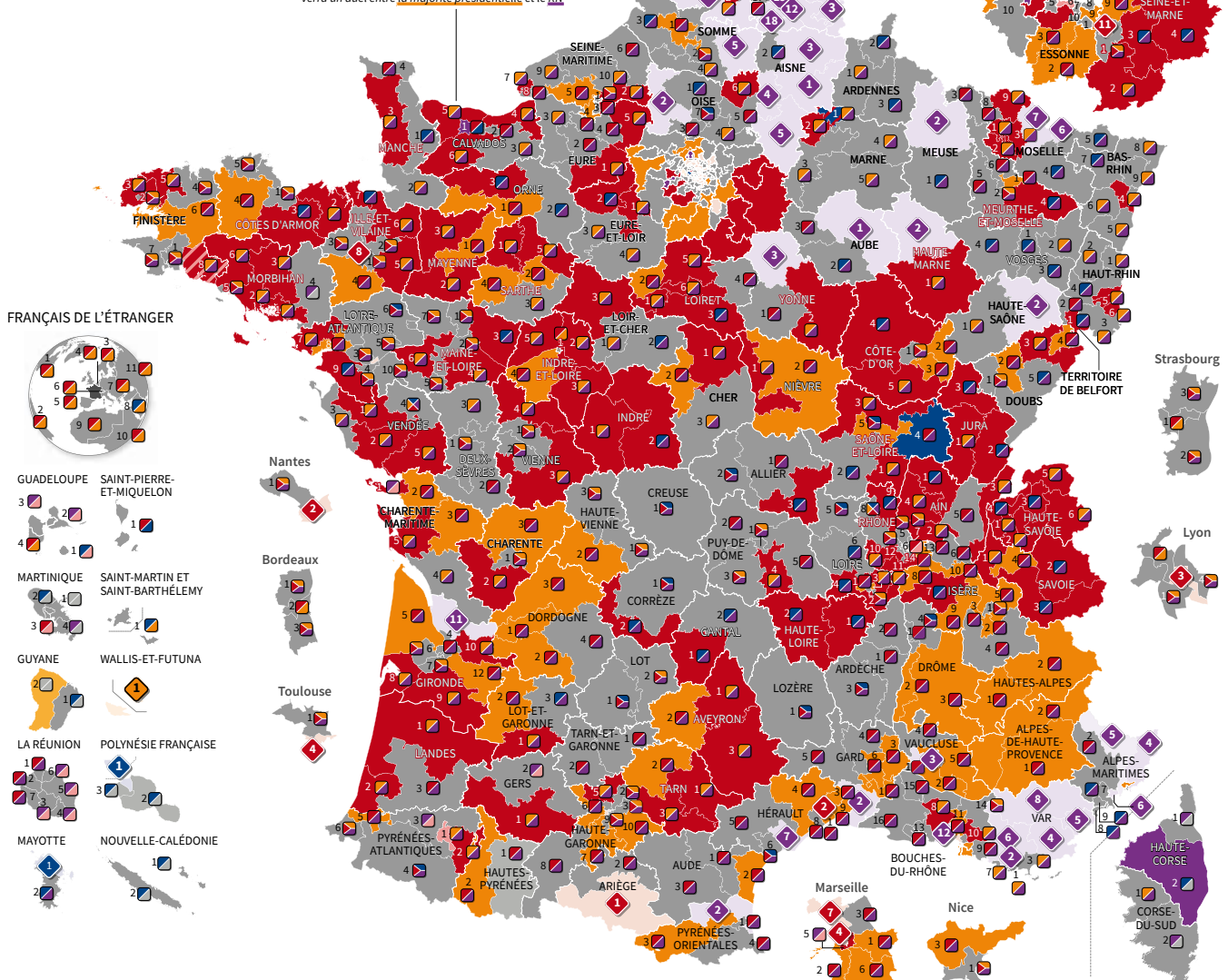
1 candidat unique



Législatives 2024

Désistements et configurations au second tour

NOTE DE LECTURE
Dans la 5^e circonscription du Calvados, le candidat du Nouveau Front populaire s'est désisté. Le second tour verra un duel entre la majorité présidentielle et le RN.



Avant le vote, le désarroi des Juifs de gauche

Stéphane Kovacs

Historiquement hostiles à l'extrême droite, ils ne se reconnaissent pas dans le NFP, une alliance « à l'antisémitisme larvé ».

Is n'oublieront jamais les odieux dérapages de Jean-Marie Le Pen, de « *Durafour crématoire* » aux « *chambres à gaz*, détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale ». Ils s'alarment du retour à l'Assemblée nationale des députés relativisant les atrocités du Hamas, multipliant les clin d'œil antisémites, tandis que s'agitent des drapeaux palestiniens place de la République. Le « *barrage à l'extrême droite* », qui a toujours été un « *principe fondamental* » chez les Français de confession juive, peut-il tenir encore longtemps ? À la veille de ce deuxième tour, pris en tenaille entre « *peste brune et peste rouge* », ceux dont le cœur penche à gauche sont « *au supplice* ».

« Depuis le 7 octobre, les Français juifs, plus particulièrement ceux de gauche, sont plongés dans un profond désarroi, analyse David Khalifa, codirecteur de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à la Fondation Jean Jaurès. Ils sont coincés entre le marteau d'une extrême droite nationale populiste dont ils n'oublient pas les racines historiques judéophobes et l'enclume d'une gauche radicale insoumise à l'antisémitisme plus ou moins larvé, incarnée par la figure repousseur de Mélenchon ».

« Mobilisation massive »

« Lors des européennes, ils avaient mis leur espoir dans la proposition social-démocrate incarnée par Raphaël Glucksmann, poursuit le chercheur. Son ralliement au Nouveau Front populaire les place devant un dilemme stratégique et moral : se tenir à bonne distance du NFP en signe de protestation contre l'alliance faustienne, au risque de se le reprocher une fois le RN arrivé au pouvoir, ou bien tenter de peser à l'intérieur du NFP pour conjurer ce risque immédiat et obliger la gauche à prendre à bras-le-corps la lutte contre l'antisémitisme ».

Pour 92 % des Juifs français, le parti de Jean-Luc Mélenchon contribue à faire monter l'antisémitisme, selon une enquête de l'Ifo pour l'American Jewish Committee et la Fondapol, publiée en juin par *Le Point*. « Ils sont même 82 % à répondre « *oui, tout à fait* » : rarement l'Ifo a observé une proportion aussi élevée ! », précise François Legrand, directeur d'études au département opinion. Le Rassemblement national n'arrive, lui, qu'à la troisième position, avec 49 %, derrière les Verts.

« Le 7 octobre aura joué un rôle d'accélérateur de la stratégie de normalisation du RN, constate David Khalifa. Stratégie en miroir inversé de celle de la gauche insoumise, qui s'est diabolisée en refusant de qualifier les massacres du Hamas d'attaque terroriste ». L'explosion des actes antisémites, qui ont bondi de plus de 1000 % dans l'Hexagone depuis cette date, et l'alliance de toutes les formations de gauche avec La France insoumise dans le cadre de la Nupes ont précipité nombre de Français juifs dans les bras du Rassemblement national.

Même le « *chasseur de nazis* » Serge Klarsfeld a indiqué préférer voter pour un RN qui a « *fait sa mue* » et « *soutient les juifs* », plutôt que pour La France insoumise. Le réalisateur franco-israélien Élie Chouraqui voit lui aussi le RN en « *défenseur des juifs de France* ». « *Pourquoi voulez-vous qu'aujourd'hui, moi, j'aille voter contre le RN, si en face d'eux j'ai le Front populaire qui veut m'assassiner ?* s'est-il exclamé sur CNews. Je pense que le risque est de milliers de fois moindre avec le RN qu'avec le NFP ».

Afin d'« *éviter le pire* », l'ancien ministre et directeur du FMI Dominique Strauss-Kahn appelle pour sa part à « *faire barrage au RN* », quitte à voter LFI en se « *bouchant le nez* »... Distribuer « *des gants, des pinces à linge* », c'est aussi l'idée de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), qui continue son « *tour de France des circonscriptions où se présentent les candidats les plus haineux, antirépublicains, complottistes ou pro-Poutine du Rassemblement national* ». « *Sans avoir une once de complaisance envers la propagation de l'antisémitisme par LFI, souligne l'UEJF, nous appelons à une mobilisation massive pour éviter l'arrivée au pouvoir du RN* ». Auteur de bande dessinée, Joann Sfar a illustré ses tourments : « *On est de moins en moins nombreux à trouver ça non négociable, mais pour moi le RN c'est non, fait-il dire à son personnage. Quand j'étais jeune, je*

le disais avec espoir. Aujourd'hui, avec la nausée ».

Dans sa circonscription, à Paris, « *comme en 2022, il m'a été impossible de faire campagne pour un candidat LFI*, rapporte Camille Vizios-Brami, élue PS dans le 9^e arrondissement. Aujourd'hui, on alerte, on manifeste, mais nos messages sont qualifiés de sionistes, de fascistes, de communautaires ! Il faut que la gauche laïque et républicaine soit beaucoup plus ferme à l'égard des extrêmes. Ce qui est désolant, c'est que l'on hurle et que personne n'entend, alors que vous, d'autres minorités, serez les prochains. On sait très bien que cela commence par les Juifs, puis on s'en prend aux droits des femmes, des homosexuels... »

« C'est la dissolution des repères »

Militant PS en région parisienne, Mathias a déchiré sa carte après le 7 octobre. « *Et quand je vois que tous les jours il y a des débordements antisémites à gauche, je ne regrette pas !*, confie ce quinquagénaire. On est prêt à nous sacrifier pour gagner des voix ! Je me sens doublement trahi, en tant que Juif et en tant que républicain. La gauche a abandonné la laïcité, qui est récupérée par l'extrême droite, tandis que cette dernière a abandonné l'antisémitisme, récupéré par l'extrême gauche. Donc non seulement on se sent trahis, mais aussi perdus. C'est la

dissolution des repères : on nous demande de faire barrage à l'antisémitisme d'hier avec des antisémites d'aujourd'hui ! » « *Malgré le chantage, je n'accepte pas ce barrage à la carte !*, fustige encore Mathias. Parce que la République, l'antisémitisme, ça n'est pas à la carte ». Lui qui a voté Renaissance « *pour la première fois de sa vie* » ne « *votera plus jamais à gauche, tant qu'il n'y aura pas une gauche républicaine pour reprendre le flambeau* ».

Alors que la majorité présidentielle concentre désormais ses critiques contre le RN, le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) renvoie dos à dos les partis de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon. « *Le front républicain doit battre le RN sans compromission avec LFI*, martèle un communiqué publié mardi. LFI ne fait pas partie de la solution mais du problème ».

Comme nombre de ses coreligionnaires, le Grand Rabbijn, Haim Korsia, a été ulcéré par l'apparition, dimanche soir après les résultats du premier tour, de Jean-Luc Mélenchon aux côtés de l'eurodéputée Rima Hassan, parée de son keffieh. « *On ne va tout de même pas voter pour ça !*, s'insurge-t-il. Rima Hassan porte un antisémitisme tellement virulent qu'elle valide tous les comportements antisémites qu'on connaît en France aujourd'hui. » « *Mais d'où LFI serait-il républicain ?*, s'étonne-t-il. Il faut

faire en sorte que tous ceux-là ne soient pas en capacité de faire souffrir la France. Ce n'est pas déchoir de son statut de citoyen que de dire : « *L'offre que vous me faites est indigne* », et de mettre un bulletin blanc dans l'urne... »

Elle a « *tellement le cœur lourd d'entendre continuellement à la télé et à la radio le mot "juif"* » qu'elle a « *pris une journée de congé pour décompresser* » : « *La dissolution et l'instabilité politique n'ont fait qu'exacerber un sentiment de vulnérabilité et d'isolement*, soupire Gabrielle, avocate originaire de Toulouse. Les Juifs sont désignés, entre les lignes, comme des boucs émissaires. Depuis le 10 juin, ne votant ni NFP ni RN, je lis l'incompréhension dans les regards : « *Mais pourquoi tu ne votes pas NFP ?* Franchement, un, deux ou trois antisémites, c'est pas grave... » Puis vient l'interpellation avec le « *vous* », et ce « *vous* »-là, redoutable, vous expédie directement dans un ghetto. Alors, oui, j'ai peur pour les miens. Combien de signaux allons-nous attendre encore pour comprendre qu'il faut partir ? »

À la question, posée par l'Ifo en mai : « *Pourriez-vous quitter la France si un candidat des partis suivants était élu président de la République ?* », 30 % des Français juifs répondaient oui en cas de victoire d'un candidat RN. En cas d'arrivée au pouvoir d'un candidat de La France insoumise, ils étaient 57 % à envisager de quitter leur pays. ■



Le 28 mai, à l'Assemblée nationale, le député insoumis Sébastien Delogu avait brandi un drapeau palestinien.

En Israël, le RN fait sauter les verrous dans l'électorat français

Guillaume de Dieuleveult
Correspondant à Jérusalem

La guerre qui menace au Nord et n'en finit pas à Gaza, les otages, l'inconnue politique, l'isolement international : confrontée à une crise existentielle, la société israélienne a du mal à s'extraire de sa bulle. L'actualité électorale française fait exception, probablement du fait de la place qu'a pris le conflit israélo-palestinien dans le positionnement politique des partis. Les déclarations de Jean-Luc Mélenchon et de ses proches font de LFI un épouvantail, qui pousse la communauté franco-israélienne vers le Rassemblement national.

Dans la 8^e circonscription des Français de l'étranger, le second tour des législatives ne sera pas un duel RN-NFP. Le parti de Jordan Bardella n'y a pas envoyé de candidat. Aux européennes, il avait enregistré un score d'environ 10 %. Marion Maréchal, alors candidate Reconquête, avait dominé le score, talonnée par François-Xavier Bellamy. Dimanche, Meyer

Habib, candidat LR, député depuis 2013, affrontera Caroline Yadan. Jusque-là, elle était députée Renaissance de Paris. Elle fait campagne en gommant son étiquette macroniste. Dans cette circonscription, qui englobe la Méditerranée orientale jusqu'à l'Italie, Meyer Habib a remporté 35,6 % des voix au premier tour ; Caroline Yadan, 24,2 %. Mais, en Israël, le candidat LR écrase le score, avec 64 % des voix à Tel-Aviv et Haïfa ; 72,8 % à Jérusalem.

L'homme sait pouvoir compter sur un solide enracinement. Originaire de Mar-seille, Marcel Chemla a fait son Alyah il y a quarante et un an. Ce chauffeur de taxi se décrit comme « *à droite et contre toute forme de racisme* ». Il votera pour Habib, explique-t-il, car ce dernier a rendu visite à son fils, blessé à la guerre en 2014. « *Il y a un attachement affectif envers Meyer Habib*, reconnaît sa concurrente. Il est là depuis longtemps et ce qu'il dit à ses électeurs leur fait du bien ». Mais il n'est pas exempt de critiques. Sa proximité avec le Likoud est souvent dénoncée par ses opposants, qui

voient en lui un cheval de Troie du parti de Benyamin Netanyahu au cœur de l'Assemblée nationale, ce qu'il nie catégoriquement, tout en admettant « *une proximité idéologique avec (son ami Benyamin Netanyahu)* ».

Stratégie de normalisation

Quant à Caroline Yadan, elle jouit d'une bonne image du fait de ses prises de position très fermes contre l'antisémitisme. « *Elle a beaucoup œuvré depuis le 7 octobre* », reconnaît Stephan Blajman, un Franco-Israélien. Habitant de Tel-Aviv, il se reconnaît dans la gauche républicaine incarnée par Manuel Valls et se dit profondément perturbé par la tournure des événements en France.

Comme beaucoup en Israël, il a été choqué de voir, dimanche dernier, au soir du premier tour des législatives, Rima Hassan, keffieh sur les épaules, aux côtés de Jean-Luc Mélenchon ; puis par ces drapeaux palestiniens agités au-dessus de la foule, place de la République. « *Autour de moi, les gens auraient tendance à ne vouloir ni de LFI ni du RN. Mais le*

danger immédiat, c'est LFI, pas seulement pour les Juifs, pour toute la France, affirme-t-il. Au second tour, avec beaucoup de mal, je voterais RN, alors que j'ai toujours voté à gauche ».

Les déclarations de Marine Le Pen contre la « *banalisation de l'antisémitisme* » par l'extrême gauche, ou celles de Jordan Bardella, opposé à la création d'un État palestinien, ont fait mouche, tout comme les positions du RN sur l'islamisme et l'immigration. De là à applaudir des deux mains la stratégie de dédialisation du parti fondé par Jean-Marie Le Pen, il y a un pas. La méfiance reste vive. « *Est-ce que le RN a changé structurellement ou pas ?* », s'interroge Emmanuel Navon, un Franco-Israélien, professeur de science politique à l'université de Tel-Aviv. Caroline Yadan dénonce « *un changement de façade* » d'un parti jouant « *sur la peur au sein de la communauté juive face au retour d'un antisémitisme débridé* ». Elle y voit « *un piège* ».

Sur ce plan, Meyer Habib tient lui aussi à garder ses distances. Il ne s'est pas joint à Eric Ciotti dans son ralliement au parti

de Jordan Bardella, et assure qu'il ne siègera pas dans un gouvernement RN. « *J'ai un problème avec l'ADN du RN* », affirme-t-il, tout en nuancant aussitôt : « *Certes Jean-Marie Le Pen est un antisémite notoire, mais le RN a été irréprochable depuis le 7 octobre. L'estime qu'il est devenu plus fréquentable. Personne n'a été parfait, mais on les regarde à la loupe alors qu'on laisse passer des énormités antisémites de la part de LFI* ». S'il est réçu, il compte se battre « *pour réunir tous les républicains dans un grand bloc* », affirme-t-il.

Officiellement, le ministère israélien des Affaires étrangères israélien a toujours montré une certaine méfiance à l'égard du RN. Mais les choses pourraient changer. Amichai Chikli, le ministre de la Diaspora, en charge de la lutte contre l'antisémitisme, a déjà montré la voie en rencontrant Marine Le Pen et en exprimant, dimanche dernier, son soutien au Rassemblement national. En cas de victoire dimanche, une visite d'officiels du RN en Israël pourrait achever la stratégie de normalisation du parti. ■

Au Royaume-Uni, un Labour recentré aux portes du pouvoir

Arnaud de La Grange Correspondant à Londres

Le chef de file du Parti travailliste, Keir Starmer, est donné gagnant par les sondages aux élections générales prévues jeudi.

Les jeux sont faits. Depuis de longs jours déjà, Rishi Sunak ne se bat plus pour la victoire. Concédant de facto la défaite annoncée, le premier ministre britannique se contente d'exhorter les électeurs à ne pas offrir une « super-majorité » aux travaillistes. En campagne lundi dans les West Midlands, il a encore lancé : « Une fois que vous aurez donné un chèque en blanc à Keir Starmer et au Parti travailliste, vous ne pourrez plus le récupérer. » Un axe d'attaque qui montre que tous les autres arguments ont fait long feu.

Depuis des mois et malgré la multiplication d'annonces censées être populaires, le Parti conservateur n'a jamais réussi à combler l'écart de 20 points en moyenne le séparant du Labour. Seule l'ampleur de la victoire travailliste reste une inconnue. Elle pourrait être massive. Un dernier sondage Survation de mardi donne un nombre record de sièges aux travaillistes, pas moins de 484 sur 650, soit plus que lors du fameux raz-de-marée de Tony Blair avec 418 sièges en 1997. Le moment pourrait donc être historique.

L'intervention surprise de dernière minute de Boris Johnson dans la campagne ne changera sans doute rien. L'ancien premier ministre n'a pas fait de frais à Rishi Sunak - avec qui il est en fort mauvais termes - mais il a mis en garde contre les dangers d'un pouvoir travailliste. « Si vous voulez vrai-

ment des impôts plus élevés, une immigration incontrôlée et des courbettes inutiles devant Bruxelles, votez pour le Parti travailliste jeudi », a-t-il averti mardi à l'occasion d'une réunion électorale londonienne. L'ancienne ministre de l'Intérieur, Suella Braverman, est pourtant lucide. « C'est fini, et nous devons nous préparer à la réalité et à la frustration de l'opposition », a écrit cette figure de l'aile droite du parti dans le *Telegraph*. Qu'ils adhèrent ou non au programme travailliste, les Britanniques veulent du changement.

« Je suis en compétition pour devenir premier ministre, pas pour diriger un cirque »

Keir Starmer

Leader du Parti travailliste

Keir Starmer sera donc selon toute vraisemblance le nouveau locataire de Downing Street. Une victoire qui consacrera sa stratégie résolue de recentrage du Parti travailliste. Souvent décrit comme sérieux mais falot, honnête mais peu charismatique, appliqué mais mou, l'ancien avocat et procureur de 61 ans a fait preuve d'une indéfectible fermeté pour tenir sa formation. Sans états d'âme, il l'a graduellement tirée vers la droite pour l'amener au centre après les années Corbyn où l'extrême gauche dominait. Pour lui, c'était la condition de l'accession au

pouvoir. Le Labour doit cesser « d'être un parti de protestation » pour devenir un « parti de gouvernement », n'a-t-il cessé de plaider.

Depuis son arrivée à la tête du Labour il y a quatre ans, Starmer a entrepris de tourner la désastreuse page Corbyn, conclue par une claque historique aux élections de décembre 2019. Jeremy Corbyn « le rouge » avait laissé prospérer l'antisémitisme dans la formation. Après le 7 octobre, le Labour a condamné fermement les actes terroristes du Hamas - qualifié en son temps « d'ami » par Corbyn - et réaffirmé le droit d'Israël de défendre son peuple. Ce positionnement sur Gaza a entraîné de profondes déchirures au sein du parti. À l'automne dernier, Starmer a donné un nouveau coup de barre vers le centre en faisant monter au sein de son équipe la mouvance libérale du parti. Non sans braquer le mouvement Momentum, où sont regroupés les fidèles de Corbyn, qui a dénoncé un cabinet fantôme « le plus blairiste depuis Tony Blair ».

Pour cette bataille électorale, Keir Starmer a présenté une feuille de route axée sur la croissance économique et empreinte d'une prudence revendiquée. « Je n'ai pas de baguette magique », a-t-il averti. Il entend « jeter à nouveau les bases de la stabilité et s'appuyer sur elles pour rebâtir la Grande-Bretagne ». Sans complexes, le Labour se pose désormais en « parti de la création de richesse » et des entreprises. Celle qui deviendra ministre



Keir Starmer, le leader du Parti travailliste (ici, lundi, à Clay Cross), promet de faire de la sur le parti conservateur, jeudi. CLAUDIA GRECO/REUTERS

des Finances dans un futur gouvernement travailliste, Rachel Reeves, n'a pas hésité à se poser en « championne » de la City, cette place forte de la finance où Corbyn voyait un repaire de « prédateurs ».

Se présentant comme un apôtre de la rigueur budgétaire, le Labour se défend de vouloir augmenter les impôts, comme les conservateurs l'en accusent. Ces derniers avertissent que les taxes augmentent de 2000 livres par famille. Le Parti travailliste veut faire de la santé et de l'éducation ses deux principaux axes d'effort. Pour financer le redressement du NHS (service de

santé public) ou embaucher 6500 professeurs, il table sur 8,6 milliards par an de recettes fiscales supplémentaires. Elles proviendront notamment du renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale, d'une TVA sur les frais de scolarité dans les écoles privées et d'une taxe exceptionnelle sur les sociétés pétrolières et gazières.

Mais le financement de ce programme se heurte à un certain scepticisme. Directeur du centre de réflexion Institute for Fiscal Studies, Paul Johnson parle d'une « conspiration du silence » sur les dépenses. Si la croissance, sur laquelle mise Starmer, n'est pas au

Transports, hébergement, santé... Nos conseils pour voyager l'esprit tranquille



Le 1^{er} magazine de la presse patrimoniale
1,3 million de lecteurs (source ACPM 2024)

Disponible chez votre marchand de journaux
ou sur commande Réf. 1219

Frais de port offerts

PAR INTERNET
www.leparticulier.fr
rubrique La Boutique

PAR TÉLÉPHONE
01 55 56 71 11
du lundi au vendredi de 8h30 à 19h

PAR COURRIER affranchi
Le Particulier - Service Abonnements
45 av. du Général-Leclerc 60643 Chantilly Cedex

Après 14 ans à la tête du pays, la fin

En l'espace de cinq années, les conservateurs auront peut-être connu deux élections « historiques ». La première, en 2019, par l'ampleur de la victoire. La deuxième, ce jeudi, par la rudesse de la défaite, si les résultats confirment les sondages. Après quatorze années de pouvoir, les tories devraient passer la main à un Parti travailliste en pleine reconquête.

Pour nombre de Britanniques, y compris parmi les électeurs « bleus », le bilan des derniers gouvernements tory est bien ternes. À leur décharge, les conservateurs n'ont guère bénéficié de circonstances favorables. Il y a d'abord eu la crise financière, puis la pandémie, et enfin la flambée inflationniste déclenchée par la guerre en Ukraine. Mais l'impression d'un pays « cassé » prédomine. Même si l'inflation - qui avait un temps bondi à 11% - est retombée à 2,3%, la crise du coût de la vie pèse lourdement dans un pays sans forts amortisseurs sociaux. Les infrastructures et les services publics laissent souvent à désirer. Le service de santé public (NHS), auquel les Britanniques sont si attachés, est dans un sale état, avec des millions de personnes en attente de rendez-vous ou de traitement. La politique d'austérité lancée en 2010 dans le sillage de la crise financière de 2008 est rendue responsable de ce délabrement.

Signe des frustrations et de la colère, de vastes mouvements de grève, jamais vus depuis les années 1980, ont secoué le pays. Ils ont touché aussi bien les médecins que les infirmières, les postiers, les enseignants ou les avocats. Si le chômage est bas (4,4%), la croissance et la productivité stagnent tandis que le poids de la fiscalité est au plus haut depuis soixante-dix ans. Quant au Brexit, même si les deux grands partis ne le remettent pas en cause, les sondages montrent qu'il est aujourd'hui regretté par une majorité de Britanniques.

La machine à gagner efficace qu'a longtemps été le Parti conservateur semble sérieusement enrayée. Celui-ci apparaît à bout de course et essoré par les querelles intestines. « Les conservateurs sont minés par le fractionnement de-

puis la période où le parti tentait de mettre en œuvre le Brexit », explique Tony Travers, de la London School of Economics (LSE). La rébellion, notamment celle de l'ERG (European Research Group), pour obtenir de Theresa May une rupture plus dure avec l'UE, a lancé une longue série d'insurrections. Plus récemment, les batailles intestines se sont jouées davantage autour de l'immigration.

En arrivant au pouvoir, Boris Johnson a marginalisé les éléments centristes du parti en donnant un coup de barre vers la droite. Surtout, il a entrepris - avec succès - de séduire un nouvel électoral, dans le « Mur rouge » du centre et du nord de l'Angleterre. Les populations à forte composante ouvrière de ces zones désindustrialisées et défavorisées ont été séduites par le Brexit et le slogan du « levelling up » (rééquilibrage entre le nord et le sud). Dans ces circonscriptions traditionnellement travaillistes, les conservateurs ont eu beaucoup de succès en 2019. Leur victoire a alors été favorisée par l'effet repoussoir de la figure de Jeremy Corbyn, patron radical et très « rouge » du Labour de l'époque.

Boris Johnson voulait incarner une synthèse, entre les électeurs conservateurs traditionnels de la classe moyenne urbaine et du sud-ouest du pays et ces nouveaux électeurs conquis en terre travailliste. Les premiers sont libéraux, favorables au libre-échange, en faveur d'une faible intervention de l'État et de moins d'impôts. Les seconds veulent au contraire un État interventionniste et une augmentation des dépenses publiques. Cet attelage hétéroclite ne pouvait tenir bien longtemps et l'ancien banquier Sunak ne pouvait qu'avoir du mal à tenir les électeurs nordistes. Comble de malchance, le Covid a avalé les fonds qui auraient pu être affectés au « levelling up », ce qui a nourri une déception générale. Les sondages présentaient une débacle des tories en ces régions.

Si ce reflux dans le « Mur rouge » est assez logique, les revers annoncés dans le « Mur bleu » sont plus inquiétants pour les conservateurs. Ces régions prospères du sud de l'Angleterre et du



santé et de l'éducation ses deux principaux axes d'effort en cas de victoire électorale

En Écosse, l'heure de la reconquête face aux indépendantistes

Sur les hautes terres d'Écosse, le vent de l'indépendantisme semble avoir tourné. Et c'est dans les voiles du Labour qu'il pourrait souffler lors de ces législatives. Alors que le Scottish National Party (SNP), qui domine la politique locale depuis une quinzaine d'années, est à la peine, les travaillistes espèrent bien reconquérir le terrain qu'ils avaient dû lui céder. Et conforter ainsi une majorité attendue à Westminster.

Depuis la chute de la « Reine d'Écosse », rien ne va plus dans le camp de l'indépendance. Nicola Sturgeon, que l'on surnommait ainsi, a démissionné à la surprise générale en février 2023. Après plus de huit ans au pouvoir, elle avait expliqué ne

« Un quart des électeurs du SNP de 2019 ont désormais l'intention de soutenir le Labour. C'est à peu près le même pourcentage pour les anciens électeurs libéraux-démocrates et conservateurs »

Matthew Smith Chef du service data chez YouGov

plus avoir « l'énergie nécessaire ». Mais on la soupçonne de s'être effacée en raison de l'enquête de police sur les finances du SNP qui allait la rattraper. Depuis, le parti est fragilisé par les affaires et en mal de stratégie. Le successeur de Sturgeon, Humza Yousaf, n'a tenu qu'un an avant de devoir jeter l'éponge, suite à l'explosion de la coalition gouvernementale avec les écologistes. Ravivée par le Brexit, la flamme indépendantiste est de nouveau moins vive.

Sous le double effet de ce trou d'air du SNP et de son élan national, le Labour espère bien reconquérir ces

terres d'Écosse où il régnait en maître depuis des décennies, jusqu'en 2010. Positionné à gauche et profitant de l'opposition d'une majorité d'Écossais à la sortie de l'UE, le SNP avait presque effacé les travaillistes de la carte, au nord de la frontière anglaise. Il avait notamment fait un tabac en 2019 et détient aujourd'hui 43 des 59 sièges écossais à la Chambre des communes. Mais, selon un récent sondage YouGov, il pourrait cette fois-ci n'en remporter qu'entre 18 et 23. « Un quart des électeurs du SNP de 2019 ont désormais l'intention de soutenir le Labour », commente Matthew Smith, chef du service data chez YouGov, et c'est à peu près le même pourcentage pour les anciens électeurs libéraux-démocrates et conservateurs ».

Un tel revers serait fâcheux pour le SNP. Un bon score électoral est vital pour la légitimité des indépendantistes et actuellement la seule façon de peser, même si Humza Yousaf avait rompu avec la stratégie de Sturgeon. Celle-ci voulait faire des élections un référendum « de facto ». Les indépendantistes sont dans l'impasse, en raison du refus du gouvernement conservateur d'autoriser une nouvelle consultation, décision confortée par la Cour suprême en novembre 2022. Le nouveau premier ministre écossais, John Swinney, martèle toutefois que gagner la majorité des 59 circonscriptions écossaises le rendrait légitime pour lancer de nouvelles négociations sur un nouveau référendum avec un gouvernement travailliste à Londres.

Le gouvernement conservateur estimait qu'un référendum ne peut avoir lieu qu'une fois par génération. Or, en 2014, les Écossais se sont prononcés à 55 % pour le maintien dans le Royaume-Uni. Le score indépendantiste était toutefois élevé et n'a cessé de monter dans les années qui ont suivi, surtout après le référen-

dum sur le Brexit de 2016. L'Écosse s'était prononcée à 62 % pour le maintien dans l'Union européenne. C'est cette nouvelle donne qui fait exiger une nouvelle consultation populaire par le SNP.

« Les travaillistes écossais sont de retour sur le terrain et gagnent à nouveau »

Anas Sarwar
Leader du Labour écossais

Les récents sondages ont montré que le « oui » à l'indépendance est retombé à quelque 40 %, après avoir franchi la barre des 50 %. Comme si le « moment » de l'indépendance était passé. Entre focalisation sur l'indépendance et doutes combats « sociétaux » - comme l'affrontement avec Londres sur le changement de genre -, le SNP n'a pas réussi à convaincre qu'il s'attaquait aux grandes préoccupations des gens comme la crise du coût de la vie, la santé, les services publics ou le climat. « Dans les principales préoccupations qui vont décider du vote des Écossais, l'indépendance n'arrive aujourd'hui qu'en cinquième position, analyse Matthew Smith, et même parmi ceux qui ont l'intention de voter pour le SNP, elle arrive en troisième position. »

« La politique écossaise a changé, clame Anas Sarwar, le patron du Labour écossais, les travaillistes écossais sont de retour sur le terrain et gagnent à nouveau. » Celui qui a le vent en poupe se verrait bien en futur « roi d'Écosse ». L'étape suivante sera de faire un bon résultat aux élections locales de 2026, afin de prendre la tête du Parlement écossais. Une nouvelle donne qui repousserait encore plus loin la question de l'indépendance. ■

A. L. G. (CORRESPONDANT À LONDRES)

Les écoles privées dans le collimateur du Parti travailliste

La guerre du privé couve de nouveau. Dans son programme, le Parti travailliste a promis de rétablir une TVA à 20 % sur les écoles privées. La mesure serait annoncée dès le premier budget, a priori en septembre. Saluée par certains, elle inquiète le secteur mais aussi de nombreuses voix qui s'alarment de conséquences pernicieuses sur le système éducatif.

En présentant sa mesure, il y a quelques mois déjà, le patron du Labour, Keir Starmer, a assuré que son parti n'avait « absolument rien contre les écoles privées ». Celui qui devrait être le futur premier ministre a dit comprendre « pourquoi les parents travaillent dur pour envoyer leurs enfants dans des écoles privées ». Mais il a justifié son choix par le besoin vital « d'enseignants experts dans des matières essentielles comme les mathématiques dans nos écoles secondaires publiques ». Et il faut bien trouver l'argent quelque part. Starmer a ajouté qu'il ne pensait pas que cela provoquerait un exode du privé vers le public.

Directrice générale de l'Independent Schools Council, qui représente plus de 1300 établissements privés, Julie Robinson déplore cette injustice faite à nombre de familles. « La plupart des parents qui choisissent ces écoles pour leurs enfants sont des ménages à double revenu qui font des sacrifices pour faire ce choix, rappelle-t-elle, ils ne pourront tout simplement pas se permettre les dépenses supplémentaires engendrées par la TVA sur les frais de scolarité ». Jusqu'à présent, les écoles privées n'étaient pas tenues à cette TVA, en raison d'une exemption pour les organisations dispensant un enseignement. Près de la moitié de ces écoles privées d'Angleterre sont également des associations caritatives et bénéficient aussi d'une réduction de 80 % sur les biens immobiliers.

Le groupe de réflexion Institute for Fiscal Studies (IFS) a calculé que cette TVA sur les écoles privées permettrait de récolter environ 1,6 milliard de livres par an. Si l'on prend en compte le coût de l'accueil des enfants passant de l'enseignement privé à l'enseignement public, il resterait entre 1,3 et 1,5 million à dépenser par an. Une somme qui permettrait d'augmenter de 2 % les dépenses de l'école publique en Angleterre. Le Parti travailliste s'est engagé à recruter 6500 nouveaux enseignants.

« Les écoles privées offrent 100 000 places pour les élèves ayant des besoins éducatifs spéciaux, qui sont en pénurie chronique. En vérité, les victimes de la nouvelle TVA ne seront pas celles qui en ont les moyens, mais les familles marginales. Le jeu politique en vaut-il vraiment la chandelle fiscale ? »

Simon Jenkins
Chroniqueur au « Guardian »

Les conservateurs s'insurgent contre une « politique de la jalousie ». D'autres voix trouvent peu moral de taxer l'éducation. Enfin, on s'alarme de la difficulté à trouver des places dans le public pour les enfants que la hausse des tarifs va faire sortir du privé et du risque de classes trop peuplées. L'IFS relativise cette menace, estimant que ces transferts seront modérés, la mesure pouvant faire diminuer la fréquentation de 3 % à 7 %, ce qui représenterait 20 000 à 40 000 élèves.

Le Labour affirme que le secteur public dispose d'assez de places pour absorber ce surplus. « C'est bien beau

de dire qu'il y a assez de places pour accueillir tous les élèves, mais si cette école publique se trouve loin du lieu de résidence de l'enfant, cela ne sert pas à grand-chose », fait toutefois remarquer Rudolf Elliott Lockhart, directeur général de l'Independent Schools Association, un autre organisme qui représente plus de 600 écoles privées.

Appelées aussi « écoles indépendantes », les écoles privées sont au nombre de 2500 au Royaume-Uni et elles scolarisent environ 7 % de l'ensemble des élèves, soit environ 550 000 enfants. Bénéficiant d'une plus grande liberté que les écoles publiques, les écoles privées ne sont pas tenues de suivre le programme national d'enseignement. Les frais de scolarité sont de 15 000 livres en moyenne mais ces sommes peuvent monter à 50 000 livres pour des établissements prestigieux comme Eton ou Harrow.

Les autorités locales financent l'accès à des écoles pour les enfants au profil compliqué. Dans le « Guardian », étiqueté à gauche, le chroniqueur Simon Jenkins s'alarme ainsi des effets pervers de la « bonne intention » du Labour. « Les écoles privées offrent 100 000 places pour les élèves ayant des besoins éducatifs spéciaux, qui sont en pénurie chronique, pointe-t-il, en vérité, les victimes de la nouvelle TVA ne seront pas celles qui en ont les moyens, mais les familles marginales. Le jeu politique en vaut-il vraiment la chandelle fiscale ? »

Preuve du recentrage du parti du Keir Starmer, la charge contre les écoles privées est toutefois moins lourde qu'en 2019. À l'époque, le Labour du très « rouge » Jeremy Corbyn avait mis dans son programme l'abolition des écoles privées, pour les intégrer dans le secteur public. Il entendait alors en finir avec « la hiérarchie, l'élitisme et la sélection dans l'éducation » et abolir « les privilèges de quelques-uns ». ■

A. L. G. (CORRESPONDANT À LONDRES)

rendez-vous, ce dernier n'aura pas d'autres solutions que de « procéder à des coupes budgétaires, revoir les objectifs ou augmenter les impôts ».

Sur le front de l'immigration, Keir Starmer abandonnera le projet du gouvernement conservateur d'envoyer des demandeurs d'asile arrivés illégalement au Royaume-Uni vers le Rwanda. Mais, pour la première fois, il a réaffirmé vouloir réduire le nombre d'arrivées d'étrangers dans le pays. Face à l'ère d'insécurité dans laquelle le monde est entré, le Labour veut maintenir l'effort de défense et continuer à soutenir l'Ukraine face à

la Russie. Il envisage aussi une reconnaissance de l'État palestinien, mais dans le cadre d'un processus de paix. Enfin, Starmer n'entend pas remettre en cause le Brexit, même s'il veut se rapprocher davantage de l'Union européenne.

Attaqué par certains sur son manque d'audace, Keir Starmer a défendu son approche pragmatique et sérieuse. « Je suis en compétition pour devenir premier ministre, a-t-il dit, pas pour diriger un cirque. » Une allusion claire à la tumultueuse période Johnson, où ce dernier avait souvent été caricaturé en clown. ■

A. L. G. (CORRESPONDANT À LONDRES)

n d'une ère pour les conservateurs

pourtour de Londres sont leurs fiefs traditionnels. Mais cette fois-ci, nombre de députés tory pourraient être menacés par des candidats libéraux-démocrates ou travaillistes. Cette nouvelle donne en dit long sur la déception provoquée ces dernières années par les tories, même chez leurs fidèles. Scandales à répétition avec en tête le Partagate, révoltes internes incessantes, rumeurs de putschs, le parti a offert une image désastreuse, pas à la hauteur des problèmes du pays.

« Le Parti conservateur a toujours été divisé, mais il est aujourd'hui fracturé de manière fondamentale sur le type de parti à reconstruire dans cette nouvelle ère post-Brexit »

Tim Bale Professeur de l'université Queen Mary de Londres

Les conservateurs, qui avaient fait du contrôle des frontières leur cheval de bataille, payent notamment leur échec sur le front migratoire. L'immigration nette s'est élevée à 685 000 personnes supplémentaires en 2023, soit le deuxième niveau le plus élevé après le record de l'année précédente (764 000 personnes). Soit bien plus qu'avant le Brexit... Et le nombre de personnes ayant traversé la Manche clandestinement est de nouveau en augmentation. C'est sur cette impuissance que capitalise Nigel Farage, le trublion de la droite « populiste » qui a fait un retour tonitruant sur la scène politique. Si, en raison du système électoral, son parti Reform UK n'a guère de chances d'envoyer beaucoup de députés à Westminster, il est monté à 15 % dans les sondages. Et il peut affaiblir sérieusement nombre de candidats tory face au Labour.

De manière fâcheuse, le Parti conservateur a aussi perdu son image de sérieux économique. Le crash spectaculaire de l'éphémère première ministre Liz Truss, qui a affolé les marchés avec son budget non financé, n'a rien arrangé sur ce registre. De manière sympto-

matique, deux titres influents de la presse financière britannique - le *Financial Times* (FT) et *The Economist* - viennent d'adober le Labour. Dans son éditorial de lundi, le FT rappelle que sa croyance en « la démocratie libérale, le libre-échange et l'entreprise privée » l'a souvent aligné sur les conservateurs mais que « cette génération de tories a ruiné sa réputation de parti des affaires ». Le journal admet toutefois quelques inquiétudes sur les « instincts interventionnistes » du Parti travailliste ainsi que sur sa « ferveur pour la réglementation ». « Sa sympathie historique pour les syndicats doit être équilibrée avec l'intérêt des entreprises et du grand public » ajoute-t-il. L'hebdomadaire *The Economist*, au tropisme très libéral, appelle aussi à voter pour le Parti travailliste. Pour lui, Keir Starmer est le mieux à même de relancer la croissance économique. De manière plus étonnante, le *Sunday Times*, qui appartient au très à droite milliardaire australo-américain Rupert Murdoch, a lui aussi pris parti pour le Labour. Son éditorial de dimanche dernier estime que les conservateurs ont « perdu le droit de gouverner. Place aux travaillistes ».

Pour Tim Bale, professeur de l'université Queen Mary de Londres et auteur d'un livre sur les conservateurs, les soubresauts du Brexit ont transformé les tories d'un « parti de centre-droit en un amalgame instable de populistes radicaux de droite, d'hyper-libertaires et de fondamentalistes du marché ». Tirailé, désorienté, le parti ne semble plus avoir de boussole. « Le Parti conservateur a toujours été divisé, mais il est aujourd'hui fracturé de manière fondamentale sur le type de parti à reconstruire dans cette nouvelle ère post-Brexit », commente Matthew Goodwin, de l'université du Kent. Qu'est-ce que doit être le conservatisme désormais ? Quels électeurs veulent-ils attirer ? Quels sont leurs grands axes politiques pour cette nouvelle ère ? Personne ne semble avoir de réponse à des questions essentielles. Le parti devrait bénéficier de quelques années dans l'opposition pour réfléchir à son futur. ■

A. L. G. (CORRESPONDANT À LONDRES)

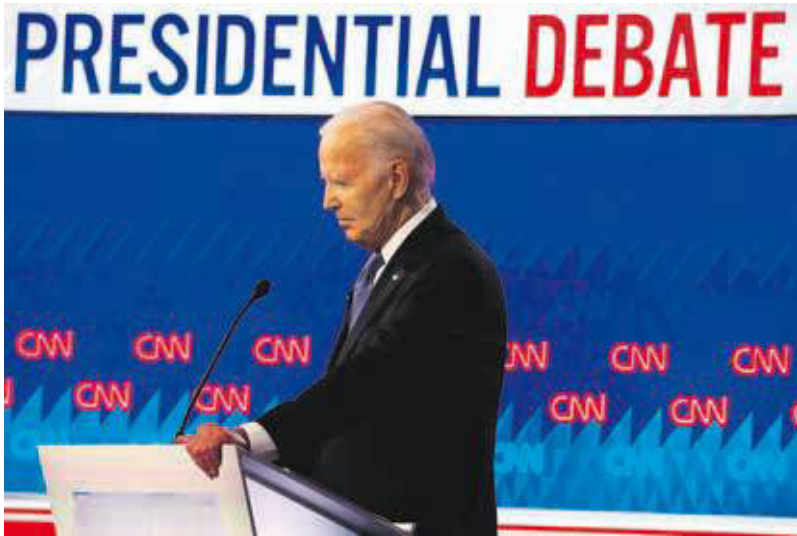
Un premier élu démocrate a appelé publiquement Joe Biden à se retirer de la campagne présidentielle. « Ma décision de rendre publiques mes fortes réserves n'est pas prise à la légère et ne diminue en rien mon respect pour tout ce que le président Biden a accompli », a déclaré mardi Lloyd Doggett, élu du Texas et vétéran du Parti démocrate. Représentant depuis trente ans du district d'Austin, qui fut celui du président Lyndon Johnson, Doggett a évoqué la décision de Johnson ne pas se représenter en 1968. « Dans des circonstances très différentes, il avait pris la décision douloureuse de se retirer. Le président Biden devrait faire de même. »

Le reste du Parti démocrate reste pour le moment sur sa position de soutien au candidat. Mais, outre la déclaration de Doggett, des signaux indiquent que d'intenses débats ont lieu en coulisses et que le consensus n'est que de façade. Des personnalités importantes du parti ont commencé à exprimer à demi-mot quelques réserves. « Je pense qu'il est légitime de se demander s'il s'agissait d'un épisode isolé ou d'une maladie chronique », a déclaré l'ancienne présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, tout en réaffirmant son appui à sa candidature. Un autre allié de Biden, le représentant Jim Clyburn, dont le soutien avait permis sa victoire aux primaires démocrates de 2020 a estimé que « le peuple américain a besoin d'être rassuré » au sujet de l'état de santé de Biden.

Le président a continué de tenter de minimiser le malaise suscité par son état physique lors de sa prestation face à Trump. « Je sais que ce n'était pas ma meilleure soirée de débat », a plaisanté mardi Biden lors d'une soirée de levée de fonds en Virginie, mettant son état sur le compte de la fatigue. « Je n'ai pas été très malin... J'ai décidé de faire plusieurs fois le tour du monde, en traversant je ne sais combien de fuseaux horaires. Je n'ai pas écouté mon équipe. Au retour, j'ai failli m'endormir sur scène. Ce n'est pas une excuse, mais c'est une explication. »

Mais ces efforts et ceux de la Maison-Blanche ont eu plutôt l'effet inverse, et renforcent l'impression que tout n'est pas dit sur l'état physique du président.

« Encore une fois, nous comprenons les préoccupations, et nous n'enlevons rien à ce que vous avez tous vu ou à ce que le peuple américain a vu » pendant ce débat, a admis mardi la porte-parole de la Maison-Blanche, Karine Jean-Pierre, pendant une conférence de presse où elle a eu fort à faire pour éluder les questions des



Joe Biden, lors du débat présidentiel, à Atlanta, en Géorgie, le 27 juin. BRIAN SNYDER / REUTERS

bliques non préparées. Biden ne donne que de très rares interviews, et évite soigneusement, autant que possible, les séances de questions-réponses avec les médias, se cantonnant à de brefs échanges. Karine Jean-Pierre a insisté sur le fait que Biden allait se rendre en fin de semaine à Madison, dans le Wisconsin, un État pivot de la campagne, et allait donner une interview à la chaîne ABC.

Un autre signe de la nervosité de la campagne de Biden, qui a commencé à critiquer les médias, accusés de donner trop d'importance à cet épisode.

Biden semble en tout cas avoir conscience de la gravité de la crise qu'il traverse. Selon le *New York Times*, qui cite « un proche allié » du président, ce dernier aurait reconnu qu'il « ne pourra pas sauver sa candidature s'il ne parvient pas à convaincre le public dans les prochains jours qu'il est à la hauteur de la tâche ».

« Nous reconnaissons que ce fut une mauvaise soirée. (...) Mais il sait comment faire son travail, non pas parce qu'il le dit, mais parce que son bilan le prouve »

Karine Jean-Pierre
Porte-parole de la Maison-Blanche

Biden doit aussi convaincre les élus démocrates, qui craignent à présent qu'une défaite du candidat entraîne la leur. Après s'être entretenu mardi avec le chef de la minorité démocrate à la Chambre, Hakeem Jeffries, et avec Chuck Schumer, le chef de la majorité au Sénat, Biden devait rencontrer mercredi des gouverneurs démocrates à la Maison-Blanche dans une réunion à huis clos.

Les responsables de la campagne surveillaient nerveusement les sondages. Selon une enquête de CBS News mercredi, Donald Trump a pris de l'avance sur Biden depuis le débat, avec 50 % contre 48 % au niveau national et 51 % contre 48 % dans les États pivots. La campagne de Biden considère que le recul n'est pas un effondrement. Beaucoup dans le camp démocrate y voient plutôt un signal inquiétant. Selon un autre sondage, Reuters-Ipsos, un démocrate sur trois pense que le président américain devrait mettre fin à sa candidature. ■

Après le débat raté de Biden, le Parti démocrate se fissure

Adrien Jaulmes Correspondant à Washington

Des élus et partisans du président américain, candidat à sa réélection, doutent que son état de santé lui permette de remporter le scrutin.

journalistes. « Le président était enrhumé. Sa voix était rauque. Vous l'avez tous entendu... Nous reconnaissons que ce fut une mauvaise soirée. Il n'est pas rare que les candidats fassent une mauvaise prestation lors de leur premier débat, a-t-elle répété, mais il sait comment faire son travail, non pas parce qu'il le dit, mais parce que son bilan le prouve... Il sait distinguer le

bien du mal. Il sait dire la vérité. Et, encore une fois, il sait comment agir pour le peuple américain. »

Pressée de questions sur l'état de santé du président, et sur le fait de savoir s'il prenait des médicaments ou avait subi des examens neurologiques, la porte-parole a systématiquement nié que Biden souffrait de quoi que ce soit.

« Le président souffre-t-il de démence ou d'Alzheimer ? », a demandé un journaliste. « La réponse est non, a répondu sèchement Jean-Pierre, et j'espère que vous posez la question à l'autre gars. » La prestation de la porte-parole a d'autant moins convaincu que l'absence du président à ce point de presse était en soi un rappel de la rareté de ses apparitions pu-

« Si le projet du Hamas réussit, la région retournera au Moyen Âge »

Isabelle Lasserre

Mosab Hassan Youssef, fils aîné du cofondateur du Hamas, Cheikh Hassan Youssef, dénonce la tyrannie du mouvement.

Né à Ramallah, Mosab Hassan Youssef, qui vit aux États-Unis, en Californie, depuis 2007, est aussi l'un des principaux contempteurs du Hamas. Il s'est d'abord rapproché d'Israël en devenant, en prison, un informateur du Shin Beth, le service de renseignement intérieur de l'État hébreu. Il a reçu le titre de « prince vert » pour avoir aidé Israël à déjouer de nombreux attentats terroristes pendant la Seconde Intifada, dans les années 2000. Âgé de 46 ans, architecte, il est resté proche d'Israël, s'est éloigné de l'islam et s'est rapproché de la foi chrétienne. Au lendemain du 7 octobre, il s'est rendu sur les lieux du pogrom en Israël et milite depuis pour une éradication du mouvement terroriste à Gaza. Il appelle aussi Israël et l'Europe à lutter contre le djihad et l'islamisme.

LE FIGARO. - Qu'avez-vous ressenti le 7 octobre pendant les attentats du Hamas ?

MOSAB HASSAN YOUSSEF. - J'ai été surpris par l'ampleur de l'attaque. Le pogrom du 7 octobre donne une idée de ce qu'il peut se passer ailleurs si les groupes terroristes comme le Hamas obtiennent davantage de pouvoir dans la région. L'utilisation des boucliers humains, le sacrifice des civils est la principale arme du Hamas. Je pense que si le mouvement disposait de l'arme nucléaire, il l'utiliserait contre Israël. Même chose pour l'Iran.

Quels sont les objectifs du Hamas ?
Son but principal est la destruction

« Le Hamas est une organisation totalitaire qui ne peut accepter la diversité et les opinions divergentes et n'est mû que par la violence »

d'Israël, et de façon plus générale la destruction de tous ceux qui ne sont pas d'accord avec la vision islamiste de ses dirigeants. Le Hamas est une organisation totalitaire qui ne peut accepter la diversité et les opinions divergentes et n'est mû que par la violence. Si son projet réussit, la région replongera dans le Moyen Âge pour très longtemps. Il faut prendre au sérieux les menaces contre Israël, car le but du régime islamiste et de ses affidés dans la région est de détruire la civilisation occidentale.

Est-il possible d'annihiler le Hamas, comme le prétend Benyamin Netanyahu ?

Oui et c'est ce qu'Israël est en train de faire en détruisant peu à peu les infrastructures du mouvement. C'était une erreur d'avoir laissé le Hamas se développer et se présenter comme un mouvement de résistance. La seule solution aujourd'hui est de chasser le Hamas du pouvoir et de prouver aux Palestiniens à quel point ce mouvement était dans l'erreur. Il faut le faire par la force.

Mais peut-on tuer une idéologie ?

Oui, si on agit comme on l'a fait avec le nazisme. Comme le nazisme, le Hamas véhicule une idéologie totalitaire, qui regroupe tous ses partisans sous la ban-

nière d'Allah. Comme le nazisme, l'idéologie du Hamas est une idée folle qui veut dominer tout le monde. Il faut la détruire. On peut déconstruire cette idéologie en éliminant les sources du mal, en coupant l'arbre à la racine, afin de la réduire à son strict minimum. Cela prendra du temps, mais c'est possible. Il faut mettre en place une politique de déradicalisation. Il faut abattre les têtes du Hamas, arracher la tête du serpent, celui qui a commis une massacre de masse le 7 octobre. Je pense que l'exécution des dirigeants du Hamas est une punition adéquate. La prison à vie, en effet, ne ferait qu'entraîner de nouvelles prises d'otages israéliens, puis-que le Hamas tenterait d'obtenir ainsi la libération de ses chefs. Il faut donc une solution extrême pour briser les chaînes et faire cesser le cercle vicieux. Israël n'a sans doute pas été assez dur avant le 7 octobre. S'il avait neutralisé les têtes du Hamas avant, il n'y aurait jamais eu de crise d'otages...

Une paix est-elle possible si Netanyahu et son gouvernement ultra-radical restent au pouvoir ?

Ce n'est pas la question de Netanyahu. Israël est une démocratie et tous ses gouvernements sont légitimes, qu'ils soient de gauche ou de droite. S'il existait un partenaire pour la paix du côté palestinien, il y aurait déjà un accord. Mais aujourd'hui, il n'y a personne en face.

Pensez-vous qu'une guerre avec le Hezbollah est inévitable ?

Oui, parce que la raison d'être du Hezbollah est l'opposition à Israël. Mais

l'État hébreu n'est pas le seul pays concerné par cette menace. Le Hezbollah est aussi un outil dans les mains de Vladimir Poutine. Selon les besoins de l'Iran et de la Russie, le Hezbollah peut être activé dans tous les conflits : contre les Juifs, contre les musulmans sunnites et contre les chrétiens. Le Hezbollah est une carte utilisée par ceux qui veulent saboter la civilisation occidentale.

Que pensez-vous de la reconnaissance de la Palestine par plusieurs pays européens ?

Je pense que c'est un cadeau fait au Hamas. Plus les Palestiniens sont irresponsables et plus certains pays européens sont tentés de les remercier. Pour ma part, je considère qu'il s'agit d'une décision insensée, qui a été prise au pire moment. Elle équivaut à un coup de poignard donné dans le dos d'Israël au moment où l'État hébreu est engagé dans une lutte existentielle. Ce qu'un pays comme l'Espagne ne comprend pas, c'est qu'il est toujours considéré comme une terre d'islam à récupérer pour les islamistes...

Quel rôle peut, selon vous, jouer l'Arabie saoudite dans un futur processus de paix ? Pensez-vous que Riyad rejoindra un jour les accords d'Abraham ?

L'Arabie saoudite est à la fois une partie du problème et une partie de la solution. Les dirigeants saoudiens comprennent parfaitement le danger représenté par le Hamas et par le Hezbollah. Ils savent aussi qu'Israël n'est pas leur ennemi stratégique. Mais en

même temps, l'Arabie saoudite reste un pays où la discrimination vis-à-vis des non-musulmans et des femmes, qui ont très peu de droits, ressemble à un apartheid. Les Saoudiens vivent encore dans un système barbare et on peut se demander s'ils sont vraiment qualifiés pour aider d'autres peuples à faire la paix. Autre question : peut-on vraiment acheter la liberté avec du pétrole ? Il ne suffit pas de se rapprocher d'Israël parce qu'on a peur de l'Iran. Le rapprochement doit aussi être basé sur la démocratie, le respect de la diversité, des droits de l'homme et de la liberté d'expression.

Quelle est votre vision de l'avenir de l'islam ?

Elle concerne aussi les terres d'Europe. L'islamisme est un phénomène global qui avance dissimulé sous une mentalité de victime, qui envahit l'Europe et dont il va être très difficile de se débarrasser. Personnellement, je veux que la France reste la France et qu'elle ne devienne pas un pays du Moyen-Orient. Je considère qu'elle doit résister avec beaucoup plus de vigueur à l'islamisme, qui est un système totalitaire incompatible avec la diversité et la démocratie.

Êtes-vous menacé ?

Je suis bien sûr considéré comme un traître par le Hamas, qui est un mouvement terroriste et dont je dénonce le recours systématique à la violence. Les dirigeants du Hamas veulent me faire taire. Ils ont déjà prononcé contre moi une condamnation à mort et multiplient les intimidations. ■

Jean-Marc Leclerc

La perspective de grandes manifestations, doublées de violences urbaines, en pleins JO, inquiète les policiers et les gendarmes, déjà sursollicités jusqu'à Nouméa.

La perspective de tensions dans la rue, attisées par l'extrême gauche, si le RN devait concrétiser sa percée au second tour des élections législatives, le 7 juillet prochain, n'est pas prise à la légère par les forces de l'ordre. Le ministère de l'Intérieur se trouve, pour l'heure, dans la délicate situation de devoir gérer les affaires courantes, en attendant que la situation politique se décente.

Partout dans les casernes et les commissariats, fonctionnaires et militaires ont intégré qu'il faudrait attendre la formation d'un nouveau gouvernement pour y voir plus clair sur les choix sécuritaires du pays. Et la perspective d'un exécutif bicephale qui se disputerait, entre l'Élysée et Matignon, les commandes de l'appareil régalien, en cas de cohabitation, n'est pas pour rassurer.

Alors, les policiers et les gendarmes – qui attendent la nomination imminente de leurs nouveaux directeurs généraux respectifs – s'accrochent à leur savoir-faire pour affronter les difficultés à venir, à commencer donc par les inévitables problèmes d'ordre public, dès la proclamation des résultats dimanche.

« Cette configuration est bien sûr dans l'esprit de tous. Sa potentielle simultanéité avec les Jeux olympiques peut interroger, d'autant qu'une partie non négligeable de forces mobiles est engagée en Nouvelle-Calédonie », prévient Fabien Vanhemelryck, le secrétaire général du syndicat de police Alliance (majoritaire chez les gradés et gardiens).

« Nous avons toujours été en capacité de faire face aux défis sécuritaires, en priorisant les missions », reprend ce syndicaliste écouté qui espère aussi que de « possibles tensions post-électorales n'aient pas vocation à durer très longtemps ».

Entre les prévisibles manifestations contre l'extrême droite dans les grandes villes et le spectre de nouvelles émeutes un peu partout en France, comme en juin



Les forces de l'ordre sous les tirs de feux d'artifice de type mortier, lors d'une manifestation contre le Rassemblement national, à Lyon, le 30 juin.

ROMAIN COSTABELLA / HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

Les forces de l'ordre se préparent à de possibles désordres post-électorales

dernier, les professionnels de la sécurité à Beauvau n'ignorent pas, en tout cas, que divers scénarii peuvent se combiner.

« Avec 35 unités des forces mobiles bloquées à Nouméa, il faudra que les choses ne s'enveniment pas trop en métropole pour espérer garder le contrôle », constate cliniquement un cadre d'une compagnie républicaine de sécurité (CRS) de l'est de la France.

À l'été 2023, la mort du jeune Nahel, victime d'un tir d'un policier lors d'une intervention routière, avait été le catalyseur d'un mouvement de colère sans précédent. « Un fait divers peut tout embraser, c'est vrai, surtout lorsque le climat est si inflammable », convient un chef de police de la petite couronne parisienne.

Déjà, dans les banlieues, circulent de véritables appels à la haine dans des morceaux de rappers très populaires, réunis en collectif contre le RN. « L'extrême gauche a toujours rêvé de faire la jonction des luttes, mais n'y est jamais parvenue, même si elle s'est montrée très présente

lors des événements de juin 2023 », nuance un chef de circonscription de police des Hauts-de-Seine. Il dit cependant observer « avec une certaine inquiétude » l'émergence de ces deux France « face à face » dont parlait l'ancien premier flic de France, Gérard Collomb, dans son testament politique.

Fronde sociale envisagée

« Pour ce qui est des habitudes manifestantes de la gauche radicale, il faut s'attendre à voir s'agiter les villes généralement à la pointe de ce type de contestation, comme Nantes, Toulouse ou Bordeaux », spéculent un affilié du Syndicat indépendant des commissaires de police (SICP).

La séquence qui s'ouvre peut-elle aboutir à la résurrection d'une forme de fronde sociale récurrente, à la manière des « gilets jaunes » ? « Trop tôt pour le dire, mais rien n'est à exclure », admet le préfet d'un département rural. Lui est davantage concentré sur les menaces « au jour le jour ». « Ici, on craint moins les

violences urbaines que des actions isolées de militants de l'union de la gauche sur du mobilier urbain, des permanences électorales ou des voitures d'élus du RN. On s'y prépare, il faudra encore plus de présence sur la voie publique pendant quelque temps », déclare-t-il.

Un membre du Syndicat des commissaires de la police nationale (SCPN, majoritaire) en convient : « Si le RN obtient une majorité absolue dimanche, il y aura forcément des réactions épidémiques, de la casse, des pillages et des grandes manifestations. Ce n'est pas faire de la politique-fiction que de s'y préparer, c'est notre métier », dit-il.

Les chefs de police sont également mobilisés sur d'autres dates : les 13 et 14 juillet, toujours très agités en France et qui peuvent servir de défilé. « D'ordinaire, le 15 juillet, tout s'arrête et les Français partent en vacances, y compris ceux des quartiers populaires issus de l'immigration maghrébine, qui repartent voir la famille au pays, quelques semaines, voire quelques mois. » Ce sont, à ses yeux, des

« facteurs apaisants ». Dans les commissariats de la capitale et des villes concernées par les JO, beaucoup redoutent malgré tout une forme d'épuisement des personnels. « On nous avait demandé de renoncer aux congés pendant les Jeux et, finalement, on nous explique que tout le monde compte surtout sur nous après, à cause du contexte politique. Nous prendrait-on pour une simple variable d'ajustement ? », ironise un syndicaliste de l'Unsa-Police.

Gaëlle James, la patronne de Synergie-Officiers, résume : « On a toujours été là pour assurer l'ordre public. Quelle que soit la configuration politique le 7 juillet au soir, nous savons que ce sera compliqué, mais le timing n'est pas bon, ça tout le monde en a conscience. »

Les forces de sécurité nationales entrent dans une zone de turbulences au pire moment, quand les caméras du monde entier seront braquées sur le pays, devenu terre olympique. Cette dissolution n'a décidément pas fini de produire ses effets. ■

Terrorisme : l'interpellation d'un enfant de 12 ans remet en lumière la menace des « jeunes »

Jean Chichizola

Cette affaire souligne la difficile riposte contre ces apprentis djihadistes à peine sortis de l'enfance.

« C'est un phénomène très difficile à suivre, on ne sait plus où donner de la tête. » C'est en ces termes inquiétants qu'une source antiterroriste évoquait, il y a quelques semaines, ces mineurs séduits en un éclair par la propagande djihadiste.

« Des jeunes, note un haut fonctionnaire, à propos desquels on évoque à tort une autradicalisation alors qu'il s'agit d'une radicalisation par d'autres islamistes sur les réseaux sociaux ou d'une radicalisation plus classique. » Révélé par le Journal du dimanche, la récente interpellation à Sochaux d'un mineur de 12 ans et demi, sans que la justice antiterroriste se saisisse du dossier, est l'un des derniers exemples connus de cette menace.

Tout commençait le 7 juin quand le parquet de Montbéliard est alerté par la DGSI sur des éléments relevés notamment sur les réseaux sociaux au cours d'une surveillance. Le procureur de la République, Paul-Edouard Lallois, ouvre une enquête pour apologie du terrorisme. « On adhésion à l'idéologie djihadiste ne fait rapidement aucun doute, précise une source judiciaire, et l'apparaît qu'il est en contact sur les réseaux sociaux avec d'autres jeunes islamistes. » Il multiplie les inscriptions sur différents services chiffres.

Les éléments consultés et diffusés sont à la fois effrayants et tristement habituels pour ce genre de profil : images de décapitation, incitation au djihad, attaques antisémites, etc. En bref, un tableau qui commence à être bien connu de la justice antiterroriste. « Il y en a de plus en plus, note un magistrat, ils ont une activité numérique débordante avec trois comptes sur une messagerie, cinq sur une seconde, trois sur un réseau social. Souvent immatures, baignant dans l'ultraviolence, ils sont en relation avec la terre entière et en permanence. Ils sont souvent très versés dans la sécurité informatique. Bref, ils donnent du travail aux services antiterroristes comme des grands. »

La personnalité du préadolescent de Sochaux va s'avérer particulièrement complexe. Il est décidé de le cueillir le 12 juin à son domicile. Interviennent alors les règles de la justice des mineurs. L'intéressé est trop jeune pour pouvoir être placé en garde à vue mais il peut être retenu dans un commissariat pour une durée maximale de 48 heures. Sa mère et son beau-père sont quant à eux placés en garde à vue.

Le jeune reconnaît sans peine son adhésion aux thèses djihadistes. L'exploitation du matériel numérique (téléphone, ordinateur, consoles de jeux) saisi au

domicile permet de découvrir que son jeune âge ne l'a pas empêché de se renseigner sur la fabrication d'explosifs, sur les techniques d'attaque à l'arme blanche, sur des cibles potentielles.

Le réseau d'alerte antiterroriste des parquets se met alors en branle et le Parquet national antiterroriste examine le dossier. Séparés, le père et la mère se renvoient la responsabilité de la radicalisation de leur enfant. Pour le père, la mère a encouragé la dérive de son fils. Pour la mère, son enfant a été endoctriné lors d'un séjour avec son père en Algérie en 2023...

Un profil psychiatrique lourd

Un élément vient rapidement compliquer encore la situation. Le mineur de moins de 13 ans a un profil psychiatrique assez lourd, avec une récente hospitalisation de plusieurs semaines. Après examen, une altération du discernement est même prononcée. En clair, il reste responsable mais il était atteint « au moment des faits, d'un trouble psychique ou neuropsychique ayant altéré son discernement ou entravé le contrôle de ses actes ».

Dans ce contexte psychiatrique, et selon sa méthode habituelle, le Pnat va passer au crible les éléments à charge. Mais va finalement estimer que le dossier

doit rester au niveau local. L'association de malfaiteurs terroriste criminelle n'est pas retenue car, si le suspect était bien en contact avec d'autres radicalisés sur les réseaux sociaux, il n'a pas été établi qu'il préparait des actions avec ces derniers.

L'entreprise terroriste criminelle, sans complices et sans contact avec des djihadistes sur zone, semblait mieux correspondre à l'affaire. Mais, et le profil psychiatrique a bien sûr été pris en compte dans l'analyse, il est apparu que les propos tenus sur les réseaux sociaux ne correspondaient pas à la réalité des faits.

En clair, ce fou de Dieu plein de haine se vantait quelque peu auprès de ses acolytes. Le parquet de Montbéliard a finalement saisi un juge pour enfants et, dans l'impossibilité d'un retour au foyer familial, une mesure de placement provisoire a été prise.

Le garçon de Sochaux pose une nouvelle fois le problème de la riposte face à de très jeunes apprentis terroristes. Et les propagandistes de Daech savent très bien séduire ces bébés djihadistes. Comme les services de police et de renseignement, la justice antiterroriste continue à suivre la situation avec la plus grande attention. Car le préado sochalien a tout d'une énième bombe à retardement. ■

EN BREF

Paris a expulsé un Iranien soupçonné d'être un « agent d'influence » de Téhéran

La France a expulsé mercredi un Iranien soupçonné d'être un « agent d'influence » de la République islamique et d'être « lié » aux gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime iranien.

#MeToo cinéma : le parquet requiert la mise en examen de Benoît Jacquot pour viols

Le parquet de Paris a requis la mise en examen pour viols de Benoît Jacquot, au préjudice des actrices Julia Roy et Lisl Le Besco, et réfléchit aux « suites à donner » aux accusations visant Jacques Doillon. Les deux cinéastes, qui réfutent les accusations les visant, étaient en garde à vue depuis lundi à la brigade de protection des mineurs.

Données personnelles : Vinted écope d'une amende de 2,3 millions d'euros

L'autorité lituanienne de protection des données a infligé mardi une amende de plus de 2,3 millions d'euros à Vinted, spécialiste de la seconde main, après des plaintes déposées notamment en France, a annoncé mercredi la Cnil, le gendarme de la vie privée des Français.

Marc Cherki

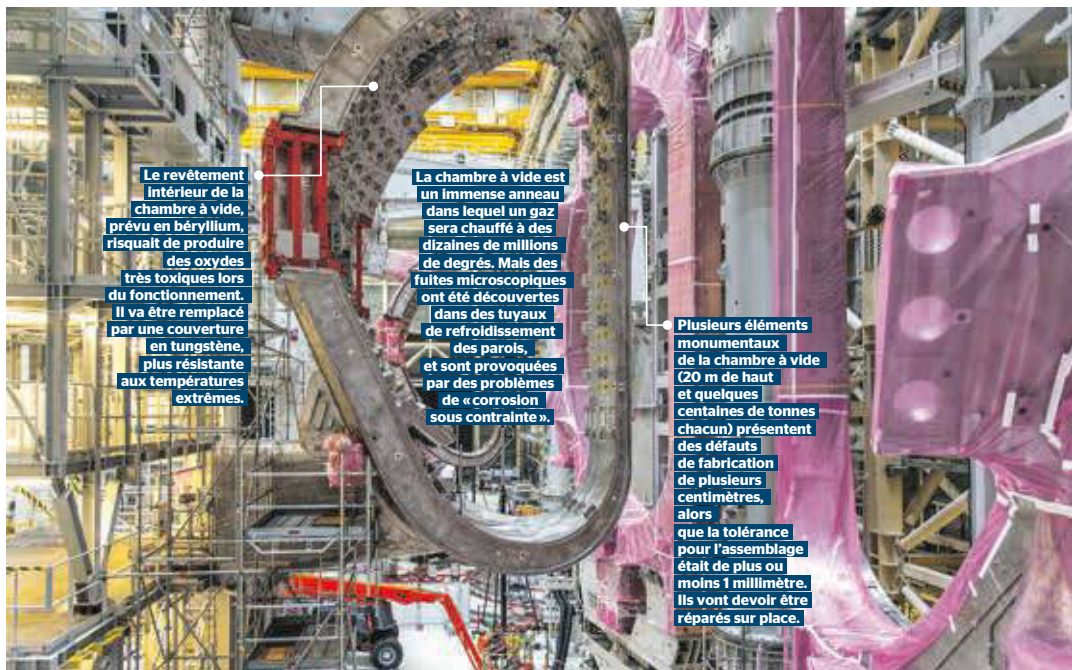
Ce réacteur, décidé par un traité international en 2006, devrait démarrer en 2033, avec de nouveaux surcoûts estimés au moins à 5 milliards d'euros.

La fusion nucléaire est pleine de promesse. Il s'agit de créer une nouvelle manière de produire de l'énergie sur Terre en copiant ce qu'il se passe dans les étoiles, notamment au cœur de notre Soleil. Un gaz chauffé à des millions de degrés (appelé « plasma ») déclenche la fusion d'atomes très légers (comme l'hydrogène) pour donner naissance à des éléments plus lourds, ce qui crée beaucoup d'énergie. Mais le projet Iter (International Thermonuclear Experimental Reactor) qui doit permettre de réaliser la plus intense et longue fusion nucléaire, en chantier à Saint-Paul-Léz-Durance (Bouches-du-Rhône), accuse un nouveau retard. La production du premier plasma est maintenant repoussée, au mieux, à 2033, avec huit ans de retard sur le précédent calendrier de 2016 et dix-sept ans après les dates annoncées en 2006 ! Malgré consolation : la pleine puissance de la machine est attendue en 2039, avec un report de seulement quatre ans.

De ce fait, la facture va s'alourdir de « plusieurs milliards d'euros », a indiqué, mercredi, Pietro Barabaschi, directeur général d'Iter depuis septembre 2022. Cinq milliards seront consacrés à remplacer des pièces défectueuses et à faire face aux retards de construction. Des montants à mettre en regard de la dernière estimation du coût global de la machine, révisé autour de 20 milliards d'euros en 2016, avec des surcoûts majorés de 4 milliards. Les pays membres d'Iter ont accepté de poursuivre cette aventure, mais la réponse sur les dépassements de coûts devrait intervenir au plus tôt lors du prochain conseil d'Iter, en novembre prochain. Le conseil des pays membres d'Iter est piloté par l'Europe qui contrôle 44 % du projet, en lien avec les agences de six pays partenaires (États-Unis, Chine, Corée du Sud, Inde, Japon et Russie) dont chacune contribue à hauteur de 9 %.

Une partie du retard est liée à de récents événements internationaux. La crise du Covid et la guerre en Ukraine ont retardé la fabrication et la livraison de pièces gigantesques. Malgré la guerre en Ukraine, la Russie contribue toujours au projet.

Plus grave, deux importantes défaillances techniques ont été découvertes ces dernières années. Les 9 gigantesques



Le revêtement intérieur de la chambre à vide, prévu en béryllium, risquait de produire des oxydes très toxiques lors du fonctionnement. Il va être remplacé par une couverture en tungstène, plus résistante aux températures extrêmes.

La chambre à vide est un immense anneau dans lequel un gaz sera chauffé à des dizaines de millions de degrés. Mais des fuites microscopiques ont été découvertes dans des tuyaux de refroidissement des parois, et sont provoquées par des problèmes de corrosion sous contrainte.

Plusieurs éléments monumentaux de la chambre à vide (20 m de haut et quelques centaines de tonnes chacun) présentent des défauts de fabrication de plusieurs centimètres, alors que la tolérance pour l'assemblage était de plus ou moins 1 millimètre. Ils vont devoir être réparés sur place.

Huit ans de retard pour le projet de fusion nucléaire Iter

blocs qui protègent l'enceinte de confinement où sera chauffé le plasma, qui font plus de 20 mètres de hauteur et pèsent chacun quelques centaines de tonnes, ne s'ajustaient pas bien entre eux, à cause d'erreurs de fabrication. Des éléments de cette taille n'avaient jamais été produits. Or, « les quartiers de cette énorme orange devaient s'assembler parfaitement, avec une tolérance de l'ordre du millimètre », explique Alain Bécolet, directeur général adjoint d'Iter et directeur scientifique du programme. Les réparations ont été identifiées et vont être réalisées sur le site du réacteur, dans le sud de la France. De plus, « trois microscopiques fuites ont été découvertes sur des tuyaux de refroidissement d'une longueur totale de 23 kilomètres, dans lesquels doit circuler de l'hélium pour refroidir des panneaux thermiques à 80 Kelvin (-193 °C). Ces fuites étaient liées à un problème de « corrosion sous contrainte », ajoute l'expert. Face à ces problèmes, l'équipe d'Iter a dû revoir complètement son programme de

construction et a présenté sa feuille de route à son conseil d'administration les 19 et 20 juin derniers.

Retards de livraison d'éléments clés

En 2016, il était envisagé de démontrer le fonctionnement d'Iter en 2025 avec une performance 150 fois inférieure à celle qui devait être atteinte vers 2033. Mais en raison notamment de retards de livraison d'éléments clés, cette première étape est totalement annulée. Et la fusion entre le tritium (une variante radioactive et rare de l'hydrogène, trois fois plus lourde) et le deutérium (deux fois plus lourd que l'hydrogène et abondant dans la nature) devrait être conduite en 2039 au lieu de 2035. « Nous avons décidé de présenter, en quelque sorte, la voiture presque terminée et ne pas la montrer seulement quand la carrosserie sera finie, comme cela était prévu auparavant », résume Alain Bécolet. Des démonstrations de cette fusion de-

vraient être conduites lors d'expériences qui pourraient durer de 400 secondes jusqu'à une heure.

Une autre modification a été décidée l'an dernier, au vu des résultats de recherche des autres réacteurs de fusion. Il a été décidé de changer le revêtement du mur métallique de la chambre à vide : le béryllium doit être remplacé par du tungstène. Notamment car le premier métal pourrait créer des oxydes très toxiques, tandis que le tungstène est très résistant à très haute température, même s'il présente le risque de pouvoir refroidir un peu plus le plasma qui sera formé si des atomes étaient attachés au mur pendant les expériences. Cette amélioration est issue des développements de nombreux projets de réacteurs expérimentaux de recherches (JET en Grande-Bretagne, Tore Supra plus WEST en France, EAST en Chine, KSTAR en Corée du Sud, etc.). « Mais des collègues réfléchissent à d'autres solutions », a expliqué Pietro Barabaschi.

Compte tenu du nouveau calendrier, les pays partenaires devront également accepter de prolonger de dix ans le traité international qui a donné naissance à Iter, qui se termine en 2042. Mais à force de retard, Iter doit faire face à de nombreux projets concurrents, dont ceux de start-up financés en partie par des fonds privés. CFS (Commonwealth Fusion Systems), lancé par des chercheurs du MIT, a levé 1,9 milliard de dollars pour construire un petit Iter précommercial. Par ailleurs, le projet européen Gauss Fusion, a obtenu des financements en Allemagne pour concevoir un petit « Stellarator », avec une géométrie inspirée du réacteur Wendelstein 7-X en Allemagne. Ce dernier projet a pour partenaires les français Alcen, l'italien ASG Superconductors et les allemands Bruker et Research Instruments. L'objectif affiché par Iter est d'irriguer des projets préindustriels de fusion nucléaire dans chaque pays partenaire, en lien avec des recommandations de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique). ■

Visite de la clinique des athlètes, à deux pas du Village olympique

Cécile Thibert

Cet hôpital éphémère installé en Seine-Saint-Denis pourra accueillir jusqu'à 700 sportifs par jour, avec des installations de pointe.

Quand 14 000 athlètes et leurs équipes débarquent pour les Jeux olympiques et paralympiques, il faut les nourrir, les loger, les transporter et... les soigner ! À ce titre, l'organisation de Paris 2024 a vu les choses en grand, avec la mise en place temporaire d'une polyclinique dotée d'équipements flambant neufs. Installée jusqu'à fin septembre dans les locaux d'une école privée de kinésithérapie et d'ostéopathe située à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), à deux pas du Village olympique, ce petit hôpital de 3 500 m² pourra accueillir jusqu'à 700 sportifs par jour au pic de l'événement, d'après les organisateurs.

« L'idée de départ n'était pas d'éviter l'engorgement du système de soins classique, mais plutôt d'offrir une prise en charge spécifique que requièrent les athlètes de haut niveau », précise lors d'une visite de presse Florence Kania, directrice administrative de la polyclinique le temps des JO 2024, habituellement directrice de l'hôpital Bretonneau (18^e arrondissement de Paris).

À dix jours de la préouverture de l'établissement, les équipes s'agitent dans tous les sens au milieu des cartons. Il faut dire qu'il y a encore beaucoup à faire. Ici, on déballe des appareils médicaux ; là-bas, on monte des brancards et on dresse des cloisons. « On est encore en train de s'installer, nous n'avons eu accès aux locaux qu'au début du mois de juin », indique la directrice de ce centre de santé administré par l'Assistance publique des hôpitaux de Paris. Au rez-de-chaussée, la Dr Jennifer Le Grand, chef de la pharmacie de l'hôpital Bichat, fait l'inventaire des médicaments à répartir entre les 70 sites de compétition et d'entraînement que compte l'Île-de-France, au milieu des tonnes de bandages, de flacons de bêta-dine et de sprays de froid instantané : un véritable défi logistique.

Au premier étage, dédiée à la physiologie et à la cardiologie, Lorenzo Martini-Pacheco, kinésithérapeute du sport, guide les visiteurs. « Cette machine isocentrale sert à faire un bilan objectif de la force musculaire, ce qui permet par exemple de déterminer si un ligament est à risque, indique-t-il en désignant

un étrange fauteuil. Ce sont des appareils assez coûteux et rares, que l'on retrouve par exemple pour les footballeurs à Clairefontaine et à l'Insep (Institut national du sport, NDLR). »

Le centre s'est aussi équipé d'un tapis de course antigravité, qui permet de faire de la rééducation après une blessure, ou encore d'un appareil à ondes de choc qui réduit la douleur, notamment en cas de tendinopathie. « Nous savons qu'il y a des sports qui génèrent davantage de besoins en soins que d'autres, comme la boxe, l'athlétisme et le volley », souligne Florence Kania, qui précise que la polyclinique a été dimensionnée d'après l'expérience des JO de Londres en 2012.

600 volontaires

Tous les soins prodigués aux athlètes et à leurs accompagnants seront intégralement pris en charge par l'organisation de Paris 2024. Y compris les actes d'ostéopathie et de chiropraxie, qui ne sont pourtant pas reconnus scientifiquement ni pris en charge par la Sécurité sociale en France. « La chiropraxie est souvent demandée par les athlètes anglo-saxons,

on ne pouvait pas s'en passer », justifie le kiné Lorenzo Martinez-Pacheco.

Cet hôpital éphémère sera ouvert 7 jours sur 7, de 7 h à 23 h. Médecins du sport, chirurgiens orthopédistes, cardiologues, infirmiers, kinés, manipulateurs radio... Au total, près de 600 volontaires se relaieront auprès des sportifs tout au long des Jeux. Tous bénévoles, sans aucune forme de compensation. « Certains nous octroient cinq jours de présence sur leur temps de vacances, d'autres dix, en continu ou non », indique Florence Kania. Seule une douzaine de personnes seront salariées : les chefs de service (qui ne seront pas présents sur place tout le temps) et les soignants de garde. La polyclinique disposera en effet d'un petit service d'urgences ouvert 24 heures sur 24. « Six personnes pourront être accueillies nuit et jour en simultané par un infirmier et un médecin généraliste ou un urgentiste », précise la directrice d'hôpital.

Mais l'établissement n'a pas non plus vocation à tout soigner. Par exemple, il n'est pas question de faire de la chirurgie. En cas d'urgence, le Samu sera appelé et l'athlète sera conduit à l'hôpital

de secteur. Un parcours de prise en charge a notamment été construit avec l'hôpital Bichat.

L'essentiel des soins dispensés portera principalement sur la récupération physique. Ainsi, au rez-de-chaussée, se trouve une impressionnante salle où seize baignoires blanches ont été installées, façon thermes romains du XXI^e siècle. « Ce sont des bains froids de récupération à 10 °C », décrit Florence Kania. Mais il sera aussi possible de faire sur place des examens plus poussés. Ainsi, deux immenses camions contenant chacun un appareil d'IRM embarqué stationnement devant le bâtiment. S'y ajoutent trois échographes et du matériel d'imagerie cardiaque.

Cerise sur le gâteau, les athlètes auront aussi accès à cinq cabinets dentaires et à des ophtalmologues pour refaire leurs lunettes, grâce à la présence de deux marques bien connues de ces secteurs. Ce sera également l'occasion pour les athlètes paralympiques de vérifier l'état de leur prothèse ou de leur appareillage. Autant de soins auxquels les sportifs de certains pays n'ont pas toujours facilement accès, d'après les organisateurs. ■

« Ce qui arrive est normal et logique » : Mbappé, c'est quoi le problème ?

Christophe Remise Envoiyé spécial à Paderborn

Outre sa fracture du nez, le capitaine des Bleus subit le contrecoup d'une saison compliquée à Paris lors de l'Euro 2024.

« Quand tu vois mes performances, tu vois un gars perturbé ? » Du Kylian Mbappé dans le texte. Cet échange savoureux avec un journaliste date de trois mois. À l'époque, on pouvait encore avoir le doute. Aujourd'hui, il n'est plus permis. Pourtant, Didier Deschamps et les autres joueurs de l'équipe de France ont tenté de rassurer au sujet de la forme de l'attaquant international tricolore (82 sé., 48 buts). « Kylian, il a mis combien de buts ? 44 ? Et il n'a pas fait une bonne saison ? Putain, les mecs » (rires), s'est amusé Antoine Griezmann. Sauf qu'il y a les stats... et le reste. C'est justement dans ce reste que le bât blesse. Et les statistiques ne suivent plus. C'était déjà vrai à Paris, avec de piètres performances en demies de Ligue des champions face à Dortmund...

Toujours est-il que Mbappé n'a marqué qu'une fois en Allemagne, un penalty face à la Pologne (1-1), même s'il est décisif sur le but contre son camp autrichien en début de compétition (1-0). Léger. Plus globalement, on sent le désormais ex-Parisien moins explosif, moins vif, moins apte à prendre la profondeur et, on l'a dit, moins efficace. Il n'est pas seul dans ce cas. Mais, au vu de la faiblesse de l'équipe de France sur le plan offensif, cela se voit comme... le nez au milieu de la figure. Depuis le début de l'Euro, Mbappé fait justement plus parler de lui pour sa fracture du nez et ses prises de position « contre les extrêmes » que pour ses prouesses sur le pré. Un Euro que l'intéressé abordait pourtant « libéré » après sa signature au Real et des mois compliqués au PSG, une situation « qu'il ne souhaite à personne ». Mbappé est humain, après tout. On pouvait en douter, imaginer le prodige francilien imperméable à tout, à la pression, au contexte extérieur, aux pépins physiques. Il ne l'est pas.

Peu d'espace dans les dos

Reste à décrypter les raisons de cet Euro jusqu'ici en demi-teinte pour un Mbappé qui a débarqué en Allemagne la bave aux lèvres, ambitionnant de décrocher « le seul trophée qui lui manque en sélection ». Globalement, on voit beaucoup de grands joueurs ou de grandes nations qui n'arrivent pas à performer à l'Euro après une longue saison, et ce sont des équipes plus moyennes, comme la Géorgie et d'autres, qui en profitent parce qu'elles sont plus fraîches », souligne Sonny Anderson, consultant beIN Sports, diffuseur du championnat d'Europe.

L'ancien attaquant international brésilien (6 sélections) de Lyon, Monaco, Marseille ou encore Barcelone n'est en tout cas « pas surpris » par les difficultés de Kylian Mbappé. « Ce qui lui arrive est



Kylian Mbappé (ici, après le succès des Bleus sur la Belgique, lundi, à Düsseldorf) n'a inscrit qu'un but, sur penalty, depuis le début de l'Euro 2024.

normal et logique. Il faut se souvenir de sa saison, notamment de sa fin de saison avec le PSG, les problèmes de contrat, les problèmes avec la présidence, le fait qu'il ne jouait pas beaucoup... Après cela, on ne peut pas être performant quand on n'est pas mentalement à 100 %, analyse-t-il, ajoutant que « ça ne passe pas en claquant des doigts. Il faut du temps. Derrière, il s'est blessé au cours de la préparation et ensuite, il se casse le nez... Il lui faut être décisif pour l'équipe alors qu'il n'est pas dans les mêmes dispositions qu'en 2022, quand il avait l'esprit libre. Il y a d'autant plus de pression que les Bleus ne marquent pas, les gens en parlent, ça reste dans la tête... » Rappelons aussi qu'il y a un an la préparation estivale de « KM » a été rabotée quand il avait été envoyé au coin par Nasser al-Khelaifi. « C'est le genre de chose qu'on

traîne toute la saison », note Sonny Anderson.

Quand il dit que ce sera « cool » de faire « une grosse préparation avec le Real pour être performant toute la saison prochaine », Kylian Mbappé confirme tout cela. Au sujet d'un potentiel manque d'explosivité, il a, par ailleurs, laissé entendre avoir travaillé d'autres aspects. « J'ai évolué, changé, j'ai préparé mon corps à jouer des saisons beaucoup plus pleines. Avec le Real, on va potentiellement jouer sept compétitions. Quand vous gagnez quelque chose à un endroit, vous le perdez à un autre. Ce sont des calculs à faire », glissait-il, sans oublier de souligner à quel point il est « chiant » de jouer avec un masque. « C'est une horreur absolue. Dans les premiers jours, j'avais l'impression que j'étais en 3D et que j'étais invité à l'Euro en VIP », s'amusait-il. Vi-

sion entravée, sueur, inconfort... Une vraie tannée.

C'est toutefois mieux que de déclarer forfait pour le tournoi. « Je me suis vu rentrer à la maison », soufflait-il. « On a un peu tous minimisé son traumatisme, sa fracture du nez. Ça n'explique pas tout, mais c'est très traumatisant. Il a eu une fin de saison... Quel qualificatif employer ? Peut-être un peu éreintante... Kylian reste Kylian, un joueur top niveau, mais il y a des moments où ces joueurs top niveau sont un peu moins bons, un peu moins en mouvement. Ça arrive à tout le monde. Ça n'empêche qu'il est très présent, très rassembleur dans ce qu'il peut amener dans la préparation », plaide Guy Stéphan, l'adjoint de Didier Deschamps. Ce dernier a d'ailleurs récemment expliqué que son capitaine « risque de porter (le masque) quelques semaines, voire quelques mois ».

Physique, mental, masque, bisbilles à Paris, pas des excuses, mais autant de raisons pour expliquer cette méforme du troisième meilleur buteur de l'histoire de l'équipe de France. Le staff a sa part aussi. Comme l'a reconnu Stéphan, Mbappé « préfère » le côté gauche. Ce n'est pas nouveau. Deschamps se plait pourtant à le balader de l'aile à l'axe, comme Luis Enrique l'a fait à Paris. En plus, l'équipe de France joue globalement plus haut qu'à l'accoutumée, plus de possession. Ça ne sert pas les qualités de contre-attaquant du bonhomme. Ce n'est toutefois pas que de la faute du staff tricolore : les Bleus font peur, à l'image du plan tactique frileux - un doux euphémisme - de la Belgique (1-0) lundi dernier. Pas ou peu d'espace dans le dos de la défense, deux ou trois défenseurs sur le paletot du néo-Madrilène à chaque fois...

« Il ne se cache jamais »

« Pour avoir vécu ce genre de période » au cours de sa carrière, l'ancien « go-leador » Sonny Anderson n'est toutefois « pas inquiet » au sujet du natif de Paris. Il écarte au passage l'idée d'un manque de confiance. « C'est peut-être ce qu'il renvoie et ce qu'on peut croire de l'extérieur, mais ce n'est pas le cas. Un joueur, quand il est en manque de confiance, il ne se crée pas d'occasions et il se cache. Kylian ne se cache jamais. Il n'est simplement pas au top, ni mentalement ni physiquement », martèle le triple meilleur buteur de Ligue 1 (1996, 2000, 2001). Et d'ajouter : « C'est le collectif qui va l'amener à être performant. Se créer des occasions, c'est ce qu'il y a de plus dur. Et il en a eu. »

Bonne nouvelle ? Cristiano Ronaldo et compagnie ne seront peut-être pas aussi craintifs que les Belges ce vendredi (21 heures, M6 et beIN Sports) à Hambourg, en quarts de finale de l'Euro. « Contre la Belgique, il n'a pas pu avoir les espaces qu'il aime tant. Le Portugal joue au ballon. Et plus les adversaires jouent au ballon, plus il aura des espaces », juge Sonny Anderson, ajoutant que les joueurs de Roberto Martínez « manquent peut-être de fraîcheur » après avoir été poussés en prolongation par la Slovaquie (0-0 ap, 3-0 tab). Pas faux. Et Dieu sait qu'il faut de la caisse pour résister au duel physique imposé par l'équipe de France.

Le Portugal a toutefois plus d'atouts en termes d'individualités que les Diables rouges. Charge aux talents français, Kylian Mbappé en tête, d'être à la hauteur de l'événement. « Je ne suis pas inquiet. Avec un grand joueur comme lui, ça va rentrer à un moment, insiste Sonny Anderson. Du moment que le collectif tient... La France est en quarts en n'ayant pas marqué un but dans le jeu. Ça reste une dynamique positive. Ça lui donne une nouvelle opportunité de se ressaisir ». Il n'y a plus qu'à. ■

Et si l'Euro débutait enfin ?

Baptiste Desprez Envoiyé spécial à Paderborn

« Il n'y a plus de petites équipes. » Ce poncif est utilisé à tout bout de champ par les sélectionneurs présents à l'Euro 2024. Réalité ou manière d'expliquer les difficultés pour gagner des matchs ? La vérité se situe entre les deux. L'Écosse, l'Albanie, la Serbie ou encore la Pologne et la République tchèque, qui n'ont pris qu'un point en trois matchs et ont fini dernières de leur groupe, ne sont pas des foudres de guerre. On l'a vu lors d'un premier tour sans saveur qui a seulement envoyé en vacances huit sélections (les quatre meilleurs troisièmes étaient qualifiés), avec souvent des troisième matchs de poule fermés à double tour pour valider la place en huitième de finale.

Ce sera encore pire en 2026 avec une Coupe du monde prévue aux États-Unis, Mexique et Canada où sont attendues... 48 équipes. Pour faire passer

la pilule, la Fifa et l'UEFA mettent en avant l'ouverture au plus grand nombre. Le football sport universel. Vaste fumisterie. Et vrai enfumage. La raison est connue de tous : plus de matchs, plus de droits télé et plus d'argent dans les caisses des organisations. Business is business...

Charge mentale excessive

Mais revenons à cet Euro en Allemagne. Le niveau de jeu n'est pas (encore ?) au rendez-vous et on s'ennuie ferme. « J'ai regardé beaucoup de matchs, après on ne va pas se mentir, on s'ennuie un peu, lâche Will Still, le coach londonien. Ce n'est pas ouf cet Euro. » Bien entendu, comme à chaque compétition, des nations rafraichissantes (Géorgie, Slovaquie, Roumanie ou encore Slovaquie) ont apporté leur lot de joie, de surprise et de ferveur sur et en dehors du terrain. Pour une ambiance haute en couleur, des peuples aux anges et des « petites » équipes heureuses de faire parler d'elles. Sur ce point, c'est une réussite.

Mais, sur le plan du jeu, tous les suivants espèrent voir autre chose avec les quarts de finale. Côté français, si le rendez-vous face au Pays-Bas (0-0) fut un duel tactique et physique exaltant, la purge contre la Pologne (1-1) et le décevant huitième de finale face aux Belges (1-0) ont calmé tout le monde. C'est solide, puissant et difficile à bouger - la base pour rêver du sacre suprême - mais, pour ce qui est de l'exaltation, le match face au Portugal doit faire entrer les Bleus dans une autre dimension. Et offrir enfin un peu de plaisir dans un contexte autant morose et déprimant. Les millions de téléspectateurs l'espèrent.

Au-delà de l'équipe de France, le niveau de jeu global déçoit. Il n'y a qu'à voir le rendement des stars attendues en Allemagne et qui n'ont toujours pas répondu présentes. Qui sont passés les Kane, Bellingham, Mbappé, Griezmann, Ronaldo, Wirtz, De Bruyne, Lukaku ? Si certains sont déjà au bord d'une plage à siroter un cocktail, la plupart restent encore en lice et n'ont pas donné leur pleine mesure. S'ils ne le di-

sent pas officiellement, tous donnent l'impression d'avoir débarqué à l'Euro complètement rincés, sans jus, sans peps et avec une charge mentale conséquente après des saisons à rallonge.

Si les têtes d'affiche attendent sans doute les matchs à haute altitude pour se sublimer et sortir de leur torpé (l'espoir fait vivre), une autre réflexion se pose aussi sur le niveau global des sélections. En dehors de l'Espagne et d'un projet de jeu identifié, quelle autre nation peut se targuer d'avancer avec des certitudes et les idées claires ? Personne. L'Italie a déjà quitté la piste aux étoilles faute de talent, la Belgique a eu la trouille contre la France, l'Allemagne tâtonne, le Portugal aussi, tandis que l'Angleterre donne envie d'éteindre la télévision... Le tableau d'ensemble n'est pas beau à voir. Pour autant, Espagne-Allemagne, Portugal-France ou encore Angleterre-Suisse et Turquie-Pays-Bas restent des affiches alléchantes sur le papier. Le round d'observation est terminé. Place au jeu. Aux prises de risques. Et au spectacle. Chiche ? ■

QUARTS DE FINALE

ESPAGNE	ven. 18h TF1	ALLEMAGNE
PORTUGAL	ven. 21h M6	FRANCE
ANGLETERRE	sam. 18h M6	SUISSE
PAYS-BAS	sam. 21h TF1	TURQUIE

ZOOM

Tour de France : Mark Cavendish dans l'histoire

Un jour à marquer d'une pierre blanche. Mark Cavendish s'est imposé ce mercredi à Saint-Vulbas, après 177 kilomètres d'une étape de plat, qui a fait office de repos pour le peloton, qui se remettait difficilement du Galibier la veille. Le Britannique rentre ainsi plus que jamais dans l'histoire du Tour de France, avec sa 35^e victoire sur la Grande Boucle. À 39 ans, le meilleur sprinter de tous les temps dépasse ainsi Eddy Merckx, avec qui il codétenait le record. Le Français Clément Russo, présent dans l'échappée, a été éliminé le plus combati du jour. Le Slovène Tadej Pogacar conserve logiquement son maillot jaune.

T.G.

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel

carnetdujour@media.figaro.fr

Téléphone

0156 52 27 27

communications

Venez fêter l'ouverture du **château Archangeau-Laloin** en assistant aux

Ballades à boire !

Un monologue assoiffant de Bach à Bacchus, les mardi 9, jeudi 11 et samedi 13 juillet, à 19 h 30, ou aux

Ballades amoureuses

Les plus beaux poèmes d'amour de la littérature, les mercredi 10, vendredi 12 et dimanche 14 juillet, à 19 h 30, interprétées par

Alain Carré

comédien, musicien de la langue française.

Réservation sur www.chateaunarchangeau.com

deuils

« Une vie au service du 7^e art, à ses serviteurs et à ses étoiles. »

Jean-Marie Arrigoni, son neveu, Anne-Marie Tridant Bel, sa cousine, Jean-Philippe Tridant Bel, son petit-cousin, les membres de sa famille de cœur du théâtre et du cinéma

ont la très grande peine de faire part du décès de leur regrettée

Josette ARRIGONI

qui s'est éteinte paisiblement le 27 juin 2024, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

Sa famille vous invite à la rejoindre par la présence ou la pensée pour un dernier hommage qui se tiendra au crématorium du Parc, à Clamart, le mardi 9 juillet, à 16 heures.

Elle sera ensuite inhumée à Marseille, en présence de sa famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Brigitte Baillot, née Robillard, son épouse, Aurélien, Sophie, Laurent, Sarah et Sofia, ses enfants et ses belles-filles, Basile et Simon, ses petits-fils,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Philippe BAILLOT

le 29 juin 2024, à l'âge de 68 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 juillet, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste, 158, avenue Charles-de-Gaulle, à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

Mme Micheline Baumont, sa mère,

Mme Corinne Schnyder, sa sœur,

ses neveux et nièces et leurs enfants

ont la grande tristesse de vous annoncer le décès de

M. Hervé BAUMONT

survenu le 2 juillet 2024.

L'inhumation aura lieu le vendredi 5 juillet, à 14 h 30, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris (14^e), entrée principale.

Philippe et Marie-France Blumereau, Catherine et Jean-Pascal Vignes, Bertrand (†) et Véronique Blumereau,

leurs enfants et petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

Aline BLUMEREAU

née Dormoy,

Henry Blumereau

survenu le 29 juin 2024, à l'âge de 92 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Médard, Paris (5^e), ce jeudi 4 juillet, à 15 heures.

pblumereau@yahoo.fr, c.vignes@laposte.net

Jacqueline Boulan, née Lepercq, son épouse, Ségolène Boulan, Aymeric Boulan, Bénédicte et Thomas Gomart, ses enfants et son gendre, Jean-Baptiste, Soline, Clémentine, Alice, Priscille et Colas, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Thierry BOULAN

survenu le 28 juin 2024, à l'âge de 84 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Louveciennes (Yvelines), le vendredi 5 juillet, à 10 heures.

Jean Louis Brixoux, son époux, Julien et Aurélie Brixoux, Fleur et Loïc Truffaut, Anaïs et François-Xavier Seta, Noémie et Nicolas Chaulin, Kilian Brixoux, ses enfants et beaux-enfants, Octave, Ernestine, Victorien, Mahaut, Balhazar, Auguste, Joseph, Ferdinand, Cézembre, Paola, Archibald, ses petits-enfants,

ont l'immense tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Caroline BRIDOUX

née Delommez,

à Lille, le 28 juin 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce jeudi 4 juillet, à 10 heures, en l'église Saint-Maurice, rue de Paris, à Lille.

Christine Deneauve, sa sœur,

Olivia Lockhart et Stéphane Clavel, Robin Lockhart, ses neveux,

ont la tristesse de vous annoncer le décès de

Pierre-Antoine DENEAUVE

le 2 juillet 2024.

Une messe sera célébrée le lundi 8 juillet, à 14 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de l'Uhabia, à Arcangues (Pyénées-Atlantiques), suivie de l'inhumation au cimetière d'Arcangues.

Mme Jacques de Cacqueray-Valmenier, née Annick Bahezre de Lanlay, son épouse,

Xavier et Isabelle, Jean-Baptiste et Maud, Elisabeth et Guillaume, Anne-Claire et Yvan, ses enfants,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants

font part du rappel à Dieu de

Jacques de CACQUERAY-VALMENIER capitaine au long cours, administrateur général des affaires maritimes (2S), chevalier de la Légion d'honneur, officier du Mérite maritime,

le 2 juillet 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Pledihen-sur-Rance (Côtes-d'Armor), le vendredi 5 juillet, à 14 h 30.

Michel et Marie-Pierre Claverie-Castetnau, Bernard (†) et Martine Claverie-Castetnau, Catherine et Éric Tschannen, ses enfants,

Carine, Laure, François-Louis, Florent, Kathleen, Audrey, Romain, Estelle, ses petits-enfants,

Ana, Louis, Cyril, Paul, Rose, Raphaël, Nathan, Gabriel, Jasper, Maxence, Sarah, Camden, June, ses arrière-petits-enfants,

ont la douleur de vous faire part du décès de

Louis CLAVERIE-CASTETNAU

1924-2024,

survenu le 30 juin 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 juillet, dans l'intimité familiale, en l'église Saint-Étienne de Lurbe-Saint-Christau (Pyénées-Atlantiques).

Joëlle Gence-Catry, son épouse,

Anne-Laure Dubois et Jérôme, Édouard Ibled et Catherine, France Ibled (†), Juliette Ibled, ses enfants,

ses petits-enfants, sa famille, ses amis

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Hubert GENCE

dans sa 87^e année, le 1^{er} juillet 2024.

La cérémonie aura lieu le samedi 6 juillet, à 10 heures, en l'église de Saint-Quentin-en-Tourmont (Somme).

Ghislaine Poirier, Daniel Tassin, Joëlle Bouf, Hélène Godderis-Toudic, Michèle Godderis et la famille de Pierre Clément

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Claude GODDERIS

survenu le 28 juin 2024, à l'âge de 93 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 9 juillet, à 14 h 30, en l'église Saint-Grégoire, à Gavville-Osème (Eure-et-Loir).

Le Minihic-sur-Rance (Ille-et-Vilaine).

Mme Jérôme Gouilly-Frossard, son épouse, Damien, Gaëlle (†), Florian, Malo, Gaëtan, ses enfants, ses belles-filles et ses petits-enfants

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Jérôme GOUILLY-FROSSARD

directeur de gestion de patrimoine privé,

survenu le 28 juin 2024, à l'âge de 71 ans, à Saint-Malo.

Mme Florence Guéry, sa fille,

en union avec Jean-François (†), son mari, et Mathieu (†), son fils,

Jean-Marie (†) et Jacqueline Murzeau,

Paul et Marie-Joseph Murzeau, Rachel et Dominique (†) Marion

et leurs enfants, ses frères, sœur, beau-frère, belles-sœurs et neveux,

les familles Guéry et Morille, ses chers beaux-frères, sœurs et neveux, toute sa famille et ses amis

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Mme Marie-Andrée GUÉRY

née Murzeau,

survenu après avoir traversé courageusement 12 ans de maladie, le 2 juillet 2024, à l'âge de 82 ans, munie des derniers sacrements.

La messe d'enciellement aura lieu le vendredi 5 juillet, à 14 h 30, en l'église Saint-Vénérand, à Laval.

Une messe sera, par ailleurs, célébrée, le samedi 13 juillet, à 10 heures, en l'église Saint-Roch, Paris (1^{er}).

Ni plaques ni couronnes, des messes, prières, fleurs naturelles et des dons pour la recherche seront préférés.

Pierre et Philippe Hadjez, ses fils,

Natacha et Steven, ses petits-enfants, et leurs conjoints, Cédric et Valérie, Georgia, Andrea et Sacha, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Marie-Paule HADJEZ

née Boniche,

à l'âge de 92 ans, le 3 juillet 2024.

Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Pantin, le vendredi 5 juillet, à 14 heures.

Nous nous retrouverons à 13 h 30, à l'entrée du cimetière.

Frédéric Le Bacquer, son fils, Anne Le Guillouicz, Adèle, Servane et Nils Le Bacquer, ses petits-enfants, et leurs familles

ont la douleur de vous faire part du décès de

Madeleine LE BACQUER

survenu le 28 juin 2024, dans sa 92^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce jeudi 4 juillet, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-du-Chêne, rue Rieussec, à Viroflay.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Viroflay.

Béatrice Lacoïnta, Henri-Dominique et Catherine Lacoïnta, Michel Lacoïnta et Jeanne-Marie, Rémi et Martine Lacoïnta, Malo, Gaëtan, Chantal et Michael Boujard, Patrick et Marie Lacoïnta, ses frères et sœurs, beau-frère et belles-sœurs, leurs enfants et petits-enfants,

les familles Rollin, Constans, Ambroise-Rendu

font part du rappel à Dieu de

Isabelle LACOÏNTA

le 30 juin 2024, dans sa 93^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Plaisance-du-Touch (Haute-Garonne), ce jeudi 4 juillet, à 14 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière de Caraybat, Soula (Ariège).

Il a plu au Seigneur de rappeler à Lui

Mme Guy MONTOUSSE du LYON

née Marie Chantal Lacroix,

le 28 juin 2024.

Philippe et Patricia Tailhades, Thierry et Sophie d'Hauthuille, Jean-Marc et Nathalie Ollagnier, ses enfants, ainsi que ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs

vous invitent à vous joindre par la prière à la messe d'À-Dieu célébrée en l'église Saint-Michel de Barbazan (Haute-Garonne), le vendredi 5 juillet, à 11 heures, suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

Danielle Tharaud, son épouse,

Remy et Agnès Tharaud, Aurélien Tharaud et Florence Ninane, ses fils et leurs épouses, Matthieu, Diane, Léa, Raphaël, Sacha, ses petits-enfants, Jean et Micheline Ponsard, son beau-frère et sa belle-sœur, ses neveux et nièces,

les familles De Ferliuc, Legoistre, Mallet, Heluin

ont le chagrin de vous faire part du décès du

docteur Claude THARAUD

cardiologue, médecin expert auprès du tribunal de grande instance et de la Sécurité sociale de Seine-Saint-Denis, médecin cardiologue du CEA,

survenu le 28 juin 2024, dans sa 96^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 juillet, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre, 90, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine, suivie de l'inhumation dans l'intimité familiale, au cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine.

souvenirs

Le 4 juillet 2023,

Regina NOULIN-STELLA

est passée sur « l'Autre Rive », pour rejoindre son bien-aimé **François**

Que ceux qui les ont connus aient une pensée pour eux.

« Aimer c'est avoir un fil pour toutes les épreuves. » Victor Hugo.

En vente vendredi 5 et samedi 6 juillet avec votre Figaro



En couverture Le fiasco d'Emmanuel Macron

Reportage Dans les Caraïbes, le naufrage de Cuba

Tourisme Au Canada, au fil des chemins d'eau

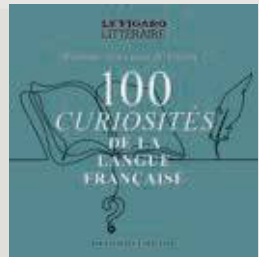


Exclusif La légende Naomi Campbell

Série d'été Hugh Grant, le prince pas si charmant

Haute joaillerie Folles parures & éclats sensuels

Les éditions du Figaro



Le Figaro Littéraire : 100 curiosités de la langue française

En vente actuellement En vente chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr

LE FIGARO le carnet du jour

MARIAGE

Annoncez-le dans le Carnet du Jour

Téléphone : 01 56 52 27 27 carnetdujour@media.figaro.fr

LEFIGARO.FR/CARNETDUJOUR





Jean-Luc Sadourny (devant Guy Accoceberry et Philippe Saint-André) aplati dans l'en-but néo-zélandais à la 78^e minute, pour « l'essai du siècle », le 3 juillet 1994, à Auckland.

CLEMEN/PRESSE SPORTS

Il y a trente ans, le XV de France inscrivait l'essai du bout du monde



PAR
Thomas Larroquette

Il était une fois une époque où le rugby était différent. Il laissait place aux gabarits modestes et les envolées se faisaient plus nombreuses. Les cols étaient relevés et certains maillots – pas aussi souples qu'aujourd'hui – étaient rentrés dans les shorts. Les images, elles, n'étaient pas aussi nettes. Les souvenirs, eux, restent intacts. Durant l'été 1994, le XV de France du sélectionneur Pierre Berbizier dispute une tournée estivale en Nouvelle-Zélande. À cette époque, les Bleus sont en plein doute. Seulement troisièmes du dernier Tournoi des cinq nations la même année et battus par de modestes Canadiens (18-16) trois semaines plus tôt, les Tricolores savaient que la marche serait immense face à ce qui se faisait de mieux dans le paysage rugbystique mondial.

À Christchurch – la plus grande ville de l'île du Sud au passé colonial britannique –, le 26 juin, le XV de France parvient tout de même à remporter le premier test-match (8-22) et s'offre une finale face à ces mêmes Néo-Zélandais une semaine plus tard. Et, face aux vents contraires, les Bleus créent la surprise et remportent, grâce à « l'essai du bout du monde », l'un des plus beaux que le rugby français ait pu offrir, la première et la seule tournée remportée sur les terres néo-zélandaises. C'était il y a tout juste trente ans, le 3 juillet 1994.

Il reste moins de trois minutes à jouer. L'équation est simple pour les Français. Quatre points à rattraper et un essai à marquer pour créer un exploit retentissant. Le ballon est renvoyé dans le camp tricolore par les coéquipiers des légendes « kiwis », John Kirwan, Jonah Lomu et Zinzan Brooke. L'ailier Philippe Saint-André récupère le cuir. Là, le sort de la rencontre bascule. Le capitaine des Bleus s'élance, le pas décidé et sans complexe. Il échappe à plusieurs plaquages et passe au sol. Jean-Michel Gonzalez, Christophe Deylaud, Abdel Benazzi, Émile Ntamack, Laurent Cabannes et Yann Delaigue sont au relais de ce ballet. Les Bleus n'ont jamais été aussi proches de l'exploit. Servi à 22 mètres de l'en-but, le demi de mêlée Guy Accoceberry fait preuve d'altruisme et sert l'arrière Jean-Luc Sadourny qui s'envole en terre promise. Victoire 20-23. La France exulte, le Coq chante et cette action symbolisant parfaitement le « French flair » rentre dans l'histoire.

L'audace, le jeu après-contact, la passe croisée, si chère aux regrettes frères Boniface... Les Bleus avaient enfilé la cape des All Blacks le temps d'une action. 28 secondes, neuf joueurs concernés, sept passes et 80 mètres plus tard, les hommes de Pierre Berbizier repartent chez eux les valises pleines... de bonheur. « L'essai du siècle » ou « l'essai du bout du monde », appelez-le comme

vous voulez, venait d'être inscrit. Et rentrait au panthéon des chefs-d'œuvre français auquel Serge Blanco ou Christophe Dominici ont aussi laissé leurs signatures d'artiste.

« Je connais l'action par cœur, nous confie Guy Accoceberry, demi de mêlée et passeur décisif pour l'arrière de Colomiers. On n'a même plus l'impression de l'avoir vécu avec le temps. Mais on m'en parle régulièrement. J'ai eu la chance d'y participer, d'avoir touché le ballon et d'avoir délivré cette dernière passe. C'est une action qui a marqué l'équipe de France et qui m'a marqué personnellement. Rugbystiquement, c'est difficile de faire mieux en matière de souvenir... Ce que l'on retient, au-delà de cet essai magnifique, c'est cette deuxième victoire qui nous fait remporter la tournée face aux All Blacks. Je n'ai pas été le joueur le plus gâté par de nombreux titres de champion de France ou de champion d'Europe, donc ça reste assurément mon meilleur souvenir. » Philippe Saint-André, capitaine de cette équipe glorieuse, partage l'avis de son numéro 9. « Ça fait toujours plaisir de le revoir. Bon, trente ans, ça nous vieillit, le temps passe vite... (rires) C'est un essai qui symbolise le « French flair », c'est à-dire des relances, des prises de décision, des trois-quarts qui jouent comme des avants et inversement... »

Une question revient sans cesse au sujet d'Accoceberry. Pourquoi avoir réalisé cette ultime passe alors que l'essai lui tendait pourtant les bras ? « Comme je le dis souvent, lorsque je prends le ballon, je le fais pour marquer. Je ne vois plus personne devant moi, mon objectif est d'aller dans l'en-but. Il me reste 22 mètres à faire à peu près mais ils sont longs et je n'en vois pas le bout. Je sais que je m'approche de la ligne mais je ne la vois pas vraiment. J'ai le réflexe de regarder à droite et je vois

deux défenseurs néo-zélandais, Timu et Kirwan, qui reviennent... J'ai regardé de l'autre côté et j'ai vu Sadourny qui arrivait comme une balle, et même Saint-André, donc je ne me suis plus posé la question. Quelques années après, un journaliste de L'Équipe m'a envoyé une photo et on voit que je suis plaqué dans l'en-but juste après le plongeon de Sadourny. Donc ça veut bien dire que j'ai été attrapé ! Il y avait un risque que je n'ai pas pris. Imaginez si je m'étais fait rattraper et que j'avais laissé échapper le ballon ? En plus, ça correspondait à ma philosophie, étant donné mon poste et ma manière d'être, de faire jouer les autres. Mais on m'a également demandé : « Et si Sadourny fait en-avant ? » Moi, je réponds que Jean-Luc n'aurait sûrement pas fait en-avant. Il n'en faisait jamais. Même si j'avais manqué ma passe, et qu'elle avait fini dans ses chaussettes, il aurait quand même récupéré le ballon et il aurait marqué sans problème. Il n'y avait aucun risque du moment que c'était lui », sourit celui qui exerce désormais la profession de pharmacien à Mérignac.

Philippe Saint-André, lui, détaille au Figaro son inspiration. Celle qui a mené à cet essai d'anthologie. « Il y avait eu une action similaire trois ou quatre minutes avant mais Jean-Luc Sadourny avait préféré taper en touche. Comme j'étais capitaine, j'avais hurlé et j'avais dit que le prochain ballon, il fallait le relancer. Il fallait tenter quelque chose. Nous n'avions plus le choix. Le ballon est arrivé sur moi et, vu que j'avais engueulé Jean-Luc juste avant, je l'ai joué. Et puis le jeu au pied n'était pas mon point fort... J'avais deux Twingos à la place des pieds (rires). Sur l'action, les avants reviennent en sprintant, on peut voir que tout le monde revient, Califano et Benezec sont au soutien, Gonzalez, notre talonneur, est en position de demi de mêlée, Benazzi joue comme un trois-quarts centre... La magie a opéré. C'est un essai magnifique. »

Une réalisation qui a permis aux Bleus de Pierre Berbizier de remporter la rencontre, certes, mais surtout une tournée en Nouvelle-Zélande. Ce qui n'est jamais simple, explique Saint-André. « Cet essai était crucial. Je me souviens du visage des Bleus. Ils étaient meurtris. La tête dans le gazon. Déjà, ils avaient perdu le premier test. Ils avaient été énormément critiqués, notamment dans la presse.

« Je me souviens du visage des All Blacks. Ils étaient meurtris. (...) Déjà, ils avaient perdu le premier test. Ils avaient été énormément critiqués, notamment dans la presse. Et ils nous avaient prédit l'enfer... Ils nous avaient quand même secoués mais, quand tu perds comme ça, tu as l'impression d'avoir pris un coup de poignard »

Philippe Saint-André Ancien ailier des Bleus

Et ils nous avaient prédit l'enfer... Ils nous avaient quand même secoués mais, quand tu perds comme ça, tu as l'impression d'avoir pris un coup de poignard. Au moment où Sadourny aplatit, les Tricolores laissent exploser leur joie. Sans toutefois pleinement réaliser ce qu'ils venaient d'accomplir. « On ne s'est pas trop rendu compte. On avait joué une semaine avant face aux All Blacks et une semaine encore avant, on avait joué contre une équipe de Nouvelle-Zélande B avec de très jeunes joueurs encadrés par de vieux briscards comme Mitchell ou Joseph », se souvient PSA. « On les avait battus et on avait marqué un essai similaire en traversant le terrain. Donc on savait qu'on pouvait faire ce genre d'action. Et puis il y avait aussi un dernier renvoi à jouer et à maîtriser pour l'emporter. On n'a pas trop réalisé parce qu'on était à l'autre bout du monde et que les réseaux sociaux n'existaient pas à ce moment-là. C'est en revenant en France qu'on a réalisé ce que l'on avait fait », raconte Guy Accoceberry, formé à Tyrosse dans les Landes avant de jouer au Club athlétique Bordeaux-Bègles Gironde.

Même son de cloche pour Saint-André, ex-sélectionneur du XV de France de 2011 à 2015 et futur manager de Provence Rugby. « Dans l'action, tu ne réalises pas tout de suite. Déjà, il fallait que Christophe Deylaud, notre buteur, transforme. Quand tu es dans l'action, tu ne penses pas à ça. D'ailleurs, je ne sais même plus s'il y a eu un renvoi ou une transformation. Je ne m'en souviens plus ! » Un souvenir effectivement flou puisque les Bleus menaient déjà 21-20 avant la transformation, réussie, du buteur toulousain.

L'essai des Bleus, Guy Accoceberry aime le partager. « Ça m'arrive encore de le regarder. Je passe souvent devant des groupes de personnes pour parler du collectif et de l'esprit d'équipe. Et je prends exemple sur cette tournée, en m'appuyant sur cet essai. Je le remontre. Il marque toujours les esprits. Quand je vois ces deux All Blacks revenir, je leur raconte que ce sont deux vaches landaises qui reviennent sur moi (Rires). J'en rajoute toujours. Et, quand ils reviennent l'image, ils me disent qu'ils imaginaient l'action exactement de la manière dont je l'ai racontée. Je ne me la passe pas tous les soirs ou quand je déprime... D'ailleurs, je ne déprime jamais (sourire), mais je la regarde avec toujours autant de bonheur. »

Trente ans après, l'essai du bout du monde n'a plus besoin d'être expliqué. Les images (re)viennent naturellement. Et rappellent un souvenir indésirable dans la tête de chacun, comme les essais de Serge Blanco face à l'Australie à la dernière minute de la demi-finale de la Coupe du monde 1987, de Christophe Dominici lors de celle de 1999 face à la Nouvelle-Zélande ou celui de Yannick Jauzion lors du Mondial 2007 face à ces mêmes All Blacks, cette fois en quart de finale. Cet héritage, les jeunes et brillants Antoine Dupont, Romain Ntamack ou Damian Penaud l'ont bien reçu et le perpétuent. Le « French flair » est immortel. ■

«Seule la gauche peut soutenir des terroristes et continuer à donner des leçons de morale»

➤ Lire aussi PAGES 2 A 9



CHANTAL DELSOL

Le «front républicain» contre le Rassemblement national a d'autant moins de sens aujourd'hui que les caractères dégoûtants qui faisaient repousser l'extrême droite (le négationnisme, le racisme, l'antisémitisme), sont aujourd'hui l'apanage d'une certaine gauche, analyse la philosophe* pour «Le Figaro».

Nous avons atteint les limites de l'absurde : il faut tenter de comprendre. Un rassemblement des gauches peut se permettre de soutenir les terroristes et génocidaires du moment, et de continuer à donner des leçons de morale politique afin de «faire barrage».

Autrement dit, les caractères dégoûtants qui faisaient repousser l'extrême droite (le négationnisme, le racisme, l'antisémitisme) ne sont plus considérés comme abjects quand ils sont aujourd'hui l'apanage de la gauche. On doit conclure que l'étalage de ces caractéristiques dégoûtantes était un prétexte, et non une vraie raison. On ne va plus «faire barrage» à la droite parce qu'elle est antisémite (c'est la gauche qui est désormais antisémite), on va «faire barrage» juste parce que c'est la droite. Le roi est nu.

Il y a parfois des phénomènes collectifs qui dépassent l'entendement, tant ils sont lourds de mythes inconscients et de vieilles histoires oubliées mais structurantes. C'est le cas ici. Nous sommes les héritiers d'une histoire où l'on pardonne tout au communisme et où l'on attribue tous les vices au nazisme. Ce paradoxe a été bien étudié par des auteurs comme Furet ou Nolte. Le communisme était le fils monstrueux des Lumières, ou de l'émancipation, pendant que le nazisme était le fils monstrueux des anti-Lumières, ou de l'enracinement. C'est ainsi que le premier a bénéficié de toutes les excuses, pendant que le nazisme recevait sa juste punition. Il n'y a jamais eu de Nuremberg du communisme, non seulement parce que la Soviétique était victorieuse et l'Allemagne, vaincue, mais parce que l'Ouest a toujours gardé une indulgence très suspecte vis-à-vis du communisme (surtout la France, pays de 93, sans doute le plus égalitariste de la planète). Ces jours-ci, j'entends les mises en garde contre un éventuel ministre de la Défense nommé par Bardella, qui pourrait être accommodant avec Poutine. Mais je n'ai jamais entendu de cris d'orfraie quand nous avions un Parti communiste financé directement par Moscou, et un ministre de la Défense socialiste sur lequel pesaient de lourdes accusations pour être un agent du KGB régulièrement stipendié par la Soviétique pendant des années... Et la tradition du deux poids, deux mesures s'est perpétuée vaillamment. On va chercher chez les élus de droite la moindre accointance datant de plusieurs décennies avec

des mouvances étudiantes d'extrême droite. En revanche, on fait toujours mine d'ignorer que nombre d'élus de gauche ont été stalinistes ou maoïstes, ou bien ont défendu Pol Pot, et aujourd'hui les déclarations pro-Hamas en l'honneur des terroristes passent au NFP pour d'aimables bavardages. Ou encore, pour juger la droite, on amalgame l'ensemble du groupe à son élément le plus extrême, qui suffit à infecter tout l'ensemble. En revanche, pour juger la gauche, on assure qu'il faut considérer les éléments «au cas par cas» et que, si certains sont extrémistes, bien d'autres ne le sont pas, qui seront dès lors respectables. Autrement dit, la droite est pourrie par ses quelques extrêmes, mais la gauche est valorisée par ses quelques modérés.

«Depuis des décennies, à peu près un demi-siècle, le FN, devenu RN, a servi aux gouvernants français de raison, de prétexte et de circonstance pour se faire élire sans autre mérite que celui de l'injurier correctement»

Ainsi la gauche décide-t-elle de la teneur du Bien au regard de son exigence du moment, comme n'importe quel dominant persuadé de pouvoir, dans sa toute-puissance, décréter le Bien et le Mal au jour le jour. La démonstration concrète en vient aujourd'hui : pour la première fois depuis l'affaire Dreyfus (un siècle!), la gauche décide que «son» antisémitisme n'est plus une faute morale, mais au contraire un signe de progrès. Car désormais le diable n'est plus le nazi, mais le blanc colonisateur, dont les Juifs représentent l'idéal-type. Ainsi, pour comprendre les bouleversements présents qui nous laissent désemparés devant la métamorphose du Bien et du Mal, il suffit de bien intégrer cette maxime quasiment kantienne (tant elle est durable et profonde) : pour savoir où est le Mal, il suffit de suivre la gauche. Il faut ajouter : cela se peut grâce à la lâcheté de la droite, qui, telle une femme épouvantée par son mari despotique, tremble et obéit au lieu de se rebeller.

Mais il y a un autre facteur que la pleuterie de la droite et l'arrogance de la gauche. Il y a, peut-être surtout, le grand confort que l'on peut tirer

d'un ennemi permanent. Depuis des décennies, à peu près un demi-siècle, le FN, devenu RN, a servi aux gouvernants français de raison, de prétexte et de circonstance pour se faire élire sans autre mérite que celui de l'injurier correctement. Tous nos gouvernements, de droite ou de gauche, ont utilisé ce précieux argument : votez pour moi, sinon vous aurez des antisémites et des racistes – chanté sur l'air des lampions et à long-gueur de jours. Cette rhétorique fonctionne sans exception, s'il le faut grâce au fameux «barrage», qui consiste à rassembler les forces les plus disparates dans une «union» dont la moralité ruisse de partout. Ainsi la démocratie se trouve-t-elle dénaturee : alors que la démocratie traduit en principe le débat (courtois si possible) entre des adversaires, notre «démocratie» consiste à désigner l'ennemi et à l'injurier, ennemi que par ailleurs on ne cesse de repousser parce qu'on en a bien besoin. Le dernier président en date, Emmanuel Macron, a tout fait pour débayer la droite et la gauche modérées, afin de se trouver seul face à l'Ennemi – ce qui se traduit par «moi ou le chaos», attitude complètement antidémocratique. Et ses prédécesseurs, qu'il s'agisse de Jacques Chirac ou de François Mitterrand, pour remonter plus loin, n'ont jamais fait autre chose. La France, pays bonapartiste, n'aime pas la démocratie, et c'est pourquoi elle se trouve au chaud à côté de son Ennemi éternellement vivant, bien nourri et toujours d'attaque.

La guerre contre l'extrême droite, pour des raisons diverses, selon la définition du Mal que donne la gauche à chaque époque, occupe toute notre vie politique, emplit tous les discours et nous tient lieu de science politique. C'est une guerre si longue, si cruelle, si existentielle qu'elle empêche, et surtout évite, de se poser les vrais problèmes de la dette, de l'autorité, de l'école, de la santé ou de l'immigration. L'Ennemi est si important qu'on garantit son existence en parlant de lui sans cesse, si utile qu'il faut chaque jour redorer le brillant de ses maléfices. Il attire sur lui tous nos vices et occulte toutes nos impérities politiques, notre incapacité à nous réformer, qui nous entraîne par le fond.

Quel ennemi précieux ! Comme il est rassurant de le détester, alors que nous ne savons même plus pourquoi... ■

* Dernier livre paru : «La Fin de la chrétienté» (Éditions du Cerf, 2021).

«Choisir le Rassemblement national plutôt que le Nouveau Front populaire revient à trahir de Gaulle»

A force de se retourner dans sa tombe depuis trois semaines, le général de Gaulle a pour de bon perdu le sommeil. Avant d'être le saint patron du régime, à qui tous rendent hommage, il fut de son vivant une figure clivante, tout sauf consensuelle, et l'ennemi commun pour tous les mouvements de protestation des années 1960. Mais à l'heure du choix, cette heure qu'il connaissait si bien, à l'heure de se rappeler qui sont les vrais ennemis, la seule invocation de son nom a un effet de clarification – un vrai, pas dans le sens du confusionnisme terminal qui embrumait l'usage de ce mot le soir du 30 juin. D'abord, parce que trahirent son héritage les séducteurs de LR qui suivirent Cioti dans sa tactique du «bloc des droites», son alliance sclérotée avec une extrême droite que le gaullisme historique n'aurait jamais envisagée, préférant une morne régence ou la traversée du désert à la stratégie de la survie électorale à laquelle on vend son âme.

Ensuite, parce que se réclamer de De Gaulle au passage, comme le fait cette extrême droite – référence furtive et paillottée, du genre qu'on like ou re-tweete –, ne devrait abuser personne : chanter son «souverainisme» sur un air anachronique ou se mettre en scène en pleine lecture de ses *Mémoires*, comme le fit Bardella en 2022, c'est toujours «exploiter la légende du Général pour écrire la sienne», comme le disait un historien de tous ceux qui l'invoquaient à tort sous la V^e République. La dédiabolisation passe par un effacement de l'histoire, une indifférence à ces vieilleries. Et le rapport de Bardella le poupon avec cet esprit de la Résistance, qui fut le berceau du gaullisme, semble se limiter à l'ironie mal placée avec laquelle il a réagi au reproche de saper les fondements de la République en menaçant de dénaturer des Français d'origine étrangère : «Ça y est, Jean Moulin est de retour !» Déchéance de la nationalité française que, soit dit en passant, de Gaulle avait subie, par un décret du gouvernement Laval en date du 8 décembre 1940. Ce n'est pas le macronisme, en tout cas, qui volera au secours de Jean Moulin.

Préférer le cas par cas et les jeux partisans à trois bandes, continuer à renvoyer dos à dos «les deux extrêmes», plutôt que la défense de principes éthi-

ques et politiques hérités de la Résistance, comme le fait la minorité présidentielle en n'appelant pas au barrage systématique pour ce second tour, ou en excluant LFI de ce «front républicain» – LFI qu'on a beau jeu de réduire à la figure autocratique de son fondateur et à deux citations post-7 octobre plus antisionistes qu'antisémites –, c'est trahir le gaullisme dont tout le régime se réclame et suggérer, avec une irresponsabilité criminelle, que son héritage serait compatible avec ce RN proprement dans l'Hémicycle et ses cravates qui veillent à leur langage.

«De Gaulle, fêré d'aucun «-isme», tenait à la plasticité du gaullisme, mais elle a ses limites, et même ses lignes rouges, comme l'Affiche du même nom»

De Gaulle, fêré d'aucun «-isme», tenait à la plasticité du gaullisme, mais elle a ses limites, et même ses lignes rouges, comme l'Affiche du même nom (celle qui nous rappelle que la Résistance fut aussi le fait d'étrangers morts pour la France) : ces lignes rouges, c'est bien les franchir qu'associer même de loin, par tactique électorale, cet héritage-là à tout ce qui au RN vient le démentir, le réfuter – la hiérarchie entre les vies, la préférence nationale, l'uniforme à l'école, la police galvanisée, la vieille haine du cosmopolitisme revu au goût du jour en stigmatisation des minorités, et ces alignements erratiques à l'international sur le populisme de Trump ou l'autoritarisme de Poutine, pour poursuivre au final, comme Bardella ne s'en cache plus, la politique économique néothatcherienne de Macron avec en prime une rhétorique de la division naturelle et des lois répressives qui braqueront un milieu après l'autre. Où le gaullisme, s'il existe comme projet unique, pourrait-il se retrouver là-dessus ? Tout ici ne va-t-il pas à rebours des valeurs de la Résistance et des logiques de consensus qui ont été celles du gaullisme social ?

Non seulement la filiation de cette extrême droite (du FN, avec ses maréchalistes et ses anciens de l'OAS, au RN) mais ses mots et son programme en auraient fait l'adversaire politique nu-

méro un de la France du Général, à mille lieues de cette «certaine idée de la France» qu'il disait s'être forgée, au carrefour, comme le jeune lieutenant de l'entre-deux-guerres les avait cotoyées, d'un nationalisme mystique, d'un antifascisme chrétien, d'un monarchisme contrarié et du catholicisme social. Le général a reconnu qu'il avait été inscrit à l'Action française quelques années puis s'était «rallié à la République pour ne pas aller contre le sentiment des Français». Proche un temps des revues *Temps présent* et *Esprit*, et d'un christianisme social qui soutiendra le Front populaire en 1936, il était plus élogieux de *La Réforme de l'État* d'André Tardieu que des Barrès et Maurras, qui avaient compté dans sa jeunesse.

Non, cette France Insoumise trop verticale ne se réduit pas aux provocations de son tribun, son avenir à plutôt les traits de François Ruffin et Clémentine Autain. Et non, sauf à rabattre des millénaires de diaspora juive sur quelques années de politique de l'État d'Israël, le judaïsme ne se réduit pas au sionisme, et l'antisionisme plus ou moins maladroite de certains Insoumis n'a rien à voir avec la longue histoire abjecte de l'antisémitisme. Mais en relayant ces deux mensonges, certains, au plus proche de la droite classique, de filiation gaullienne, et d'une classe moyenne qui s'y est longtemps identifiée, se tirent une balle dans le pied et prennent le risque que l'Histoire se répète : choisir la défense de sa propriété contre celle de ses valeurs, et l'économie favorable contre la politique juste, en donnant les clés du pouvoir à une clique dangereuse aux filiations ineffaçables, c'est rejouer juillet 1940, quand un mélange de lâcheté, de myopie et de confiance dans la continuité de l'État a conduit cette classe-là, ce bloc politique-là, à s'arranger du pétainisme, à ne pas s'y opposer – pendant qu'une poignée d'esprits libres traversait la Manche. Londres ou Vichy n'est pas seulement une alternative mythique du début d'état 1940, c'est le point Godwin de la V^e République, la polarité morale qui continue de hanter l'Algérie de ce régime inauguré en 1958, en pleine guerre d'Espagne. Faute d'en appeler à l'histoire, oublieuse, c'est à la conscience de chacun, ici, qu'il est fait appel. ■

* François Cusset est historien des idées, professeur à l'université Paris-Nanterre.



FRANÇOIS CUSSET

Dans cette circonstance très spéciale, et dans celle-ci seulement, il est plus fidèle à l'héritage du gaullisme de voter en faveur du Nouveau Front populaire que de risquer de laisser gagner le Rassemblement national, estime l'historien des idées*.

«Faire barrage», puis en appeler aux techniciens?



CHRONIQUE
Luc Ferry

La classe politique suscite tellement peu d'enthousiasme que le seul slogan qui émerge dans la campagne tient en deux mots : « Faire barrage ! » Si vous ne faites pas barrage, alors c'est vraiment que vous êtes un monstre d'immoralité, un citoyen de troisième zone, un mauvais républicain. Soit, mais faire barrage à qui ? Si vous êtes un tant soit peu de gauche, c'est bien sûr au RN d'abord et avant tout qu'il est urgent de faire barrage, un parti qui malgré tous ses efforts n'est rien d'autre, comme l'a dit Elisabeth Borne, qu'une réincarnation du pétainisme, autrement dit, un avatar de l'hitlérisme. On peinerait à trouver un seul propos antisémite dans les discours de Marine Le Pen qui sont pourtant passés à la loupe depuis des décennies, on aura beau rappeler que c'est précisément sur ce sujet qu'elle a rompu avec son père, souligner qu'il existe en revanche à l'extrême gauche une longue tradition antisémite, y compris chez les anarchistes comme Proudhon, et qu'elle reprend du service aujourd'hui associée à une véritable haine d'Israël, rien n'y fait : aux yeux de la bonne gauche, le RN reste le parti de l'extrême droite auquel un être moral se doit à tout prix de faire barrage !

Mais si je crois une assemblée de chefs d'entreprises libéraux, j'entends des voix qui plaident pour un tout autre « faire barrage », aussi urgent et impérieux que l'autre sur le plan moral, mais aussi économique : il faut absolument s'opposer aux folies non seulement antisémites, mais sur-

tout anticapitalistes du NFP, des folies qui mettraient la France à genoux, sous tutelle de l'UE ! Non que le programme du RN soit formidable, mais il reste quand même moins dévastateur, et ce d'autant plus que ses dirigeants lâchent peu à peu du lest à l'idée d'arriver au pouvoir. Un point commun n'en rassemble pas moins les deux extrêmes, à savoir la conviction tout aussi impérative qu'il est urgent de « faire barrage » à Emmanuel Macron afin de le pousser à la démission, tant il a fait du mal au pays. Non seulement il n'a aucune leçon à donner sur le plan économique avec ses mille milliards d'euros de dette ajoutés à ceux qui déjà plombaient la France, avec des déficits de la balance commerciale et des comptes publics abyssaux, mais en outre, comme il le reconnaît lui-même après sept longues années de pouvoir, après une dissolution qu'aucun être raisonnable ne parvient à comprendre et encore moins à approuver, il laisse le pays au bord de la « guerre civile ». Bravo !

En 2007 encore, avec Nicolas Sarkozy, une partie de la droite au moins avait connu un petit moment d'enthousiasme. Aujourd'hui, je ne sais pas ce qu'il en est pour vous, mais franchement, je n'en peux plus de ces élections où nous sommes chaque année davantage sommés de voter par défaut, comme si, sans même parler de « grand dessin », comme on disait encore dans les années 1970, aucune perspective un tant soit peu positive, voire simplement raisonnable, ne pouvait susciter le moindre embryon d'adhésion. Chacun ayant pu

constater que la social-démocratie et la droite républicaine sont en état de mort cérébrale, la seule motivation qui reste aux malheureux électeurs qui sont encore un peu attachés à la raison, c'est seulement le choix du camp auquel on se doit de faire barrage pour rester « quelqu'un de bien ». Dans ces conditions, de bonnes âmes rêvent d'un gouvernement de techniciens, des experts neutres qui expédieraient les affaires courantes et qui, n'étant pas politiques, ne susciteraient pas l'hostilité de nos citoyens. Ce serait à mon sens la pire solution qu'on puisse imaginer dans le contexte actuel.

Car les experts, qu'ils soient ou non des énarques, vivent par essence dans ce que les philosophes appellent la « raison instrumentale », celle qui réfléchit aux moyens qui n'ont pas de buts à réaliser des fins, mais qui par définition ne pose pas elle-même les objectifs à atteindre. Et c'est ce qu'on appelle la technocratie, autrement dit le règne des administrations qui non seulement par nature, mais même par devoir sont sans convictions autres que celles qui touchent aux moyens adaptés à des objectifs qu'elles n'ont aucune légitimité à choisir ou même à discuter. Bref, le contraire exact de ce que pourrait être une grande politique, le contraire aussi de ce qu'Emmanuel Macron aurait dû faire à minima, à savoir un gouvernement d'union nationale avec un premier ministre de cohésion nationale nommé pour y parvenir. Ce n'était peut-être pas grandiose, époustouflant, mais au moins ce n'était pas totalement absurde... ■

Les programmes économiques du RN et du NFP sont incompatibles avec la monnaie européenne



ANALYSE
Jean-Pierre Robin

La France est-elle dans les choux ? La réponse tient en un mot apparemment technique mais très simple : « spread », autrement dit l'écart (en français) des taux d'intérêt entre les obligations émises par l'État français, les OAT à 10 ans, et les Bund, leur équivalent pour l'État fédéral allemand, la référence en Europe. Plus cet écart est élevé et moins les investisseurs qui financent la dette publique ont confiance en notre pays, dans la façon dont il est gouverné, dans sa capacité à honorer ses dettes. Ce spread était de 50 « points de base », dans le jargon des financiers (0,5 % dans le langage courant), avant les funestes élections européennes du 9 juin, et il a atteint 82 points à la veille du premier tour des législatives du 30 juin, pour revenir autour de 75 points le lendemain. Telle est la mesure quotidienne qui a le mérite de la précision pour appréhender notre sort.

De telles fluctuations sont considérables et on ne saurait en sous-estimer les conséquences pratiques. Une hausse de 0,32 %, s'appliquant à une dette publique de 3159,7 milliards d'euros, représente une charge financière supplémentaire de 10 milliards l'an. Les contribuables apprécieront. En même temps, les niveaux observés ces trois dernières semaines restent modestes comparés au spread de 180 points de base (1,8 %) atteint en novembre 2011, à la fin du quinquennat de Nicolas Sarkozy. Il y a treize ans, l'Europe était en pleine crise des dettes souveraines des pays du Sud, et les marchés financiers redoutaient un éclatement de la zone euro, ce qui signifiait un retour aux monnaies nationales. Chaque pays se retrouvait seul alors avec sa propre devise, fin la protection collective de l'euro.

On n'en est certes pas là, mais il convient de se rappeler qu'aujourd'hui même le spread de l'Italie (vis-à-vis de l'Allemagne) est de 1,5 %. Est-ce l'horizon vers lequel nous nous acheminons ? Sans présager de la politique mise en œuvre par le prochain gouvernement, la France a toujours bénéficié d'un traitement de faveur de la part des marchés financiers. « Compte tenu de leurs situations budgétaires respectives, le spread de taux d'intérêt à 10 ans vis-à-vis de l'Allemagne est anormalement faible en France et il est anormalement élevé en Italie », considère l'économiste Patrick Artus. Cette note d'amour tient essentiellement à notre taille de deuxième économie de la zone euro. La monnaie unique ne pourrait exister sans nous. Est-ce un blanc-seing pour faire n'importe quoi ? On peut en douter.

Examinant la semaine dernière la politique économique d'un éventuel gouvernement Bardella, les

analystes de la grande banque américaine Citi estimaient que le spread vis-à-vis de l'Allemagne atteindrait entre 100 et 105 points de base si le RN réalisait la plupart de ses mesures budgétaires. Autre point de vue significatif : interrogé sur les programmes économiques actuellement sur la table en France, Christian Lindner, le ministre allemand des Finances a mis en garde contre « une tragédie » budgétaire (sic). Le mot est bien trouvé.

À leur décharge, les deux blocs extrêmes s'inscrivent dans une tradition hélas bien française d'accommoder à sa guise les règles du jeu

La méfiance de Berlin à notre égard n'est certes pas nouvelle ni sans fondements. Sur les 25 années d'existence de l'euro (depuis 1999), la France n'a respecté que six fois le plafond de 3 % du PIB pour le déficit public. Or l'enjeu est aujourd'hui bien plus grave avec les « programmes de rupture » que revendiquent, chacun dans son registre, le Nouveau Front populaire et le Rassemblement national. Hormis les nationalisations absentes en 2024, les mesures fiscales et de relance du pouvoir d'achat (hausse de 14 % du smic entre autres) envisagées par le NFP sont infiniment plus brutales que les changements décrétés par l'Union de la gauche en 1981. À l'époque la France avait dû dévaluer à trois reprises sa monnaie. Quant au RN, tout en ayant renoncé au « frexit » et à abandonner l'euro, il entend remodeler en profondeur le fonctionnement de l'Union européenne, qu'il s'agisse de la contribution française au budget européen ou des règles du marché unique.

Voilà autant de contradictions de gros calibres. À leur décharge, les deux blocs extrêmes s'inscrivent dans une tradition hélas bien française d'accommoder à sa guise les règles du jeu. Ainsi, en 1999 le gouvernement de cohabitation de Lionel Jospin avait-il choisi d'instaurer la semaine de 35 heures, juste au moment où était créé l'euro. Quelle drôle d'idée que de détériorer la compétitivité des entreprises alors que le marché européen devient plus concurrentiel du fait de la monnaie unique qui facilite les échanges ! Ironie de l'histoire, la réduction du temps de travail aurait été impossible avec le franc, car elle aurait été sanctionnée pour son irréalisme par les marchés financiers, nous contraignant à dévaluer.

Autre usage paradoxal et pervers de l'euro : l'endettement. Jamais l'État français, les entreprises et les particuliers ne se sont autant endettés, car les conditions d'emprunt n'ont jamais été aussi favorables. « Entre 2003 et 2023 la baisse des taux d'intérêt a été en moyenne de 4,8 points de pourcentage pour les ménages et de 1,6 point pour les entreprises » selon la Banque de France. L'État a même pu emprunter à des taux nuls voire négatifs entre 2015 et 2021, avec pour conséquence une explosion de la dette publique qui représente actuellement 110,7 % du PIB.

Depuis un quart de siècle, notre modèle de croissance et de redistribution du pouvoir d'achat repose sur le crédit dont on abuse sans vergogne grâce à l'union monétaire. Les programmes économiques du RN et du NFP ne proposent que d'amplifier ces dérives et ils sont incompatibles avec les exigences de l'euro cosignées avec nos partenaires, sauf à accepter une faillite à la grecque. « Soyez libéraux, soyez socialistes, mais ne soyez pas menteurs », disait Jacques Rueff, l'économiste du général de Gaulle. ■

FIGAROVox Débats, opinions, controverses

LÉGISLATIVES

« On assiste à un exercice, inédit par son ampleur, de confiscation démocratique », une tribune de la sénatrice LR de Loire-Atlantique, Laurence Garnier

EXTRÊME GAUCHE

« Mélenchon compte sur la décomposition de la France pour faire advenir un pays sans racines », une tribune de la journaliste Noémie Halioua

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président
Charles Edelstenne
**Directeur général,
directeur de la publication**
Marc Feuillée

Directeurs des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Tremolet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pole audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuilleme (Édition,
Photo, Revision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Thérard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
**Directeur délégué
du pôle news**
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h ;
samedi de 9h à 13h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semestre : 475 €. Week-end
Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allier. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'écocert européen
sous le numéro PU 011/001. **Eutropisation** : P.P. 0,002 kg/tonne de papier.

Ce journal
se compose de :
Édition nationale
Précédent 20 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Le Figaro
et vous 8 pages
Promo Portage
PLF n° 208
diffusé sur une partie
du territoire national

ROLAND DUMAS

Un aventurier de la politique

« Mon fils, la nuit, me rejoignait dans mon lit de peur que je me suicide. » Roland Dumas, enfin délivré d'un poids obsédant, faisait cette confidence après que la cour d'appel de Paris l'eut blanchi, le 24 janvier 2003, des accusations formulées contre lui dans « l'affaire Elf ». Le tribunal correctionnel de Paris, le 30 mai 2001, l'avait condamné à six mois de prison ferme, dont deux avec sursis, et une amende de 1 million de francs. Avant ce verdict absolu, il se trouvait au bord du gouffre. Une situation d'autant plus tragique qu'au préalable il avait tout connu : la renommée, l'argent, le pouvoir, les femmes... Tout disparaissant dans un tourbillon judiciaire au fil d'autant plus amer que la douceur du miel lui était devenue naturelle.

Ce miel lui sera resté comme un souvenir. Quoi qu'on en dise, on ne se remet pas d'une affaire pareille, pas davantage qu'on ne peut se remettre des agressions de l'âge, quand celui-ci vous laisse une blessure à la hanche et une canne pour vous soutenir. Même si l'on a l'élégance de continuer à se tenir debout. Jusqu'à la fin, avec la bienveillante Svetlana, il continuait à recevoir ses amis chez lui.

Achevée en tragédie, la carrière de Roland Dumas a commencé en tragédie. Au départ, il y a un père exemplaire et vénéré. Georges Dumas, employé municipal à Limoges, socialiste, franc-maçon et responsable local de la CGT, marié à Elisabeth Lecanuet, qui apparente sa descendance à Jean Lecanuet, futur député-maire de Rouen, s'engage dans la résistance à l'occupation allemande. En mars 1944, membre de l'état-major de l'armée secrète pour le département de Haute-Vienne, chargé du noyautage des administrations publiques, il est arrêté par la Gestapo puis fusillé à Brantôme. À Roland, son fils, alors âgé de 21 ans, incombent l'horrible mission d'aller reconnaître son corps après son exhumation. Un souvenir qui ne s'effacera jamais, et qui lui permettra, près de quarante ans plus tard, lors d'une de ses campagnes électorales, de se dire, paraphrasant la devise de la Légion étrangère : « *Périsse tout non par le sang reçu mais par le sang versé...* »

Roland Dumas lui-même participe alors à la Résistance. Son père l'a envoyé à Lyon pour y suivre des études de droit et de sciences politiques. En mai 1942, arrêté par la police française (la Gestapo n'est pas encore installée en zone libre), il est interné au fort de Barraux, près de Grenoble. Il s'en évade et rejoint les Mouvements unis de résistance (MUR) fédérés, sous la houlette de Jean Moulin. En Limousin, la Résistance s'incarne alors en Georges Guingouin, jeune instituteur communiste que son parti rejettera plus tard. Ce qui fera de Roland Dumas son défenseur devant les tribunaux quand une accusation pour crimes enverra Guingouin dans les prisons de la République.

Une voix de ténor

Installé à Paris sous la protection d'un ami de son père, Jean Mons - qui sera plus tard l'homme clé de « l'affaire des fuites » opérées au détriment de la défense nationale -, il tâte d'abord du journalisme au sein de l'Agence économique et financière (Agef) et de *L'Information* des frères Bollack. Parallèlement, doté d'une belle voix de ténor et passionné d'opéra, il prend des cours de chant et trouve encore le temps de se préparer au métier d'avocat. Il intègre le barreau en 1950 tout en poursuivant des travaux journalistiques et en fréquentant l'Institut des langues orientales, où il apprend le russe et le chinois. Ainsi apparaît-il, à l'époque, comme un touche-à-tout remarquablement doué, esthète et faussement dilettante, car sa capacité de travail est réelle. Le barreau et la politique, telles sont les deux voies dans lesquelles il va s'engager désormais. L'avocat va assoir rapidement sa réputation à travers deux affaires retentissantes, déjà citées : le procès Guingouin et « l'affaire des fuites ».

En décembre 1953, Georges Guingouin, organisateur de la Résistance communiste en Limousin, dont il s'était autoproclamé le préfet à la Libération,

Service politique

Avocat, ami des peintres et des écrivains, grand séducteur, le fidèle ministre des Relations extérieures de François Mitterrand s'est éteint à l'âge de 101 ans.

est incarcéré en raison de crimes commis par des maquisards de la région. Il proclame son innocence, mais on ne prête qu'aux riches, car la Résistance, en Limousin, s'est effectivement distinguée par ses méthodes expéditives visant non seulement les Allemands et les collaborateurs, mais également tous ceux qui auraient pu s'opposer à une révolution de type soviétique en France. Roland Dumas, pour défendre son client, choisit l'attaque. En substance : si Guingouin se trouve au banc des accusés, c'est en raison de l'hostilité que lui témoigne désormais le Parti communiste qui l'a exclu de ses rangs. Guingouin est acquitté. À la même époque, Jean Mons, l'ami du père de Roland Dumas, est accusé, en tant que secrétaire général de la Défense nationale, d'avoir divulgué des informations confidentielles concernant celle-ci. Cette fois, Roland Dumas s'appuie sur le dossier pour démontrer que si deux fonctionnaires placés sous l'autorité de Jean Mons sont effectivement coupables, son client, lui, est innocent. Le tribunal acquitte Jean Mons.

En 1948, Roland Dumas a fait la connaissance de François Mitterrand, alors député de la Nièvre et leader de l'Union démocratique et socialiste de la résistance (UDSR). Il adhère à ce petit parti et se lie avec son chef d'une amitié qui ne se démentira plus, notamment lorsque François Mitterrand croira sa carrière politique terminée avec l'affaire de l'Observatoire, dans laquelle le jeune avocat, aux convictions de gauche désormais affichées, l'assiste avec ardeur. Dès lors, les causes célèbres s'enchaînent pour lui. On trouve Roland Dumas parmi les défenseurs des « porteurs de valises » du FLN algérien, dans les affaires Ben Barka, Markovic, de Broglie dans laquelle il défend Guy Simoné, l'un des assassins du ministre de Valéry Giscard d'Estaing. Puis vient l'affaire des micros du *Canard enchaîné* dont il sera l'avocat officiel pendant douze années et officieux le reste du temps, et qu'il conseillera dans l'affaire des diamants de Bokassa... Tous ces dossiers sont utilisés comme des machines de guerre contre le pouvoir en place : de Gaulle, Pompidou ou Giscard. Mais Roland Dumas ne dédaigne pas des affaires moins politiques et plus mondaines, comme la succession Picasso. Il sera l'avocat de Giacometti, de Chagall, du chanteur d'opéra Plácido Domingo, de vedettes du spectacle comme Roger Vadim, Bernadette Lafont ou l'actrice britannique Dawn Addams. Ce parisianisme l'a-t-il desservi dans la France profonde ? Le fait est que sa réussite politique a été, au départ, moins éclatante que sa réussite professionnelle. En



Roland Dumas, en 2009.
JEAN-CHRISTOPHE MARMARALE/LE FIGARO

commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Installé au Quai d'Orsay, il n'y cache guère sa sympathie pour le monde arabe et la cause palestinienne. Il a été l'avocat d'Abou Daoud, accusé d'avoir organisé le massacre des athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich, en 1972. Il a un temps pour maîtresse une jeune femme belle et brillante, Nahed, veuve du milliardaire saoudien Akram Ojeh et fille du chef des services secrets syriens, Moustapha Tlass. Cela vaudra au ministre des Relations extérieures - qui sera sommé, un jour, de choisir entre son portefeuille et sa conquête - le surnom de « *lion de la Tlass* », attribué par des humoristes. Il fut également très proche de Mouammar Kadhafi, jusqu'à la fin du président libyen, en 2011.

Ayant perdu son chemin de Damas, Roland Dumas va bientôt graver son calvaire. Sa nouvelle maîtresse s'appelle Christine Deviers-Joncour. Comme lui, elle est née dans une famille modeste du Sud-Ouest, avec l'envie de réussir. En 1965, elle a épousé un jeune loup gaulliste, Jean-Jacques de Peretti, qu'elle abandonne pour se remarier en 1978 avec Claude Joncour, d'abord employé par Thomson puis par Rhône-Poulenc. Elle est fine, intelligente, racée. En 1989, la société Elf, où l'on connaît évidemment ses liens avec Roland Dumas, l'embauche avec des avantages somptueux, correspondant aux services qu'elle est censée pouvoir rendre en tant qu'agent d'influence. Elf n'est pas une simple entreprise pétrolière. Son opulente trésorerie lui permet de financer tous les « coups » possibles et imaginables, qu'il s'agisse de l'appui, sonnant et trébuchant, à tel ou tel chef d'État africain, de ventes d'armes ou de rémunérations occultes à certains de ses dirigeants et de leurs stupéfiés. Or, un jour, une juge opiniâtre, Eva Joly, met son nez dans cette affaire. Le président d'Elf, Loïc le Floch-Prigent, nommé par François Mitterrand, va tomber dans ses filets, ainsi que son directeur, Alfred Sirven, après une longue traque menée jusqu'aux Philippines. Christine Deviers-Joncour est également rattrapée.

Que s'est-il exactement passé, qu'elle n'aurait su pardonner, entre elle, fascinée par les mirages parisiens, et le miroléonant ministre ? Le fait est que les amants - d'autant qu'elle venait de connaître pendant des mois l'amertume de la prison - vont devenir ennemis. Pour prouver que leurs relations n'avaient rien d'imaginaire, elle confie à *Paris-Match* des photos de plage prouvant leur intimité. Elle s'explique avec complaisance sur les chaussures Berlutti offertes à son ami Roland. Cela, entre autres gâcheries. Dans la foulée, Nahed, à son tour, demande spontanément à être entendue par la justice. Elle affirme qu'elle avait proposé la bagatelle de 8,2 millions de francs pour équiper d'un scanner l'hôpital de Périgueux, dont Roland Dumas était alors le député.

Création de la Fondation Mitterrand

Accablé, celui-ci ne peut que faire front. Mis en examen, il a dû renoncer, en mars 1999, à la présidence du Conseil constitutionnel à laquelle François Mitterrand, proche de sa fin mais reconnaissant pour les nombreux services rendus, l'avait nommé quatre ans plus tôt. Le 30 mai 2001, la sanction tombe : 6 mois de prison ferme infligés par la 13^e chambre correctionnelle de Paris, deux ans avec sursis, une amende de 1 million de francs. C'est alors, confiera-t-il au *Figaro* (nos éditions du 1^{er} mars 2003), qu'il a « *touché le fond de la dépression et du désespoir* ». « *J'étais victime d'une machination* », dira-t-il encore, mettant directement en cause la juge Eva Joly, ainsi que certains médias.

Le jugement de la cour d'appel, le 24 janvier 2003, l'a évidemment soulagé. Pour autant, il ne pouvait ignorer que sa vie était désormais derrière lui, avec ses sommets et ses abîmes. « *Je ne briguerai désormais plus de mandat* », affirmait-il, ce qui, à plus de 80 ans, aurait de toute façon ressemblé à une gageure. Il avait confié ses tourments à l'éditeur Michel Lafon, dans un livre en forme de testament : *L'Épreuve, les preuves*. Un témoignage pour l'histoire. Cette histoire à laquelle il aura contribué en créant la Fondation François-Mitterrand, destinée à perpétuer la mémoire et les œuvres du quatrième président de la V^e République, cocréée avec Mazarine Pingeot, la fille naturelle de celui-ci, qui en avait partagé le secret, du temps de sa splendeur, avec son ami Dumas. ■

1956, le souvenir de son père aidant, il est élu député UDSR de Haute-Vienne, mais perd son siège deux ans plus tard, victime de la vague gaulliste. Ayant suivi François Mitterrand à la Convention des institutions républicaines, il est élu en 1967 député de Corrèze avec l'investiture de la Fédération de la gauche socialiste et républicaine (FGDS) dans la circonscription du gaulliste Jean Charbonnel. Mais l'écrasante victoire de la droite, en juin 1968, l'écarte une fois de plus du Palais Bourbon. Aux élections municipales de mars 1977, il affronte, en vain, Jacques Chaban-Delmas dans son fief de Bordeaux. Il lui faudra attendre la « vague rose » de 1981 pour se faire élire député socialiste de Dordogne - la moindre des récompenses pour l'ami fidèle qui venait de remonter au bras de François Mitterrand, enfin porté à la présidence de la République, la rue Soufflot avant l'apothéose du Panthéon.

La fortune lui sourit

Pendant cette longue période d'incertitude politique, la fortune, au sens strict du terme, n'a cessé de lui sourire. À ses débuts dans les prétoires, il était fort démuné. Quelques années plus tard, avec un prêt de l'Assemblée nationale où il a fait momentanément son entrée, il acquiert un appartement dans l'île Saint-Louis, au rez-de-chaussée d'un hôtel du quai de Bourbon, où vécut Camille Claudel. Puis il installe son cabinet dans le 5^e arrondissement, rue de Bièvre, là où réside son ami François Mitterrand. Il achète un appartement rue de Grenelle pour sa deuxième épouse, Anne-Marie, héritière des aépéritifs Lillet dans le Bordelais, où il devient aussi propriétaire d'une maison près de La Brède, patrie de Montesquieu. Il achète aussi un appartement pour une maîtresse, Stéphanie Bordier, et encore une maison à la campagne... Il meuble ses rési-

dences avec des objets d'art, dont beaucoup lui ont été offerts en remerciement de ses talents d'avocat. L'argent, les femmes, le succès : comme François Mitterrand, il les accumule, conjugués avec la célébrité. Cette complicité cimentera leur amitié. Mais ses appétits finiront par le faire tomber.

Au début des années 1980, à l'époque du mitterrandisme enfin triomphant, on n'en est pas là. Pourtant, Roland Dumas n'entre pas au gouvernement. François Mitterrand, nonobstant leur amitié, le considère comme sulfureux. Confirmation : l'un de ses clients, douteux propriétaire d'un cercle de jeux, Marcel Francisci, est assassiné au début de 1982 en raison de ses liens avec les réseaux de la drogue. Or l'heure est au socialisme pur et dur qu'incarne à la tête du gouvernement un militant irréprochable, Pierre Mauroy. Roland Dumas - dont le cabinet est alors perquisitionné - attendra donc sa promotion ministérielle, jusqu'au moment où les remous judiciaires provoqués par cette affaire s'apaiseront.

Ils s'apaisent, en effet. En décembre 1983, dans le gouvernement Mauroy remanié, Roland Dumas reçoit le portefeuille des Affaires européennes abandonné par un vieux socialiste, André Chanderagor, nommé premier président de la Cour des comptes. En juin 1984, il devient porte-parole du gouvernement en remplacement de Max Gallo, élu au Parlement européen. Consécration, enfin : le voici, en décembre 1984, ministre des Relations extérieures. Il conservera ce poste jusqu'à la fin de l'ère mitterrandienne avec un intermède de curieux pendant la première cohabitation au cours de laquelle, par le vote conjugué de la gauche et du Front national, le député de Dordogne qu'il est redevenu accède à la présidence de la

fidèle ami - qu'il a toujours voussouyé -, mais la veille de sa nomination ne dormira pas de la nuit. Il se disait : « *Tu ne peux pas trahir ton père*. » « *Puis, j'ai évolué, confiait-il en 2015. La grande affaire de mon mandat sera même le renforcement des relations franco-allemandes. Hans-Dietrich Genscher, ministre des Affaires étrangères allemand, deviendra un ami très proche. Notre amitié dure encore. On se dit tout.* » Avocat de profession comme lui, membre du Parti libéral-démocrate, Genscher est mort le 31 mars 2016. ■

« Je ne voulais pas être ministre de l'Europe »

Yves Thirard

Roland Dumas, c'était « 50 ans de secrets partagés avec François Mitterrand », sous-titre de *Coups et Blessures*, livre d'entretien paru en 2011. Il racontait volontiers, avec gourmandise, leurs mille et une histoires communes, certaines très privées, d'autres moins. L'une d'elles - sérieuse - était la construction européenne, « la grande aventure de notre génération », insistait

l'ancien président auprès de lui. Mais, lorsqu'en 1983, Mitterrand veut le nommer ministre des Affaires européennes pour succéder à André Chanderagor, il lui oppose d'abord un refus catégorique. Roland Dumas s'était juré de ne jamais aller en Allemagne - dont il parlait pourtant la langue - après la mort de son père résistant, fusillé par les nazis en 1944.

Jeune député de la Haute-Vienne, il ne votera aucun projet européen, y compris le traité de Rome de 1957. Finalement, Roland Dumas cédera à son

LE FIGARO

économie



IMMOBILIER
LA BAISSÉ DES PRIX
S'ACCÉLÈRE EN FRANCE
PAGE 23

LÉGISLATIVES
LES PARTIS FONT APPEL
AUX START-UP SPÉCIALISTES
DU CIBLAGE ÉLECTORAL PAGE 28



La Chine domine la course aux technologies d'avenir

Grâce au soutien massif du gouvernement pour la recherche, le pays a pris de l'avance dans 37 des 44 domaines d'innovation jugés critiques pour les prochaines années.

De l'espace à la robotique en passant par l'environnement, les biotechnologies et l'intelligence artificielle, la Chine a pris une longueur d'avance. Elle fait désormais la course en tête dans de nombreux domaines stratégiques, devançant même les États-Unis.

Pour assurer sa supériorité militaire, géopolitique et économique, l'empire du Milieu met les bouchées doubles sur l'innovation, clé de la croissance et de la puissance de demain. Pékin ne lésine pas sur les moyens : les subventions accordées par le gouvernement de

Xi Jinping à ses entreprises sont trois à neuf fois supérieures à celles des pays de l'OCDE. Désormais, les meilleures universités chinoises rivalisent avec leurs concurrentes américaines. La Chine est même devenue leader des dépôts de brevets autour de l'intelligence

artificielle générative, faisant plus à elle seule que tous les autres pays réunis. Cette accélération phénoménale souligne l'incroyable vitalité chinoise. Pour l'Europe, qui ne pèse plus que 6 % des investissements industriels mondiaux, rester compétitive est un vrai défi.

➔ **VOITURE ÉLECTRIQUE : L'EUROPE A BESOIN DU SAVOIR-FAIRE CHINOIS POUR SE RÉINDUSTRIALISER** PAGE 22



Avec le rachat d'ITA, Lufthansa devient leader européen

Bruxelles a donné son aval mercredi au rachat de la compagnie historique italienne par le groupe allemand. Grâce à cette opération, ce dernier devancera IAG (British Airways, Iberia...) et Air France-KLM.

PAGE 25

> FOCUS LA DISSOLUTION PÈSE SUR L'ACTIVITÉ DU PRIVÉ

L'incertitude liée aux élections législatives pèse sur l'activité de l'économie française. Le secteur privé a enregistré « une légère contraction » en juin, ont indiqué mercredi le cabinet S&P Global et la Hamburg Commercial Bank (HCOB). L'indice PMI composite de l'activité globale « s'est marginalement replié » par rapport à mai, passant de 48,9 à 48,8 - un indice inférieur à 50 signalant une contraction.

La détérioration de la demande se traduit par une baisse de quatre points sur le mois de l'indice des nouvelles affaires, qui s'est replié à son plus bas niveau depuis cinq mois. Les nouveaux contrats ont reculé tant dans l'industrie manufacturière que dans les services. En outre, la contraction du volume des affaires en cours a accéléré, celle-ci enregistrant leur plus fort recul depuis janvier.

Enfin, la confiance des entreprises du secteur privé français sur la croissance de leur activité dans l'année à venir s'est repliée à son plus bas niveau depuis quatre mois. « Certaines entreprises interrogées ont attribué la détérioration de la conjoncture du secteur au manque de visibilité créé par l'annonce des élections, ce que semble par ailleurs confirmer le recul soudain des nouvelles affaires au cours du mois », observe Norman Liebke, économiste à la HCOB.

« Les élections ont en outre pesé sur l'optimisme des prestataires de services français, les perspectives d'activité à douze mois s'étant en effet repliées à un plus bas de cinq mois et ayant affiché un niveau nettement inférieur à leur moyenne de long terme », a-t-il ajouté. **J. R. P.**

le PLUS du FIGARO ÉCO

ERAMET

Première giga-usine de lithium en Argentine

PAGE 24

LA SÉANCE

DU MERCREDI 03 JUILLET 2024

CAC 40
7632,08 +1,24%

DOW JONES
39245,82 -0,22%

ONCE D'OR
2350,00 (2350,00)

PÉTROLE (Brent)
86,140 (86,560)

EUROSTOXX 50
4968,28 +1,26%

FOOTSE
8171,12 +0,61%

NASDAQ
20140,92 +0,64%

NIKKEI
40580,76 +1,26%

L'HISTOIRE

Carrefour renforce sa présence dans les stations-service sur les autoroutes

Il n'y a pas que les emplacements en centre-ville ou dans les zones fortement peuplées en périphérie qui suscitent l'appétit des enseignes de la grande distribution alimentaire. Les stations-service, des lieux à fort passage, font également l'objet de convoitises de la part des distributeurs. À nouveau, Carrefour vient de raffier la mise en remportant deux appels d'offres auprès des deux groupes pétroliers Shell et TotalEnergies. Ces derniers vont lui permettre d'approvisionner en produits alimentaires 117 boutiques de stations-service qui se trouvent principalement sur les autoroutes. Cette opération renforce fortement la présence du numéro 2 de la distribution alimentaire, derrière E.Leclerc, dans ce secteur. D'ici la fin de l'année 2024, grâce aux 117 boutiques

supplémentaires approvisionnées, le groupe sera présent dans plus de 350 stations-service. En 2023, les autoroutes françaises comptaient en effet 369 aires de service avec des boutiques, ainsi que 631 aires de repos, selon les chiffres de l'AFP. Cet ancrage s'inscrit dans une stratégie plus large du groupe d'intensifier la présence de magasins de petite taille dans des zones de flux, « à l'image de nos récentes implantations dans les gares SNCF de Lyon Part-Dieu et RATP aux Halles », explique Benoît Soury, le directeur proximité Carrefour France.

La confiance que nous accordent désormais Shell et TotalEnergies nous conforte dans notre choix stratégique d'investir ce créneau pour les enseignes de Carrefour Proximité. » ■

MANON MALHÈRE



Le groupe britannique Ineos met en pause son véhicule électrique

Il devait s'appeler Ineos Fusilier. C'était une version légèrement plus petite du gros 4x4 Grenadier, premier modèle du groupe britannique. Le Grenadier est propulsé par un moteur thermique, alors que le Fusilier devait être un véhicule électrique. Mais ce projet électrique est aujourd'hui reporté. « Nous retardons le lancement de l'Ineos Fusilier » en raison de « la réticence des consommateurs à adopter les véhicules électriques et de l'incertitude du secteur sur les droits de douane, le calendrier et la fiscalité », a expliqué Ineos dans un communiqué. Le calendrier, c'est celui de l'interdiction des moteurs thermiques sur les véhicules neufs. En Europe, elle est prévue pour 2035, mais certains souhaitent la remettre en cause. Au Royaume-Uni, également, il y a incertitude. Le gouvernement conservateur a récemment décalé de 2030 à 2035 cette interdic-

tion. Mais les travaillistes, favorisés des prochaines élections, envisagent de la ramener à 2030. Ce qui n'est pas suffisant pour convaincre l'entreprise de se lancer dans la production de ce nouveau modèle.

« En tant que constructeur de petit volume, nous ne pouvons produire que des véhicules qui se vendront », justifie Ineos, qui demande « une clarté à long terme de la part des décideurs politiques. » Historiquement, le groupe Ineos est un acteur de la pétrochimie. En 2017, il décide de se diversifier dans l'automobile, avec un modèle 4x4 : le Grenadier. Il a alors racheté à Daimler l'usine d'Hambach, en France, qui fabriquait les Smart. Et l'a transformée pour produire le Grenadier. Le report du Fusilier n'aura pas de conséquences en Mosele, puisque le modèle électrique devait être fabriqué en Autriche.

EMMANUEL EGLOFF

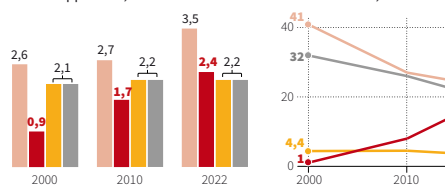
Comment la Chine fait désormais la course en tête sur les technologies d'avenir

Malgré le rebond de sa croissance au premier trimestre, l'économie chinoise inquiète toujours : la demande reste faible et des pressions déflationnistes subsistent. Dans ce paysage contrasté, un point saillant ressort toutefois : porté par le soutien massif du gouvernement dans la recherche, les investissements dans l'industrie ont crû de près de 10 % en un an. Cette partie immergée de l'iceberg assurera la croissance et surtout la puissance de demain du pays. Pour affirmer sa supériorité militaire, géopolitique, économique, Pékin mise en effet tout sur l'innovation. Et cela fonctionne : une étude de l'institut de politique stratégique australienne (Aspi) démontre que la Chine de Xi Jinping fait déjà la course en tête dans quasiment tous les secteurs stratégiques. Selon ses chercheurs, « les démocraties occidentales sont en train de perdre la compétition technologique internationale, y compris la course aux découvertes scientifiques et la capacité de retenir les talents mondiaux ».

La démonstration est implacable : sur les 44 technologies critiques pour les prochaines années identifiées par le centre dans des domaines aussi stratégiques que la défense, l'espace, la robotique, l'environnement, les biotechnologies ou l'intelligence artificielle, la Chine a pris de l'avance sur 37 d'entre elles. Sur les sept autres technologies, dont les supercalculateurs ou les petits satellites, ce sont les chercheurs américains qui mènent la danse. Les États-Unis se classent sinon la plupart du temps en second en termes de maturité de la recherche. Au-delà de ces deux puissances, seuls l'Inde et la Grande-Bretagne émergent. Quant à la France, elle doit se contenter d'une seule petite médaille sur les 220 disponibles dans ce classement : une cinquième place derrière la Chine, les États-Unis, le Japon et l'Inde, obtenue dans une des 44 techno-

La Chine accélère dans la course aux brevets

Dépenses de recherche et développement, en % du PIB

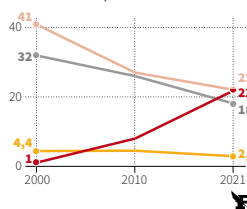


Source : Rexcode

Anne de Guigné

Selon une étude australienne, Pékin a pris une longueur d'avance sur 37 des 44 technologies critiques des prochaines années.

Parts des brevets déposés dans le monde, en %



logies étudiées, celle de l'énergie nucléaire, la fierté nationale.

Les meilleures universités chinoises rivalisent en effet désormais avec les premières américaines. La recherche produite par exemple par les universités de Tsinghua ou de Zhejiang se compare en qualité et quantité avec celle du MIT américain. D'après l'Aspi australien, pour certaines des 44 technologies d'avenir étudiées, les dix meilleurs centres de recherche du domaine sont tous chinois. L'Académie chinoise des sciences notamment se distingue dans presque toutes les matières. Selon l'index de la revue *Nature*, la Chine se classe au premier plan de la recherche en sciences physiques, chimie et sciences de la terre et de l'environnement. « La Chine est la

région qui a déposé le plus de brevets dans les technologies de l'information et de la communication utiles à l'atténuation du changement climatique (48 % de l'ensemble des brevets déposés) et des technologies dans le domaine des bâtiments », notait encore l'institut Rexcode dans une étude d'avril dernier.

Les inventeurs en Chine ont également déposé la très grande majorité de brevets internationaux pour des innovations utilisant l'intelligence artificielle générative (GenAI), annonçait mercredi un rapport de l'ONU. Entre 2014 et 2023, plus de 38 000 innovations GenAI sont venues de ce pays sur un total de 54 000. C'est six fois plus que les États-Unis, qui occupent la deuxième place avec 6 276 brevets. Arrive en troisième position la Corée du Sud, avec 4 155, suivie du Japon avec 3 409. La montée en puissance de la Chine en quelques années sur l'intelligence artificielle est impressionnante. Selon une étude du centre de réflexion américain MarcoPolo, cité par *The Economist*, en 2019, seulement 34 % des étudiants chinois tout juste diplômés étaient restés dans le pays pour un doctorat ou pour travailler. En 2022, la proportion avait grimpé à 58 %.

La puissance publique pilote cette course à l'innovation, en subventionnant les entreprises. Selon une étude réalisée par l'institut Kiel, les subventions accordées par la Chine à ses entreprises sont de trois à neuf fois supérieures à celles accordées par d'autres pays de l'OCDE, tels que les États-Unis ou l'Allemagne. Rien que dans le domaine des véhicules électriques, la Chine a ainsi versé 6,5 milliards d'euros de subventions à CATL et BYD pour financer leur recherche et développement. Dans cet environnement, le géant des télécoms

Huawei peut se permettre de dépenser presque autant que Microsoft ou Apple en R&D, malgré un chiffre d'affaires un tiers inférieur.

En quelques années, les milliards fléchés en R&D se transforment en position dominante sur des pans entiers de l'économie mondiale. « Avec une longueur d'avance significative par rapport à d'autres pays, la Chine a déjà conquis le marché des énergies renouvelables et est devenue un leader mondial de l'énergie solaire et des batteries pour véhicules électriques », avance ainsi Rexcode dans son étude d'avril dernier. Selon les données de l'agence internationale de l'énergie, la Chine contrôle aussi plus de 70 % de la production mondiale de

« Les démocraties occidentales sont en train de perdre la compétition technologique internationale, y compris la course aux découvertes scientifiques et la capacité de retenir les talents mondiaux »

Selon une étude de l'institut de politique stratégique australienne

batteries et près de 80 % du solaire photovoltaïque. Mais aussi 50 % de l'exploitation des métaux rares.

Aux États-Unis, en plus des 370 milliards de dollars de l'IRA (Inflation Reduction Act), Joe Biden a fléchi 280 milliards de dollars dans la recherche en technologies de pointe (Chips and Science Act) ainsi qu'un plan d'équipement massif en infrastructures (Bipartisan Infrastructure Law) de 1 200 milliards de dollars. Tirailé entre ces deux géants, l'Europe ne représente plus que 6 % du total des investissements industriels mondiaux, contre 80 % pour l'Asie et l'Amérique ensemble. ■

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
Entre 2014 et 2023, plus de 38 000 brevets GenAI sont venus de Chine sur un total de 54 000 dans le monde.



VÉHICULES ÉLECTRIQUES
La Chine a versé 6,5 milliards d'euros aux constructeurs CATL et BYD pour financer leur recherche et développement.



ÉNERGIE RENOUVELABLE
La Chine contrôle près de 80 % de la production mondiale de panneaux photovoltaïques.



Voiture électrique : l'Europe a besoin du savoir-faire chinois pour se réindustrialiser

Emmanuel Eglloff

C'était l'une des annonces majeures de l'édition 2024 du sommet Choose France, quand le président de la République, Emmanuel Macron, avait réuni au château de Versailles des chefs d'entreprise du monde entier pour annoncer des investissements industriels en France. Le français Axens et le chinois Lico annonçaient leur association pour créer une usine dans les Hauts-de-France afin de fabriquer de la matière active de cathode, un composant indispensable pour les batteries destinées aux véhicules électriques. Le projet est d'importance : il permettra de créer 600 emplois directs et nécessite un investissement de 600 millions d'euros.

Cette future usine s'inscrit dans la politique européenne visant à pousser les véhicules électriques. Les voitures neuves devront ainsi toutes être électriques à partir de 2035. Néanmoins, Bruxelles - et la France - ne souhaite pas abandonner l'industrie automobile en Europe, et pousse pour son électrification à tous les niveaux de la chaîne de

valeur. La matière active de cathode en est un exemple. L'usine Axens-Lico n'est pas le seul projet dans ce domaine. Un autre français, Orano, s'est ainsi associé à un autre chinois, XTC Energy, afin d'investir 1,7 milliard d'euros sur le même sujet, également dans les Hauts-de-France.

Ces acteurs chinois sont peu connus, mais indispensables à la concrétisation des différents projets. « Lico est l'une des sociétés les plus innovantes dans ce domaine aujourd'hui », explique Quentin Debuschert, PDG d'Axens. Surtout, elle produit déjà ce type de matériaux en Chine. La Chine est aujourd'hui le premier marché mondial pour l'automobile. Et encore plus pour les véhicules électriques. Ce qui rend le pays incontournable aujourd'hui. « Face à l'électrification croissante à l'échelle mondiale, coopérer avec les acteurs chinois devient incontournable », estime ainsi Thomas Morel, directeur associé chez McKinsey.

Ce que reconnaît le patron d'Axens. « L'idée est de réaliser une coentreprise dans laquelle il y aurait un transfert de technologie provenant de Lico », indique-t-il. « Il y a énormément d'éléments de la chaîne de valeur, notamment de la

batterie, qui sont détenus par des acteurs chinois », souligne Thomas Morel. Dans le matériel actif de cathode, c'est 60 % de la capacité de production mondiale. C'est donc un renversement total de situation par rapport au début des années 2000, quand les constructeurs automobiles occidentaux et leurs équipementiers arrivaient sur le marché chinois alors en plein développement avec un savoir-faire et des technologies qui manquaient grandement aux acteurs locaux. « Pendant très longtemps, les constructeurs automobiles occidentaux qui voulaient s'installer en Chine devaient passer par des coentreprises », reconnaît Thomas Morel. Aujourd'hui, ces mêmes acteurs sont demandeurs de partenariats avec des acteurs chinois.

Vouloir implanter une industrie automobile électrique sur le sol européen contraindrait les pouvoirs publics et les acteurs européens à tenir compte de cette situation nouvelle. « C'est indéniable, il y a un retard technologique avéré de la France et de l'Europe en ma-

tière de véhicules électriques », admet Olivier Luanski, associé Strategy& chez PwC. Ce qui se voit dans les projets dans l'Hexagone, notamment ceux, nombreux, des giga-usines de batteries. L'un est porté par le chinois Envision. Un autre par le taïwanais ProLogium. Et même quand il s'agit d'un site sous pavillon européen comme ACC (coentreprise entre Stellantis, TotalEnergies et Daimler), les machines équipant l'usine proviennent de Chine. Stellantis a passé un accord avec le chinois Leapmotor pour fabriquer dans ses usines européennes des véhicules électriques conçus par son partenaire chinois.

« Ne pas être naïf »

Forts du savoir-faire qu'ils ont acquis, les acteurs chinois regardent l'Europe comme une terre de conquête. « Il y a plus d'une centaine de constructeurs automobiles chinois », souligne Thomas Morel. La compétition est donc intense et tous ne parviendront pas à survivre dans

la durée. En 2030, McKinsey estime que la Chine sera le premier exportateur mondial d'automobile, devant le Japon et l'Europe. Olivier Luanski confirme que « la première force de l'Europe, c'est la taille de son marché ». Fermer le marché européen ne semble pas réaliste. Pour autant, il ne faut « pas être naïf : négociations les termes de notre ouverture », analyse encore Olivier Luanski. Pour lui, « il faut mettre en place des barrières à l'entrée assez hautes pour que la simple importation soit impossible ou difficile ». La volonté est affirmée par la Commission européenne, mais manque encore de concrétisation. « Lorsque les entreprises chinoises développent des capacités industrielles en Europe ou nouent des partenariats, c'est parce qu'ils anticipent que ces barrières seront mises en place », estime Olivier Luanski.

La coentreprise est sans doute la méthode la plus intéressante pour la partie européenne, puisqu'elle implique un transfert de technologie. Mais toutes les implantations sont intéressantes. Les emplois, la valeur ajoutée et les impôts sont localisés en Europe, que l'usine soit propriété de Renault, de Stellantis ou d'Envision. Surtout, il ne faut pas oublier que certains projets emblématiques des Trente Glorieuses devaient beaucoup à des technologies étrangères. Les premiers réacteurs nucléaires en France utilisaient une technologie de l'américain Westinghouse. ■



Jorge Carasso

Le recul des prix atteint 8 % au premier semestre sur un an pour Foncia et 7 % pour Orpi. Le marché commence à se débloquer.

Bonne nouvelle pour les acheteurs qui ont un projet immobilier dans les tiroirs. Le reflux des taux d'intérêt à l'œuvre depuis plusieurs mois s'accompagne désormais d'une baisse des prix de la pierre beaucoup plus franche. Les prix au mètre carré reculent de 8 % en France au premier semestre 2024 sur un an, selon le groupe Foncia. Le réseau Orpi estime cette baisse à près de 7 % pour la même période. Elle est de 4,1 % selon Laforêt Immobilier. De quoi redonner un peu d'oxygène aux acquéreurs alors que le coût du crédit, malgré un repli récent, s'est beaucoup alourdi ces dernières années passant de 1 % sur 20 ans en 2021 à 3,7 % aujourd'hui. « La baisse des prix accélère depuis plusieurs mois », confirme Jordan Frarier, président de Foncia Transaction. Et la tendance devrait se poursuivre dans les mois qui viennent. »

La raison ? Le retour des acheteurs tout d'abord, qui profitent à la fois de banques plus prompts à prêter et de taux de crédit passés de 4,4 % sur 20 ans en fin d'année à 3,7 % aujourd'hui. Les besoins en logement des

« Les propriétaires finissent par lâcher du lest, parfois à force de pédagogie, parfois à l'usure, après avoir essayé et s'être rendu compte que les acheteurs n'étaient pas au rendez-vous »

Yann Jéhanno

Président de Laforêt Immobilier

Français étant toujours criants, l'accalmie sur les taux offre une fenêtre de tir. Mais les acquéreurs reviennent sur le marché avec des offres souvent agressives. Plus question de surpayer un bien. « Lorsque les biens affichent un prix décorrélé de la réalité, on voit des offres d'achat proposant d'emblée un



Ces derniers mois, les délais de vente d'un bien immobilier ont dépassé les 96 jours en moyenne, selon Laforêt Immobilier. ARNAUD ROBIN/LE FIGARO MAGAZINE

La baisse des prix de l'immobilier s'accélère en France

rabais de -10 % à -15 % », indique Yann Jéhanno, président de Laforêt Immobilier. En moyenne, la marge de négociation se situe aux environs des 5 %, selon ce réseau.

Mais, surtout, ils ont désormais une oreille attentive. Les vendeurs qui auparavant ne voulaient rien entendre quand il s'agissait de baisser leurs prétentions acceptent désormais de discuter. Ils y sont contraints par le temps qui passe. « Ils finissent par lâcher du lest », confirme Yann Jéhanno, parfois à force de pédagogie, parfois à l'usure, après avoir essayé et s'être rendu compte que les acheteurs n'étaient pas au rendez-vous. » Ces derniers mois, les délais de vente se sont envolés : ils ont franchi la barre des 96 jours, selon Laforêt. « Après des années de frénésie, le marché retrouve un nouvel équilibre », indique le réseau dans son billet semestriel.

Principales victimes des baisses de prix ? Les maisons. Les pavillons avec jardin, dont les prix avaient bondi lors de la pandémie de Covid. Selon Laforêt, leur prix baisse davantage que ceux des appartements (-6,8 % contre -1,7 %).

L'achat d'une maison impose souvent un budget important ou des travaux. Or, aujourd'hui, seuls les biens à petits prix se vendent facilement. « Au-delà de 300 000 euros, les ventes ont plus de mal à se conclure », confirme Brice Cardin, patron du réseau L'Adresse. Le renchérissement du coût du crédit et la nécessité de disposer d'un apport important ne sont pas étrangers à ce plafond de verre. Quant aux travaux, ils font aujourd'hui figure de repoussoirs, à cause de l'inflation qui a fait exploser

les prix. « On a deux fois moins de clics sur les annonces de maisons avec une mauvaise étiquette énergie, F ou G », poursuit Brice Cardin. Les biens notés G selon le diagnostic de performance énergétique ne pourront plus être loués à compter du 1^{er} janvier 2025, et ceux notés F en 2028. En outre, les ménages qui achètent ces maisons ou appartements énergivores pour les habiter, craignent quant à eux d'avoir à payer des factures de chauffage très élevées.

La baisse des prix à l'œuvre en ce moment commence à enrayer la chute des transactions, confirment les trois réseaux. En 2023, le nombre de ventes a chuté de près de 22 % (à près de 875 000). « On a vécu 18 mois chahutés », rappelle Clément Delpiro, président d'AD, un groupe de mandataires immobiliers, mais le printemps est bien

plus favorable. » Pour autant, la dissolution de l'Assemblée nationale décidée le 9 juin par Emmanuel Macron, qui pourrait porter l'extrême droite au pouvoir, a provoqué un « attentisme ». « On a des acheteurs qui ont les deux pieds sur le frein », confirme Brice Cardin. C'est notamment le cas d'investisseurs qui attendent de savoir quelle sera la politique fiscale du nouveau gouvernement ou de primo-accédants à qui certaines promesses de campagne étaient adressées et qui attendent de voir quel programme sera appliqué et par qui. Mais ces atermoiements ne concernent pas tout le monde. « Les acheteurs qui, à l'inverse, avaient déjà amorcé un projet, sollicité leur banque ou leur courtier, eux veulent au contraire aller vite », poursuit Jordan Frarier, le président de Foncia Transaction. ■

Aux États-Unis, l'inflation résiste à cause des prix du logement

Pierre-Yves Dugua

La hausse des prix des loyers risque de retarder encore la baisse des taux d'intérêt de la Fed.

La Réserve fédérale a presque remporté son combat contre l'inflation aux États-Unis. Sauf que persiste encore une hausse excessive des coûts du logement. Le repli moyen des nouveaux loyers, entamé durant l'été 2022 semble s'inverser. De mauvais augure pour les indices de prix à venir.

Dans les deux indices américains qui servent à mesurer la hausse des prix, à savoir l'indice des prix à la consommation (CPI) et l'indice des prix des dépenses personnelles (PCE), le poids du logement (36,1 % de l'indice CPI) est devenu un handicap. Sans la catégorie shelter (« abri »), le noyau de l'inflation de juillet 2023 à février 2024 (« core CPI ») n'aurait oscillé qu'entre 1,8 % et 2,4 %. En prenant en compte les coûts du logement pour juger des prix et du pouvoir d'achat, l'inflation a en fait, au cours de la période, oscillé entre 3,8 % et 4,7 %. La Fed, dont l'objectif est de ramener la hausse des prix autour de 2 %, ne peut crier victoire.

En prenant le PCE comme indicateur, le succès de la Fed, hormis le logement, serait encore plus net, car ces prix ne pèsent que pour 15,5 % dans l'indice. Michael Gapen, économiste

de Bank of America, estime que tant que le rythme de la hausse des prix du logement sera, comme aujourd'hui, de l'ordre de 5,4 % par an, la Fed n'atteindra pas le niveau de confiance nécessaire à une première baisse de son taux directeur. Ce dernier est maintenant depuis un an entre 5,25 % et 5,50 %. « Si nous utilisons les mesures de l'inflation pour le logement employées en Europe, nous serions déjà à 2 % », a commenté mardi Austan Goolsbee, président de la Fed de Chicago.

Christopher D. Cotton, de la Fed de Boston, démontre dans une récente étude, que la réduction du délai entre les hausses de nouveaux loyers et leur prise en compte pour calculer les indices de prix, va dopper l'inflation en 2024, avant de la freiner probablement l'année prochaine. « L'indice des prix du logement va augmenter rapidement au cours de l'été et de l'automne 2024, mais va ralentir nettement ensuite, lorsque l'on passera en 2025 », conclut-il. Toutes choses égales par ailleurs, le phénomène plaide pour une réticence de la Fed à réduire son taux directeur avant l'hiver.

La manière dont les indices estiment les coûts du logement nourrit

aux États-Unis des querelles d'experts. La tentation est grande de critiquer le thermomètre lorsque la fièvre ne retombe pas comme prédit. Tant le Département du Commerce, dont le Bureau of Economic Analysis calcule le PCE, que le Département du Travail, dont le Bureau of Labor Statistics calcule le CPI, puisent leurs données dans des sondages et des échantillons. Or que remarque-

« L'indice des prix du logement va augmenter rapidement au cours de l'été et de l'automne 2024, mais va ralentir nettement ensuite, lorsque l'on passera en 2025 »

Christopher D. Cotton, économiste de la Fed de Boston

t-on depuis quelques mois ? La chute des nouveaux loyers engagée durant l'été 2022 est interrompue, et la tendance s'inverse même dans nombre de métropoles. Et c'est là que les signaux d'alarme retentissent à la Fed.

Le cabinet immobilier Redfin, note par exemple qu'en mai, pour le second mois consécutif, le loyer national médian a grimpé. À 1 653 dollars par mois, le voici au plus haut depuis octobre 2022. « Les loyers chutent dans la Sun Belt (États du Sud, NDLR), en partie parce que cette région a profité de constructions d'appartements plus fortes que dans d'autres parties du pays (comme le Midwest et le Nord-Est) afin de répondre à l'afflux de gens qui ont déménagé durant la pandémie. Mais le boom immobilier de la pandémie est maintenant dans le rétroviseur. Les propriétaires font face à une montée du nombre d'appartements vacants, ce qui provoque dans certaines régions un refroidissement des loyers », résume Lily Katz, analyste auprès du cabinet Redfin.

Dans les régions comme le Midwest où les prix étaient restés plus sages, les loyers sont en revanche en nette hausse. Dans le même temps, la folle flamme observée dans l'Ouest se corrompt enfin. Redfin note ainsi qu'en mai, à Cincinnati (Ohio), Chicago (Illinois) et Minneapolis (Minnesota), les loyers ont bondi de plus 10 %, par rapport à l'an passé. À San Diego (Californie), Austin (Texas) et Seattle (État de

Washington), les loyers, au contraire, chutent de 6 % à 9 %. Même à San Francisco, marché frappé par une spéculation extrême alimentée par les créations d'emplois dans la technologie, les prix ont chuté de près de 3 %.

Alors que la moyenne des loyers est de nouveau à la hausse, le maintien de taux hypothécaires élevés empêche par ailleurs beaucoup de locataires d'acheter leur logement. Pire, les propriétaires existants veulent continuer à profiter de leurs crédits à taux fixe, qui sont très bas, car négociés avant l'envolée des taux. Ils ne déménagent donc pas au même rythme que dans le passé. La relative rareté du stock de propriétés à vendre entretient de tels prix élevés. En mai, un nouveau record a été battu : le prix de revente médian d'une maison a atteint 419 300 dollars. Paradoxalement, la forte hausse de taux pratiquée par la Fed depuis mars 2022 a alimenté la hausse des prix de vente des logements. En somme, en l'absence de cette récession tant de fois annoncée au début de la hausse des taux de la Fed, on ne peut clairement pas compter en 2024 sur l'immobilier comme moteur de la désinflation. ■

Arrivé face à ce paysage de haute altitude - 4000 mètres - le visiteur, même averti, sera surpris par le manque d'oxygène et la sécheresse du climat qui règnent sur ces terres inhospitalières de la cordillère des Andes. La vallée désertique de Centenario-Ratones, dans la région du Nord-Ouest argentin (NOA), se trouve aux antipodes de Paris (11 000 km) et des chaleurs estivales européennes. Mais les basses températures ne devraient pas refroidir l'enthousiasme du jour. Ce mercredi, la compagnie française Eramet vient d'inaugurer sa première grande usine d'extraction de lithium au monde.

L'objectif annoncé est de produire 24 000 tonnes de lithium dès 2025, pour arriver rapidement au seuil des 30 000 tonnes et finalement pousser la production à 80 000 tonnes, à moyen terme, selon les conditions d'investissement offertes par l'Argentine et l'engagement provoqué par ce métal, surnommé l'« or blanc ». Aujourd'hui stables autour de 14 000 dollars la tonne, les cours du carbonate de lithium ont flambé ces dernières années, atteignant, en novembre 2022, le record de 81 000 dollars la tonne.

« Nous allons devenir le premier producteur de lithium européen », annonce avec fierté Simon Henochsberg, directeur de la stratégie chez Eramet. Avec cette usine hydrométallurgique, le géant minier français se place d'ores et déjà comme l'un des principaux acteurs de la filière en Amérique latine. Le premier à exploiter ce métal depuis la province argentine de Salta, alors que les trois projets en fonctionnement aujourd'hui dans le pays se trouvent du côté de Jujuy. L'or blanc abonde dans ces provinces argentines, toutes deux situées en plein milieu du triangle du lithium, cette région partagée avec le Chili et la Bolivie et considérée comme la plus riche du monde, avec environ 60 % des réserves mondiales de ce métal. À elle seule, l'Argentine concentrerait un cinquième du gâteau.

Si les exportations argentines de carbonate de lithium ont été multipliées par quatre depuis 2021, les spécialistes insistent sur le fait que les beaux jours sont encore à venir. Avec 835 millions de dollars apportés aux caisses nationales, en 2023, l'or blanc participe seulement à hauteur de 1,3 % du total des exportations argentines. « Cela reste un chiffre significatif. Mais il est certain que le lithium ne va pas sauver le pays », analyse un spécialiste du secteur. Contrairement à son voisin chilien - deuxième producteur mondial, avec un peu plus de la moitié des ressources du sous-sol argentin - ou encore à l'Australie, leader de la production avec seulement 8,1 % des ressources, Buenos Aires a longtemps sous-exploité cette manne.

Jusqu'ici, ce sont 870 millions de dollars qui ont été investis par Eramet. « En comptant le personnel et les sous-traitants, on arrive à 2 500 emplois directs sur toute la phase de construction, dont 80 % provenant de l'écosystème local. Nous souhaitons maintenir cette proportion de main-d'œuvre locale dans la phase de production, qui va mobiliser 350 personnes, poursuit Henochsberg.



L'usine d'extraction de lithium d'Eramet, dans la région de Salta, en Argentine, pays qui concentrerait un cinquième des richesses du triangle de l'or blanc. ERAMET



berg. La DLE est la meilleure technologie du monde aujourd'hui, c'est pourquoi nous avons déposé douze brevets liés à nos recherches en la matière. Beaucoup de gens sont attentifs à notre projet, car la DLE va permettre de rendre de nombreuses sources de lithium exploitables et rentables ».

Une intuition qui fait écho aux bruits de couloir, à en croire ce consultant spécialiste en lithium qui préfère préserver l'anonymat : « Tous les regards de la filière sont tournés vers l'usine de Centenario. D'autres entreprises avaient déjà développé des méthodes hybrides, entre évaporation et extraction directe, mais jamais à 100 % DLE. C'est prometteur, car l'extraction directe est beaucoup plus rapide et gaspille beaucoup moins. »

Annoncé depuis 2018, le projet tant attendu de l'entreprise française a été freiné par la pandémie de Covid-19. Six ans plus tard, il voit finalement le jour, grâce à une association entre Eramet (50,1 %) et la chinoise Tsingshan (49,9 %), au sein de la filiale locale Eramet Sudamericana.

« Une association surprenante », aux yeux de Martin Obaya. « Le lithium est un métal critique qui alimente une dispute géopolitique entre les grandes puissances, explique cet économiste du Conicet (le CNRS argentin), par ailleurs directeur du Centre de recherches pour la transformation (CENIT, en espagnol). S'associer avec la Chine peut s'avérer paradoxal pour une entreprise comme Eramet, qui compte l'État français parmi ses actionnaires. Cela peut mettre en péril la capacité d'approvisionnement européenne. »

Eramet, déjà associée à Tsingshan sur une mine de nickel en Indonésie, revendique son rôle de pionnier en matière d'investissements sur la transition énergétique. « Nous avons commencé avant le Covid et la guerre en Ukraine », selon Henochsberg. « Maintenant, tout le monde parle de souveraineté, de sécurisation des chaînes de valeur et de métaux critiques, énumère le directeur de la stratégie d'Eramet. Mais, quand on a commencé nos investissements en Argentine, ce n'était pas du tout le cas. La Chine avait pris une longueur d'avance sur le secteur. » ■

Dans le triangle de l'or blanc, Eramet inaugure sa première usine de lithium

Fabien Palem Buenos Aires (Argentine)

L'entreprise française mise sur le potentiel argentin pour devenir le premier producteur européen de ce métal clé de la transition énergétique. L'investissement atteint 870 millions de dollars.

Finalement, ce ne sont pas moins de 500 millions de dollars qui ont déjà été injectés dans l'économie locale. »

La mauvaise réputation que l'Argentine traîne depuis sa grande crise économique de 2001 n'a pas découragé la compagnie française. « Notre contrainte, c'est la localisation des ressources », tempère Henochsberg, qui signale par ailleurs que l'adoption récente par le Sénat argentin du « régime d'incitations aux grands investissements » (RIGI, en espagnol) « va dans le bon sens ».

Ce pari argentin confirme l'intention d'Eramet d'investir dans les secteurs liés à la transition énergétique. En particulier dans un métal essentiel à la construction de batteries électriques.

Pour exploiter au mieux cette ressource, la compagnie a perfectionné une méthode d'extraction connue comme la Direct Lithium Extraction (DLE). Cette extraction directe permet d'aller plus vite, d'être plus efficace, mais aussi de réduire l'empreinte hydrique, l'un des principaux fondements des critiques des écologistes adressées à cette industrie hypergourmande en eau. En août 2023, les routes de Jujuy

« Le lithium est un métal critique qui alimente une dispute géopolitique entre les grandes puissances »

Martin Obaya Économiste

ont été bloqués durant des semaines par des manifestants issus de collectivités locales protestant contre l'exploitation et l'assèchement des sols.

À Centenario-Ratones, les ressources, présentes à 400 mètres de profondeur, sont extraites à travers des puits d'environ 20 cm de diamètre puis immédiatement raffinées. À l'usine d'Eramet, il n'y aura pas de grandes piscines colorées, ces bassins qui emmagasinent la saumure contenant le lithium, extrait par processus d'évaporation. Un procédé qui permet de récupérer 50 % du précieux métal, contre 90 % avec la DLE.

« Avec cette innovation, nous apportons un vrai game changer dans la production de lithium, reprend Henochs-

Les victimes d'accidents du travail seront mieux protégées

Thomas Engrand

Le surcoût pour le régime est estimé à 250 millions d'euros par an, entièrement financé par l'excédent actuel.

Gouvernement après gouvernement, la lutte contre les accidents du travail est présentée comme une priorité inscrite en lettre d'or à l'agenda des réformes. Gabriel Attal n'a pas dérogé à la tradition en annonçant « une grande initiative » sur le sujet fin mars. Pourtant, les résultats continuent de se faire attendre. Encore aujourd'hui, deux personnes par jour meurent sur leur lieu de travail en moyenne. Le chiffre ne baisse plus depuis de nombreuses années.

Pire, le système d'accompagnement et d'indemnisation des victimes n'avait pas été fondamentalement transformé depuis... 1898. Une mise à jour était donc devenue indispensable, en particulier à la suite d'une décision de la Cour de cassation en janvier 2023. Un compromis a finalement été trouvé le 25 juin. Ce dernier permet de mieux in-

demniser les personnes en distinguant davantage les préjudices professionnels - incapacité à travailler et future perte de salaire qui en découlent - des préjudices personnels - souffrance, perte d'autonomie... Chacun ayant un barème ouvrant la voie à une rente. Le surcoût pour le régime est estimé à 250 millions par an, entièrement financé par l'excédent actuel. La majorité des partenaires sociaux ont donné leur accord, seule manque la signature du gouvernement pour que ces changements soient intégrés au futur projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Un dénouement est espéré dans la semaine.

Paris fait donc un pas de plus dans la protection des victimes des accidents du travail et des maladies professionnelles (ou AT-MP), alors qu'il dépense déjà largement plus que ses voisins. « En Allemagne, le coût des accidents du travail est de 9 milliards pour 32 millions

de salariés, contre 14 milliards pour 20 millions de salariés en France », a observé Éric Chevée, vice-président de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), lors d'une rencontre organisée par l'Association des journalistes de l'information sociale (Ajis).

Miser sur la prévention

La France se démarque par un système de protection des accidents du travail et des maladies professionnelles très différent de la plupart de ses voisins européens. Dans tous les autres pays, la victime doit prouver le caractère professionnel. Résultat, les affaires se règlent régulièrement au tribunal. « Dans ces systèmes, peu de salariés gagnent, mais, quand c'est le cas, c'est le jackpot pour eux », souligne Éric Chevée. Tout l'inverse de Paris. « Si l'accident a lieu sur le lieu de travail et pendant la durée de travail, c'est automatique-

ment considéré comme un accident de travail », pointe Jean-Marie Branstett de Force ouvrière (FO). Et le montant du dédommagement est forfaitaire. En outre, les coûts sont mutualisés entre les employeurs qui paient une cotisation à la Sécurité sociale, chargée de l'indemnisation. « Il n'y a que deux autres pays où c'est le cas : le Luxembourg et l'Espagne », ajoute le syndicaliste.

La France est régulièrement classée parmi les pires élèves en matière d'AT-MP. Cette position est néanmoins sujette à caution tant les façons de comptabiliser les accidents du travail varient entre les pays. L'objectif est néanmoins de réduire le plus possible le phénomène, en misant notamment sur un travail de prévention en amont. Les organisations syndicales et patronales sont tombées d'accord pour augmenter de 100 millions d'euros les dépenses en la matière. Cette somme devrait notam-

ment servir à recruter 200 « préventeurs » en plus des 2 000 que dénombre déjà le pays. Ces derniers sont notamment chargés d'aller à la rencontre des entreprises pour les aider à diminuer les risques. « Il s'agit d'un investissement social davantage qu'une charge », fait valoir Éric Chevée, pointant que cela permettra à terme d'économiser bien plus. Un argument auquel Bercy semble insensible, refusant toute augmentation des dépenses même financées, selon les partenaires sociaux. Cette attitude ralentirait la signature de l'accord par le gouvernement.

Les besoins sont pourtant importants. Sur les 14 milliards d'euros de la branche AT-MP, seulement 500 millions sont consacrés à la prévention. Sur ce montant, 400 millions prennent la forme d'aides directes aux entreprises et 100 millions vont aux études et contrôles. ■

Le mariage avec ITA propulse Lufthansa à la première place du podium européen

Valérie Segond Rome

Le groupe allemand peut intégrer la compagnie italienne, Bruxelles ayant donné son accord.

Serait-ce enfin l'épilogue de quarante ans de difficultés pour la compagnie aérienne historique italienne Alitalia, devenue ITA en 2021 ? Alors que le mariage entre Lufthansa et ITA a été annoncé il y a un an, il aura fallu pas moins de sept mois à la direction européenne de la concurrence pour donner son feu vert à l'opération. Et ce, après un travail titanesque d'analyse du trafic ligne par ligne, de sollicitations de concurrents peu bienveillants, mais aussi de questions posées aux aéroports, aux clients d'affaires, sans oublier les nombreuses associations de consommateurs et de passagers, tous peu favorables à la consolidation de l'aérien. Les griefs de Bruxelles à l'opérateur allemand et au Trésor public italien, actionnaire d'ITA, ont été nombreux, et ont été suivis de plusieurs salves de propositions de « mesures correctives ». Au point que le ministre italien de l'Économie, Giancarlo Giorgetti, confiait qu'il y avait perdu le sommeil. Presque jusqu'au bout, on a craint à Francfort comme à Rome que le beau mariage ne soit bloqué.

Mercredi, la Commission a donc dit : « Oui, mais... » « C'est l'achèvement d'une étape historique », s'est réjoui mercredi Giancarlo Giorgetti lors de la conférence de presse au ministère de l'Économie à Rome. Avec une précision que les contribuables italiens, qui ont dû apporter plus de 15 milliards au transporteur aérien historique entre les aides à Alitalia et celles à ITA, auront appréciée à sa juste valeur : « ITA n'aura plus besoin d'aide publique. »

Ce n'est que le premier pas d'un processus, mais un premier pas décisif. Financièrement d'abord, ITA fera une augmentation de capital de 325 millions au profit de Lufthansa, en échange de 41 % de son capital. Au bout de deux ans, si les résultats sont conformes au plan, le groupe allemand pourra monter à 90 % d'ITA. Et d'ici 2033, pourra reprendre les 10 % restants. Montant total de l'acquisition prévue aujourd'hui : 829 millions d'euros. Si la montée au capital est progressive, commercialement, ITA va être intégrée au réseau international multi-hub du groupe Lufthansa : plus précisément, elle devrait se développer à partir du hub de l'aéroport de Fiumicino à Rome sur d'importantes destinations en Amérique, en Afrique et en Asie. Sachant que ITA passera, de l'alliance Sky Team, où siège Air France, à Star Alliance, qui

comprend entre autres Lufthansa, United Airlines et Air Canada.

Pour Lufthansa (Lufthansa, Austrian, Swiss...), qui se heurte à l'encombrement des aéroports allemands, l'acquisition d'ITA a plusieurs atouts. Elle va lui permettre de devenir numéro un de l'aérien en Europe, devant ses deux challengers : Air France-KLM et IAG (British Airways, Iberia...). Et l'implantation en Italie lui permettra de développer son offre sur une zone de chalandise en forte croissance. « Alors qu'ITA ne devrait transporter que 18 millions à 20 millions de passagers cette année, et n'exploite à ce jour que 83 avions, c'est une petite opération pour Lufthansa, mais qui va lui permettre de se renforcer sur du long-courrier à forte croissance », explique Andrea Giuricin, chercheur sur les transports à l'université Bicocca de Milan.

Après avoir beaucoup tergiversé, la Commission européenne a fini par

considérer que les réseaux de liaisons de Lufthansa et ITA sont complémentaires, étant donné que les compagnies « opèrent à partir de différentes plateformes en Europe centrale et en Italie respectivement ». Mais Bruxelles a posé ses conditions et demandé de nombreuses « mesures correctives », à savoir des sacrifices aux deux compagnies qui ont accepté de réduire leurs vols court et long-courrier au départ de Fiumicino (Rome) et de Linate (Milan).

Une extension de la flotte très graduelle

À Linate notamment, où les deux compagnies détenaient ensemble 66 % des slots (créneaux), elles doivent céder vers l'Allemagne, la Belgique, la Suisse et l'Autriche un total de 15 paires de créneaux horaires, soit 30 vols par jour, et bien plus que les 11 slots que Lufthansa lui-même détenait avant l'opération. De

quoi garantir qu'au moins un autre transporteur - on parle d'easyJet et de Volotea - y prenne la place de Lufthansa, mais aussi s'y implante de manière plus structurée, donc plus durable. Cette opération qui résultera d'un accord entre Lufthansa et ces « repreneurs », d'une durée de trois ans, va être elle-même soumise à l'accord de la Commission. À Fiumicino, il est prévu cette fois l'ouverture de nouvelles liaisons vers l'Amérique du Nord, soit en faveur d'un nouveau concurrent, soit au travers d'un renforcement de deux transporteurs déjà présents.

Le business plan qui sous-tend l'opération prévoit une croissance des revenus d'ITA, qui passeraient de 2,4 milliards à 2,5 milliards d'euros cette année, à 4,1 milliards à 4,5 milliards d'euros en 2027. Et ce, avec une extension de la flotte très graduelle, pour atteindre dans le même horizon de temps 96 avions. Et des synergies de coût avec

Lufthansa de 20 % à 30 % quand la compagnie sera pleinement opérationnelle, tant au niveau des achats de carburant que des charges d'exploitation. Quant aux effectifs, ils pourraient passer de 4300 personnes cette année (après les 1200 embauches en cours de finalisation) à 5500 personnes.

Alors que Lufthansa a quatre mois pour boucler l'opération, soit d'ici le début novembre, l'entrée dans ITA lui permettra de nommer deux membres au conseil d'administration, qui siègeront à côté des trois administrateurs du Trésor italien. Lequel nommera le président, tandis que les Allemands nommeront le directeur général. Son profil ? « Un homme aux épaules larges et qui connaît bien Lufthansa, le secteur de l'aviation et l'Italie, car l'intégration des deux compagnies devra aussi être culturelle, et cela dépend des personnes », a prévenu hier le PDG de Lufthansa, Carsten Spohr. ■



ITA va être intégrée au réseau international multi-hub du groupe Lufthansa, ainsi elle devrait se développer à partir du hub de l'aéroport de Fiumicino à Rome sur d'importantes destinations en Amérique, en Afrique et en Asie. SANTI RODRIGUEZ/STOCKADOBÉ

Après les fusées, l'Europe confrontée à la crise des satellites

Véronique Guillermand

Ariane 6 est enfin prête à décoller, mettant fin à la crise des lanceurs. Mais Airbus Space et TAS, leaders des satellites de télécoms, sont en difficulté. Une recomposition de la filière apparaît inéluctable.

Compte à rebours enclenché pour Ariane 6. Sauf aléa de dernière minute, le successeur de la fusée européenne Ariane 5 doit décoller, le 9 juillet, depuis Kourou en Guyane, pour réaliser son premier vol inaugural. À son bord, un lot de 16 petits satellites, dont deux appartenant à la NASA.

L'Agence spatiale européenne, autorité de qualification de la fusée, le Centre national d'études spatiales (Cnes), responsable du nouveau pas de tir et Ariane Group, le constructeur d'Ariane 6, sont confiants. « La dernière campagne d'essais s'est très bien passée. Nous n'avons pas d'inquiétude particulière même si, pour un premier vol, une part de risque est là », a expliqué Philippe Baptiste, président du Cnes. Il rappelle que 47 % des vols inauguraux se soldent par un échec, à l'instar de celui de la fusée japonaise H3, qui a explosé en vol en mars 2023.

Si le vol d'Ariane 6 est un succès, l'Europe retrouvera un accès autonome à l'espace dont elle est privée depuis un peu plus d'un an avec le tir de la dernière

Ariane 5. La nouvelle fusée entre en effet en service avec quatre ans de retard sur son calendrier initial. Le Vieux Continent devra toutefois attendre fin 2024 avant de recouvrer toutes ses capacités, avec la remise en service de la fusée italienne Vega C, clouée au sol depuis fin 2022 après l'échec de sa première mission commerciale.

Ariane 6 doit entamer sa carrière, en déployant le satellite militaire CSO-3 pour le compte du ministère des Armées, dans le cadre de son second vol, prévu en décembre 2024. Mais elle ne lancera pas le satellite MTG-S1 début 2025, comme le prévoyait un contrat signé en 2021 avec Eumetsat, l'organisme européen des opérateurs de services météo. Ce dernier a lâché Ariane 6 au bénéfice de SpaceX et des Falcon 9. « Cette décision a été motivée par des circonstances exceptionnelles », selon Phil Evans, directeur d'Eumetsat sans autre précision.

Le revirement Eumetsat, jusqu'ici fidèle client des fusées Ariane, est désastreux. Il intervient à quelques jours du vol inaugural de la part d'un client censé ap-

pliquer une préférence européenne pour les lanceurs institutionnels. « Eumetsat n'a pas donné sa chance à Ariane 6, un lanceur financé par la plupart de ses 30 États membres, lâche un spécialiste. C'est un coup de poignard dans le dos. » Pour Philippe Baptiste, SpaceX a tendu un piège à des Européens « d'une naïveté sans nom ». « Je n'ai aucun doute sur le fait que SpaceX ait fait une bonne offre tarifaire, et qu'il a mis une deadline quelques jours avant le premier vol d'Ariane 6. »

Arrivée des constellations d'internet haut débit

Dans ce contexte tendu, l'Europe est aussi confrontée à une crise des satellites. Airbus a passé 1,5 milliard d'euros de provisions, dont 900 millions au titre du second trimestre 2024, pour couvrir les pertes de « certains programmes spatiaux de télécoms, de navigation et d'observation » d'Airbus Space. Une somme énorme en regard des ventes annuelles de sa division spatiale (2 milliards). De son côté, Thales Alenia Space (TAS), filiale commune de Thales et de l'italien Leo-

nardo, a engagé un plan de 1300 suppressions de postes (sur 8800).

Airbus Space et TAS, qui dominaient le marché des satellites de télécoms géostationnaires (GEO), à 36 000 km de la Terre, ont été rattrapés par la chute des prix et de la demande (divisée par deux à moins de 10 engins par an en vingt ans), ainsi que par l'arrivée des constellations d'internet haut débit, dont le numéro un mondial n'est autre que Starlink, l'infrastructure de SpaceX. « On ne peut que constater la force et l'efficacité du modèle de SpaceX, basé sur la virtualisation de son activité, des clients finaux jusqu'aux lanceurs en passant par la fabrication de satellites. Nous n'avons pas de modèle équivalent en Europe », relève Philippe Baptiste, président du Cnes. « Faut-il adopter le même modèle ? C'est aux industriels de discuter entre eux », ajoute-t-il.

Le mariage d'Airbus Space et de TAS est un vieux serpent de mer. « Un tel projet impliquerait un fort soutien politique, difficile dans le contexte actuel. Il nécessiterait d'assouplir les règles européennes sur la concurrence », relève un observa-

teur. Un schéma qui verrait ce futur champion des satellites intégrer les satellites de l'allemand OHB puis se rapprocher d'Ariane Group, codétenu à parité par Airbus et Safran, relève de la science-fiction. Pourtant, malgré les obstacles, la filière satellites, trop éclatée, ne peut rester en l'état.

C'est l'avis d'Airbus : « Nous évaluons toutes les options stratégiques pour renforcer nos activités spatiales à l'avenir, y compris les restructurations potentielles », a déclaré Guillaume Faury, président exécutif d'Airbus, fin juin. Interrogé, Thales ne fait aucun commentaire. « Un copier-coller du modèle SpaceX en Europe ne me paraît pas possible », insiste Stéphane Israël, président d'Arianespace. Contrairement à « la mise en œuvre d'une virtualisation ponctuelle autour d'un projet ». Ainsi, « Iris 2 (la future constellation souveraine européenne, NDLR) est une forme de réponse à la mode européenne. Iris 2 prévoit de fédérer autour du projet, les opérateurs et les constructeurs de satellites ainsi qu'un lanceur de référence, Ariane 6 », conclut-il. ■

Le Sénat veut baisser la TVA sur l'électricité

Julien Da Sois

Le rapport de la commission d'enquête estime le coût de cette mesure à 3,5 milliards d'euros.

En plein entre-deux-tours des législatives, l'énergie étant au cœur de la campagne, ce rapport ne devrait pas manquer de faire réagir. La commission d'enquête « sur la production, la consommation et le prix de l'électricité aux horizons 2035 et 2050 » rend sa copie ce jeudi, après avoir entendu plus de 130 personnalités en six mois. Parmi elles, le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, le PDG d'EDF, Luc Rémond ou encore la présidente de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), Emmanuelle Wargon. Pensée comme un prolongement de la commission d'enquête des députés Les Républicains (LR) à l'Assemblée nationale sur « la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France » et de son rapport rendu en avril 2023, elle s'est concentrée sur le système électrique français aujourd'hui, tout en se projetant sur les défis à venir.

« Nous jugeons que ce n'est pas normal de taxer autant l'électricité, alors que c'est un produit de première nécessité et que c'est un facteur de compétitivité pour nos entreprises »

Vincent Delahaye Sénateur centriste de l'Essonne et rapporteur de la commission d'enquête

Installée en janvier, cette commission se retrouve malgré elle au milieu des feux politiques provoqués par la dissolution de l'Assemblée nationale. Mais elle refuse d'être politisée par un camp ou un autre. « Nous avions prévu de faire des recommandations sur le plan de la fiscalité de l'électricité bien avant la campagne électorale et les propositions lancées sur ce thème », précise son rapporteur, le sénateur centriste de l'Essonne Vincent Delahaye. Dans leur rapport, les élus de la Chambre haute proposent en effet « une baisse ciblée de la fiscalité ». « Nous jugeons que ce n'est pas normal de taxer autant l'électricité, alors que c'est un produit de première nécessité et que c'est un facteur de compétitivité pour nos entreprises », estime Vincent Delahaye.

Concrètement, les sénateurs proposent une réduction ciblée de la TVA, de 20 % à 5,5 %, appliquée uniquement à



Les sénateurs proposent une réduction ciblée de la TVA, de 20 % à 5,5 %, appliquée uniquement à une consommation dite « de base » ou « de première nécessité ».

une consommation dite « de base » ou « de première nécessité » (inférieur à 4,5 mégawattheures pour un foyer non chauffé à l'électricité, 6 pour les autres, selon le rapport). Au-delà, le taux de TVA resterait de 20 %. « Une baisse générale et indifférenciée de la TVA serait très coûteuse pour nos finances publiques et particulièrement injuste », écrivent les sénateurs, s'opposant ainsi à une mesure proposée par le Rassemblement national (RN). Ils imaginent le même mécanisme de modulation pour une autre taxe, l'accise sur l'électricité, et la suppression d'une troisième, la contribution tarifaire d'acheminement (CTA). Cet ensemble de mesures de réduction de la fiscalité, qui coûterait 3,5 milliards d'euros par an, entraînerait une baisse de 18 % des factures d'électricité, évaluent les sénateurs.

À côté de ces mesures fiscales, la commission d'enquête recommande « une vraie régulation du prix de l'électricité », critiquant l'accord trouvé en novembre 2023 entre EDF et l'État, car ne garantissant « ni des prix acceptables pour les consommateurs ni des revenus suffisants pour EDF ». Elle propose de lui substituer un « contrat pour différence » (CFD), soit un type de contrat à long terme censé « éviter les variations erratiques de prix ». « Cela permettrait de corriger les prix de l'électricité aux coûts de production et les détacher de ceux du gaz », affirment les sénateurs. Au global, l'ensemble des propositions de la commission d'enquête aboutiraient à une baisse des factures « qui pourrait atteindre plus de 40 % » début 2025, calcule-t-elle.

Côté production électrique, le rapport met principalement l'accent sur le nucléaire. « On a pris beaucoup de retard sur le nucléaire, alors que c'est un très gros atout, car c'est le mode de production qui émet le moins de carbone et qui est le moins cher. Il est donc indispensable de réinvestir ce champ », estime Vincent Delahaye. Les sénateurs estiment nécessaire de prolonger la durée de vie des centrales nucléaires actuelles à soixante ans, voire « en amener certaines jusqu'à quatre-vingts ans », considère l'élu francilien. La commission d'enquête juge « incontournable » la construction de 14 nouveaux réacteurs nucléaires EPR2. Six sont déjà prévus, et Emmanuel Macron a confirmé le mois dernier en voulant huit supplémentaires, pour un total de 14.

Si ce projet ressemble à un vrai défi industriel, les sénateurs appellent, en parallèle, à « relancer au plus vite la recherche sur les réacteurs à neutrons rapides (RNR) ». Et ce, afin de parer au risque, qu'ils jugent « trop peu évoqué », de « raréfaction de l'uranium naturel à une échéance assez rapprochée ». « On pourrait manquer d'uranium à partir de 2070 », souligne Vincent Delahaye. De quoi rendre inopérants les futurs EPR2. Pour la commission d'enquête, la réponse serait les RNR, qui « permettraient à la France de disposer d'une énergie nucléaire pour des centaines d'années, compte tenu notamment de leur capacité à utiliser l'uranium appauvri dont la France détient des stocks considérables ». Reste à savoir si le camp vainqueur des législatives ce dimanche reprendra à son compte une partie des propositions de ce rapport. ■

Les confessions d'un redresseur d'entreprises en difficulté

Claudia Cohen

Cédric Dugardin, ex-patron de transition de Solocal, Bourbon et Conforama, détaille l'évolution d'un métier à risques.

« On m'appelle souvent à la minute qui précède celle où il sera trop tard ! », lance au Figaro Cédric Dugardin, dirigeant de transition, spécialisé depuis 2017 dans les entreprises en difficulté. Ce militaire de formation, chef de peloton blindé ayant fait dix ans de réserve, s'est occupé ces sept derniers mois de la quatrième restructuration financière de Solocal (ex-Pages Jaunes), asphyxiée par une dette dont la genèse remonte au début des années 2000. Les clés de cet ancien fleuron national, déglouti jusqu'ici par des hedge funds anglo-saxons, viennent d'être confiées au publicitaire Maurice Lévy, nouveau propriétaire.

« La meilleure image pour illustrer mon métier de manager de crise serait une traversée de l'Atlantique, quand le vent et les vagues cognent ! », sourit Cédric Dugardin, qui quittera ses fonctions de directeur général de Solocal dans quelques jours. Ce professionnel des situations à haut risque a pris la tête de nombreuses entreprises au fil des années : l'armateur Bourbon, lors de sa deuxième restructuration de dette, le spécialiste de l'ameublement Conforama, au moment où les créanciers ont repris les clés au groupe Steinhoff avec le lancement d'un PSE, les messageries de presse Prestallat, le constructeur Consolis, l'APST (Association professionnelle de solidarité du tourisme), fragilisée par la faillite de Thomas Cook, ou encore la PME Eugène Perma.

« Un bon manager de crise doit cristalliser les décisions et pousser à l'action, estime ce diplômé de Sciences Po et de la London School of Economics. Dans les PME, il faut aussi jouer le rôle de médecin de guerre, en déterminant quels fournisseurs, à un moment T, l'entreprise peut se permettre de ne pas payer ou en gérant à l'euro près l'achat au quotidien des matériaux utilisés par les salariés. »

Équilibre des pouvoirs inversé entre actionnaires et créanciers

Le professionnel peut être missionné par Bercy, ou le comité interministériel de restructuration industrielle (Ciri) afin d'aider une entreprise de plus de 400 salariés, les avocats de la société ou ses créanciers. « Sur des gros dossiers de restructuration, nous sommes une dizaine en France à avoir le savoir-faire. Je suis le petit nouveau du milieu, où j'estime que chacun a sa propre méthode », glisse-t-il. Patrick Puy et Arnaud Marion comptent parmi les profils les plus connus du métier. « Le temps long en crise, c'est trois mois ! Il vaut parfois mieux une solution imparfaite, mais prise rapidement », estime Cédric Dugardin. « La seule chose qui compte vraiment pour une entreprise est le cash. Or ce n'est pas une donnée financière que l'entreprise a besoin de montrer par trimestre, même si elle est cotée... C'est cette mauvaise appréciation du cash qui peut mener souvent à prendre des décisions erronées », poursuit-il.

Depuis la transposition de la directive européenne relative aux restructurations, fin 2021, l'équilibre des pouvoirs entre actionnaires et créanciers s'est inversé. Cette dernière instaure, entre autres, un nouveau système de votes, qui permet d'imposer un plan avec une seule classe de créanciers. « Désormais, les créanciers seniors, à eux seuls, peuvent tout changer... Les actionnaires, qui ne souhaitent pas faire d'efforts pour remettre au pot ou qui n'en n'ont tout simplement pas les moyens, ont perdu du pouvoir, résume Cédric Dugardin. L'avenir dira si c'est une bonne chose. Ce qui est sûr, c'est qu'il est plus facile de résoudre des situations complexes d'actionariat familial, qui ne voudrait pas lâcher les clés. » Des situations qu'a rencontrées le professionnel chez Bourbon et Eugène Perma. « Ces dernières années, les banques françaises de réseau sont plus frileuses à prendre les clés d'une entreprise, dans le cadre d'une conversion de dette en capital, observe-t-il. L'opérationnel n'est pas leur métier et cela leur pose aussi des problèmes de gouvernance. »

À l'image de Solocal, Bourbon ou Casino, comment expliquer que de nombreux dossiers français de restructuration reviennent très régulièrement sur la table ? Cédric Dugardin avance trois explications : « Il y a ce qu'on appelle la "restructuration molle", où l'entreprise, pour des raisons très personnelles ou politiques, fait volontairement juste ce qu'il

faut, en espérant que cela suffira... Dans d'autres cas, la restructuration financière peut être basée sur des prévisions de croissance, de trésorerie ou même de coût de matière erronées... Et puis, parfois, le marché finit tout simplement par se retourner et l'entreprise ne peut pas y faire grand-chose », analyse-t-il. Dans l'Hexagone, les tribunaux de commerce et Bercy privilégient la préservation de l'emploi, à l'inverse de ce qui se fait sur les marchés anglo-saxons.

La restructuration financière ne présente que la partie émergée de l'iceberg, le plus dur restant à faire ensuite : le volet opérationnel. « Pendant la restructuration financière, il faut déjà essayer de préserver la réputation de l'entreprise en évitant de faire la une des journaux, pour ne pas faire fuir ses clients... Et en communiquant l'état réel des finances aux salariés », analyse Cédric Dugardin.

Petit milieu du restructuring

Au total, la quatrième restructuration de Solocal aura coûté une vingtaine de millions d'euros, répartis entre les honoraires de professionnels comme l'administratrice Hélène Bourbouloux, l'avocat associé chez Gibson Dunn Jean-Pierre Fargès ou encore les cabinets AlixPartners et Eight Advisory. « Ce n'est pas excessif, puisqu'elle a permis d'écraser 217 millions d'euros de dette, d'apporter 43 millions d'euros de fonds propres et, surtout, l'arrivée d'un nouveau propriétaire de choix... »

Interrogé sur les liens de proximité que peuvent nouer les professionnels du petit milieu du restructuring, qui finissent par se retrouver sur les mêmes dossiers à quelques années d'intervalle et font souvent face aux mêmes créanciers, Cédric Dugardin estime que « c'est un avantage. La communication est plus facile et honnête, puisque chacun sait qu'il n'a aucun intérêt à faire de coups bas. »

Ces derniers temps, il observe un bond inquiétant du niveau de PME et d'ETI en procédures collectives. Ce dernier s'approche de celui de 2009, au lendemain de l'effondrement de Lehman Brothers, avec comme conséquence un nombre important d'emplois en jeu. « Il y a un risque dans les prochains mois de voir des actionnaires, notamment familiaux, expropriés. Beaucoup font face au remboursement du PGE et sont incapables d'apporter de l'argent frais pour leur entreprise », anticipe le dirigeant de crise, alors que le pays se dirige vers l'inconnu, à la veille du deuxième tour des élections législatives.

Quand à son avenir professionnel, il reconnaît que l'intermission entre deux dossiers n'est pas toujours chose aisée... « Il n'y a pas d'offres d'emplois postés sur LinkedIn », sourit Cédric Dugardin, qui a déjà connu une période creuse de quatre mois. Il faut que les gens pensent à vous, et ils vous appellent généralement le lundi pour le mardi ! En attendant, la gestion de la trésorerie est clé... ■

Bel et Dassault s'associent pour révolutionner l'agroalimentaire

Manon Malhère

Le groupe familial a conclu un partenariat avec l'éditeur de logiciels afin d'accélérer la transformation du secteur.

C'est une véritable révolution pour le secteur de l'agroalimentaire. L'éditeur de logiciels français Dassault Systèmes* et le groupe familial Bel, propriétaire de La Vache qui rit, Kiri ou encore Maternelle, ont scellé un partenariat ambitieux pour accélérer la transformation digitale de l'industrie alimentaire. Avec une forte volonté d'intensifier l'innovation. « Ce partenariat n'est pas anecdotique », confie la directrice générale de Bel, Cécile Béliot. Il va permettre à l'industrie agroalimentaire de faire « face à un enjeu majeur qui est de réinventer l'alimentation de demain : meilleure pour la santé, moins grasse, moins sucrée et plus végétale ».

Avec cette collaboration, dont l'accord et la feuille de route ont été scellés dès la fin 2023, Dassault Systèmes apporte à Bel des solutions technologiques qui s'appuient sur sa plateforme d'innovation 3DEXperience. Lancée en 2012, elle offre aux entreprises des moyens de visualiser et de modéliser leurs nombreuses données tant au niveau de la conception que de la fabrication des produits.

Utilisées dans plusieurs secteurs d'activité depuis de nombreuses an-

nées, dont l'espace et l'aviation, ces solutions s'imposent en effet de plus en plus auprès des secteurs qui travaillent avec de la « matière vivante » et des molécules qui la composent. « Dassault Systèmes est déjà très actif dans la gestion de la matière vivante avec le développement de solutions technologiques dans le secteur de la santé. 60 % des essais cliniques en cours dans le monde sont réalisés avec notre plateforme », explique Bernard Charlès, président du conseil d'administration de Dassault Systèmes.

« Dans le secteur de l'agroalimentaire, nos solutions technologiques peuvent déjà s'appliquer à quelques étapes comme sur l'outillage en usine. Avec ce partenariat, c'est la première fois qu'on va lier l'ensemble des étapes de production », précise-t-il.

Cette collaboration est en particulier novatrice pour les activités d'innovation et de recherche du groupe Bel, dont le déploiement débutera à partir de 2025. L'objectif ? Utiliser l'intelligence artificielle pour élaborer de nouvelles recettes des produits alimentaires – à l'instar du fromage Babybel – qui soient meilleures pour la santé en explorant de nouvelles molécules. Notamment, les protéines végé-



Cécile Béliot, directrice générale de Bel, et Bernard Charlès, président du conseil d'administration de Dassault Systèmes, ont notamment pour objectif d'utiliser l'intelligence artificielle pour élaborer de nouvelles recettes. VLADAN FILIPOVIC

tales qui sont de plus en plus recherchées comme une alternative à celles animales, insuffisantes pour nourrir toute la planète.

Des millions d'économies

« Aujourd'hui, pour inventer les recettes, vous passez par un ingénieur qui travaille dans son laboratoire avec un Thermomix. Demain, nous utiliserons aussi les données et les modélisations mathématiques pour tirer le meilleur des protéines et autres molécules vivantes », explique la directrice générale du géant de l'agroalimentaire qui a engagé un tournant végétal il y a une petite dizaine d'années.

Par ailleurs, l'enjeu est d'améliorer l'efficacité au sein des usines de l'industriel agroalimentaire. Le partenariat est déjà en œuvre dans son usine de

fromagerie « pilote » située en Mayenne, où plusieurs outils pour optimiser sa production ont été mis en place. Par exemple, l'installation de capteurs pour repérer en très peu de temps des anomalies comme des microfuites.

Enfin, l'interconnexion de toutes les données récoltées (sur la recherche et le développement ou encore sur la production en usine), qui pourra être partagée au sein de l'entreprise via une plateforme unique, est un facteur clé. « L'objectif est d'avoir une représentation par donnée de tout ce que fait l'entreprise au quotidien. Nous essayons de caractériser les produits, les savoir-faire via les outils technologiques tout au long du circuit de production », précise Bernard Charlès. Les représentants de Dassault Systèmes et de Bel en sont convaincus : cette évolution offrira une

meilleure compréhension de toute la chaîne de production, gage de plus d'efficacité et de productivité.

Ce plan de transformation de la production alimentaire devrait permettre à Bel de faire des dizaines de millions d'économies à terme. Elle ne se fera toutefois pas du jour au lendemain, mais sur plusieurs années, et impliquera de prendre des initiatives parfois risquées commercialement. Si, par exemple, le nouveau produit n'est pas au goût des consommateurs. « Cette transformation a un coût, avec des investissements mais aussi des prises de risque, notamment réputationnelles », souligne le président du conseil d'administration de Dassault Systèmes. ■

* Dassault Systèmes est une filiale du groupe Dassault, propriétaire du « Figaro ».

Le laboratoire français Kyutai passe à l'offensive face à OpenAI

Keren Lentschner

Il a mis au point Moshi, un assistant vocal ultrarapide qui sera à la disposition des développeurs et des start-up.

« Nous allons faire un jeu de rôle. Nous sommes sur le vaisseau « The Enterprise », avec pour mission de découvrir s'il y a de la vie sur une planète éloignée. Tu es l'assistant, je suis le capitaine. » « C'est une mission difficile, je suis prêt ! », répond la voix, avant d'évoquer l'itinéraire de la mission et de décrire les raisons de sa présence. Sept mois après sa création, le laboratoire français d'intelligence artificielle a but non lucratif Kyutai a dévoilé Moshi, son

assistant vocal capable de répondre en temps réel.

Cofondé par Xavier Niel (PDG d'Iliad), Rodolphe Saadé (PDG de CMA CGM) et Eric Schmidt (ex-patron de Google), Kyutai (« sphère » en japonais) entend bien jouer dans la cour des grands. Moshi rivaliserait même en rapidité avec ChatGPT-4o, la dernière version de l'assistant conversationnel dévolue en mai dernier par OpenAI. « La communication va bien au-delà du texte, a expliqué Patrick Perez, PDG de Kyutai,

lors d'une présentation au Centre de recherche sur la création musicale (Ircam). La façon dont nous formulons les choses est importante, de même que le ton qu'on emploie, les émotions, les brèves interruptions qu'il peut y avoir dans une phrase. Nous avons voulu apporter tout ça avec Moshi. »

Moshi, qui a été mis au point par une équipe de huit personnes, parmi lesquelles des anciens de Meta et DeepMind (Google), répond aux questions, donne des conseils et est également ca-

pable d'interpréter des rôles. Il est surtout très rapide pour répondre aux requêtes, offrant des interactions naturelles, allant même parfois jusqu'à couper la parole aux interlocuteurs. À l'inverse de la plupart des assistants conversationnels, il ne convertit pas une requête vocale en texte, mais y répond directement par la voix avec un temps de latence de 160 millisecondes, « un record mondial » selon le laboratoire. Le délai de la plupart des assistants conversationnels atteint 3 à 5 secondes. « Moshi est capable de parler et d'écouter en même temps », détaille Alexandre Défossez, membre fondateur de Kyutai. Moshi parvient à exprimer et à comprendre les émotions. Il peut aussi plaisanter, chuchoter ou encore imiter des accents. « Parle avec un accent français et récite-moi un poème sur Paris », lui a-t-on demandé lors d'une démonstration applaudie par l'assistance.

« Moshi est capable de parler et d'écouter en même temps »

Alexandre Défossez
Membre fondateur de Kyutai

Moshi, qui a bénéficié de la puissance de calcul de Scaleway, une des filiales d'Iliad, et des puces Nvidia, fonctionne pour le moment uniquement en anglais. Il a été mis au point grâce à Hélium, le modèle de langage maison de Kyutai, et a été entraîné à partir d'un mélange de conversations sonores – réelles ou synthétiques – et de textes. Kyutai avait été doté d'une enveloppe de 300 millions d'euros. « Une partie majoritaire des fonds a été utilisée pour faire tourner les machines afin d'entraîner les modèles et de trier les données », explique Patrick Perez. Kyutai espère « nouer des partenariats privilégiés » avec des institutions et médias français

pour accéder à des données audio de qualité dans la langue de Molière. Quant à la voix de Moshi, Kyutai a fait appel à une artiste qui a enregistré plus de 70 types d'émotions ou de façons de parler différentes (murmure, effroi...).

Moshi, dont la version de démonstration est désormais accessible en ligne, est encore à l'état de prototype. Un article scientifique devrait être publié dans les prochaines semaines. Puis le code et les poids des modèles seront partagés gratuitement sur des plateformes comme Github ou Hugging Face. « L'objectif est que les chercheurs ainsi que les développeurs, start-up et grands groupes capables de les transformer en produits et services s'en emparent, explique au Figaro Patrick Perez. Cela pourrait notamment permettre de créer des outils pour les personnes qui ne peuvent plus parler. Cette technologie pourrait ainsi être étudiée en profondeur, modifiée, étendue ou spécialisée en fonction des besoins. »

En novembre dernier, Kyutai – qui a le statut de fondation – avait été lancé en grande pompe à Station F devant un parterre d'entrepreneurs de la tech et en présence du ministre délégué au Numérique, Jean-Noël Barrot. Disposer de modèles d'intelligence artificielle (IA) français et européens est « un enjeu de souveraineté technologique », avait affirmé Emmanuel Macron dans une intervention vidéo. L'équipe s'était alors donné un an pour concevoir un nouveau modèle d'intelligence artificielle.

« Notre espoir est que Moshi puisse faire naître ou se développer des champions français tout en gardant ces technologies ouvertes, confie Patrick Perez, qui souhaite désormais plancher sur l'image et sur d'autres langues. Nous ne voulons pas qu'elles soient uniquement entre les mains d'un petit nombre d'acteurs chinois et américains. Il faut qu'il y ait une offre alternative. » ■

LA SÉANCE DU MERCREDI 3 JUILLET

LE CAC											
	JOUEUR	VAR	HAUT KOUR	BAS KOUR	SCAPEN	SI/2		JOUEUR	VAR	HAUT KOUR	BAS KOUR
ACCOR	39,23	+264	39,24	38,28	0,194	+13,38	LMVH	714,8	+0,73	725,6	712,4
AIR LIQUIDE	164,2	-0,81	164,3	162,3	0,116	-6,77	MICHELIN	35,23	+0,71	35,48	34,84
ARBUS	135,84	+3	136,1	132,14	0,195	-2,82	ORANGE	9,524	+0,29	9,596	9,46
ARCELORMITTAL SA	215	+17	210,95	21,38	0,363	-16,36	PERNOD RICARD	151,05	+27	131,05	128,3
AXA	31,67	+17	31,91	31,23	0,182	-1,39	PUBLICIS GROUPE SA	99,54	+139	99,62	97,8
BNP PARIBAS ACTA	62,73	+245	63,18	61,55	0,31	+0,22	REPUBLIC	49,73	+128	50,42	49,52
BOUYGUES	30,94	-0,68	31,25	30,62	0,25	-9,32	SAFRAN	203,2	+125	203,5	200,5
CAPGEMINI	192,1	+0,95	192,95	189,95	0,144	+1,77	SAINT BOBAIN	76,84	+314	76,94	74,8
CAREFOUR	13,705	+144	13,79	13,5	0,376	-17,27	SANOFI	90,23	-0,23	91	89,77
CREDIT AGRICOLE	13,26	+224	13,385	13,05	0,25	+1,17	SCHNEIDER ELECTRIC	229,2	+205	230,35	225,95
DANONE	58,14	+559	58,32	57,74	0,163	-0,92	SOCIETE GENERALE	23,955	+218	23,24	22,58
DASSAULT SYSTEMES	35,26	+22	35,49	34,5	0,14	-20,29	STELLANTIS NV	18,3	+40,9	18,46	18,074
EDENRED	41,01	+227	41,43	40	0,216	-24,25	STMICROELECTRONICS	37,87	+212	38,13	37,45
ENGIE	13,98	-0,83	14,09	13,84	0,277	-12,17	TELEPERFORMANCE	112,8	+5,37	113,05	106,9
ESSILORLUXOTTICA	201,4	+0,7	202,6	200	0,077	+0,9	THALES	155,1	+2,38	155,15	151,15
HERMÈS SCIENT.	44,54	+0,79	46,1	44,38	0,511	-24,48	TOTALENERGIES	64,83	+128	64,93	64,04
HERMÈS INTL	2117	+0,71	2148	2107	0,052	+0,33	UNILEVER	76,42	+165	76,54	74,84
KERING	330,6	+63,38	334,1	327,8	0,078	-17,14	VEOLIA ENVIRONN	28,88	+205	29,19	28,35
L'OREAL	405,45	-0,05	411,3	405,45	0,074	-10,03	VINCI	102,8	+143	103	101,15
LEGRAND	94,4	+0,62	94,88	93,86	0,118	+0,32	VIVENDI SE	9,896	+0,59	9,932	9,826

LES DEVISES			1 EURO=		
	MONNAIE				
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6123	AUD		
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,4703	CAD		
GBR BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8468	GBP		
HONG-KONG	DOLLAR DE HONG-KONG	8,4033	HKD		
JAPON	YEN	174,18	JPY		
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9718	CHF		
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,0758	USD		
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,372	TND		
MAROC	DHIRAM	11,103	MAD		
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	35,0501	TRY		
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	51,863	EGP		
CHINE	YUAN	7,8247	CNY		
INDE	ROUPIE	89,836	INR		
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	144,66	DZD		

L'OR			VEILLE		
Lingot 1kg	70 341,7€	+17,01%			
Lingot 100g	7 045,07€	+16,98%			
Lingot 50g	3 529,54€	+16,94%			
Lingot ONCE (31,10g)	2 199,94€	+16,91%			
Lingot 10g	714,61€	+16,72%			
Lingot 2,5g	186,58€	+15,97%			
20F NAPOLÉON	438,52€	+17,02%			
20F SUISSE	433,02€	+17,02%			
SOUVERAIN	548,79€	+17,02%			
KRUGGERAND	2 340,73€	+17,02%			
50 PESOS	2 793,85€	+17,02%			
10 DOLLARS	1143,83€	+17,02%			
20 DOLLARS	2 286,66€	+17,02%			

Les législatives, une aubaine pour les start-up spécialistes du ciblage électoral

Claudia Cohen

Les partis passent par ces services afin de toucher les électeurs censés être les plus sensibles à leurs idées.

C'est l'heure des stratégies dans les arrière-cuisines des partis politiques, au lendemain du dépôt des candidatures pour le second tour des élections législatives. Celle, plus précisément, des savants technologiques et des « data scientists », qui promettent aux candidats de leur arracher des voix supplémentaires dimanche grâce au ciblage électoral. Un argument de poids face un scrutin historique pour la France, et à l'issue incertaine. « J'ai reçu des coups de fil quelques minutes après l'annonce surprise du chef de l'Etat de la dissolution de l'Assemblée nationale. Des futurs candidats voulaient s'assurer d'avoir toutes les cartes en main pour faire de la communication ciblée », confie au Figaro Stéphane Boisson, cofondateur de Poligma. Ce spécialiste des cartographies électorales venait tout juste d'achever son travail pour les européennes avec le PS et le parti Place publique de Raphaël Glucksmann.

Données publiques de l'Insee, de la CAF, du Trésor public, de France Travail ou encore du ministère de l'Intérieur... « En croisant plus de 4000 variables territoriales disponibles et anonymisées, tels que le nombre de familles monoparentales, le niveau de diplôme ou la catégorie socio-professionnelle dominante dans un quartier, avec les résultats aux dernières élections depuis 2012 par bureau de vote, les militants qui font du porte-à-porte ont de grandes chances de tomber sur le profil type de citoyen qu'ils savent pouvoir convaincre », raconte le professionnel. Pour ces élections législatives, sa société facture ses services jusqu'à 3500 euros pour plusieurs dizaines de candidats à travers le territoire, allant d'Horizon au Nouveau Front populaire (NFP). « Des députés en mandat utilisaient déjà à l'année notre logiciel Récit, pour faire du pilotage de politiques publiques », précise-t-il.

En une décennie, le big data a profondément transformé la communication politique, devenant même un marché pour de nombreuses entreprises qui monnaient leurs technologies directement auprès des équipes des candidats. Porte-à-porte ciblé, budget participatif, cartographie intelligente, fichier des électeurs... le recours à ces logiciels de gestion de campagne électorale se démocratise en France. À tel point que d'un extrême à l'autre du spectre politique, tous les principaux partis se sont laissés séduire lors des européennes. Le Rassemblement national avait, par exemple, choisi de segmenter son électoral par métier, en ciblant particulièrement par



Les entreprises technologiques (ici, le logiciel de gestion de campagne de Poligma), tout comme les candidats, sont soumis au RGPD européen et aux règles de la Cnil. UFAH51 - STOCK.ADOBE.COM ; POLIGMA : PHOTOMONTAGE SEBASTIEN LEROUX/LE FIGARO

e-mail les infirmiers et les policiers. « Les résultats des élections européennes sont déjà intégrés dans notre outil », glisse Florent Barre, à la tête d'une autre start-up de la « Civic Tech », Qomoon.

Les premières sources de données exploitées par les candidats pour ces législatives restent celles recueillies par leurs partis au fil des années, à travers des inscriptions à leurs newsletters ou encore lors de signatures de pétitions. « Ce type de logiciels sert simplement à traiter un vo-

« En croisant plus de 4000 variables territoriales disponibles et anonymisées, les militants qui font du porte-à-porte ont de grandes chances de tomber sur le profil type de citoyen qu'ils savent pouvoir convaincre! »

Stéphane Boisson
Cofondateur de Poligma

lume de données trop laborieuses à exploiter efficacement manuellement, d'autant que le staff d'un candidat est limité », glisse un directeur de campagne. En moyenne, un candidat très bien entouré qui se présente dans une circonscription de plusieurs dizaines de milliers d'habitants s'appuie sur une quarantaine de bénévoles actifs. « Ces outils de big data représentent surtout une aubaine pour les nombreux candidats qui se sont retrouvés parachutés par leur parti sur des territoires inconnus », ironise un conseiller politique.

Où sont les bureaux de vote prioritaires? Comment s'assurer de bien mobiliser sa base électorale? « Dans ces élections précipitées, les équipes de campagne ont moins de temps pour élaborer une segmentation très pointue de leur corps électoral. Elles s'aident de notre logiciel pour mobiliser les abstentionnistes qui ont, selon leurs profils, de grande chance d'adhérer à leur cause », explique Florent Barre, qui travaille avec soixante-dix candidats pour ces législatives, « de droite comme de gauche, à l'exception des extrêmes ». Les députés sortants, candidats à leur propre

réélection, optent plus facilement pour des messages personnalisés.

Pour envoyer par SMS, par e-mail ou passer un appel téléphonique automatisé aux électeurs ciblés avant vendredi minuit, date qui marque l'ouverture de la période de « réserve électorale », les équipes des candidats font appel à des « data brokers ». Ces entreprises, telles que Zecible et SelfContact, achètent et revendent des informations sur des consommateurs (numéros de téléphone, adresses mail...) issus de fichiers commerciaux. Ces données ont généralement été recueillies sur internet après qu'un utilisateur naviguant sur un site a accepté de partager ses informations personnelles avec des « sites partenaires » lors de, par exemple, la création d'un compte client ou un achat en ligne. « Le candidat n'a jamais directement accès à ce type de données », clarifie un directeur de campagne. Selon nos informations, un SMS envoyé aux 45000 habitants d'un quartier parisien est facturé près de 10000 euros.

Les entreprises technologiques tout comme les candidats sont soumis au

RGPD et aux règles de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil). Il y a quelques jours, la Cnil a haussé le ton après avoir reçu, à l'issue des élections européennes, 167 signalements et deux plaintes de citoyens pour les « mauvaises pratiques » de certains candidats. La Commission a en retour adressé quatre rappels à la loi aux partis concernés et lancé une procédure de contrôle contre un candidat. Pour ces élections législatives, le prestataire Zecible a mis en place un système d'« opt-out » de 48 heures, où il demande aux citoyens s'appropriant à être ciblés par un parti politique la permission de leur envoyer un SMS.

Les cadres financiers, légaux et techniques qui entourent les campagnes électorales dans l'Hexagone ne permettent pas d'avoir un marché d'hyperciblage électoral aussi développé que sur les marchés anglo-saxons, comme le Royaume-Uni et les États-Unis. « Les jeunes démocraties de l'Europe de l'Est sont également bien plus en avance que la France sur l'usage du big data en politique », conclut Florent Barre. ■

Arthur Dreyfuss quitte BFMTV et RMC rachetés par CMA CGM

Chloé Woitier

La direction de l'ex-Alice Media revient par intérim à Nicolas de Tavernost, vice-président de CMA Médias.

BFM et RMC entrent dans une nouvelle ère. Devenu officiellement ce mardi propriété de l'armateur CMA CGM après sa vente pour 1,55 milliard d'euros par le groupe Alice (SFR), l'ex-Alice Media a vu sa direction générale changer de visage quelques heures plus tard. Le PDG d'Alice France, Arthur Dreyfuss, a en effet annoncé dans la soirée son départ de la direction générale d'Alice Media, un poste qu'il occupait depuis 2020. « C'est sa décision personnelle. Il a le sentiment du devoir accompli dans cette transition », confie au Figaro une source proche du dossier.

« Contrairement à ce que je pensais et à ce que je vous avais annoncé le 15 mars dernier, je ne poursuivrai pas à la tête de notre groupe média. Ce choix, difficile et mûrement réfléchi, a été acté ces derniers jours », a écrit dans un message aux salariés du pôle audiovisuel ce fidèle lieutenant de Patrick Drahi. « Ne pas poursuivre à la tête du groupe média est plus utile pour le nouvel actionnaire, plus pertinent pour le groupe et plus co-

hérent pour moi », poursuit-il. « Avec Rodolphe Saadé, s'ouvre, sur des fondations extrêmement solides, un nouveau chapitre et ce pour le meilleur. CMA CGM est un grand groupe industriel, français, familial, porteur de valeurs fortes et qui s'inscrit dans le long terme », affirme Arthur Dreyfuss. L'armateur a, lui, remercié le dirigeant pour « sa contribution au développement et au succès de RMC-BFM » - qui est le nouveau nom, pas forcément définitif, d'Alice Media.

Un nouvel organigramme a aussitôt été mis en place pour pallier ce départ imprévu. La direction générale de BFMTV, BFM Régions, BFM Business, RMC et RMC Découverte revient à l'un des noms les plus célèbres de l'industrie audiovisuelle française : Nicolas de Tavernost. Il s'agit d'une nomination par intérim pour l'ex-président du directoire du groupe M6. Ce dernier a rejoint le groupe CMA CGM en mai dernier pour devenir vice-président du pôle média de l'armateur et président de son comité stratégique. CMA



SEBASTIEN SCHRANKE/LE FIGARO

Avec Rodolphe Saadé s'ouvre sur des fondations extrêmement solides un nouveau chapitre, et ce, pour le meilleur

Arthur Dreyfuss
Ex-directeur général d'Alice Media

Media, présidé par Véronique Saadé, comprend les radios et télévisions de RMC-BFM, mais aussi les titres de presse La Provence, Corse-Matin et La Tribune.

Une autre nomination, cette fois définitive, a eu lieu peu avant le départ d'Arthur Dreyfuss. Membre de la garde rapprochée de la famille Saadé, Benoît Tournebize est devenu directeur général adjoint de RMC-BFM. Ce dirigeant a occupé ces quinze dernières années de nombreuses fonctions au sein de l'armateur, où il fut de 2017 à 2019 directeur de la communication, puis, de 2019 à 2023, directeur de cabinet du PDG Rodolphe Saadé. Il était depuis quelques mois directeur de la communication et du marketing de CEVA Logistics, une des branches du groupe.

« Benoît Tournebize a rejoint CEVA au moment de l'intégration de Bolloré Logistics. La même logique préside à sa nomination chez RMC-BFM : il faut une personne avec une très bonne connaissance du groupe pour accompagner ces rapprochements », explique un proche. Il a également suivi de près la diversification de CMA CGM dans les médias, et a été l'un des moteurs de l'acquisition du journal La Provence en 2022.

Le passage de RMC-BFM sous le pavillon de CMA CGM pourrait provoquer d'autres départs, le changement d'actionnaire ouvrant automatiquement une clause de cession chez les journalistes du groupe. « La volonté de CMA CGM est de conserver le management de ces médias. C'est une activité nouvelle pour le groupe, et nous bénéficierons de tous ces talents », souligne un porte-parole. Afin d'obtenir le feu vert de l'Arcom pour cette acquisition, l'armateur a pris des engagements sur « le pluralisme, l'honnêteté et l'indépendance de l'information et des programmes » de ses nouvelles chaînes. Par ailleurs, il a dû s'engager à séparer strictement les régies publicitaires de La Provence et des déclinaisons locales de BFM dans le sud-est de la France pour emporter l'autorisation de rachat de l'Autorité de la concurrence.

La direction de CMA Media passera un grand oral le 16 juillet à 9 heures face à l'Arcom. Le groupe a en effet déposé un dossier pour renouveler la fréquence de BFMTV, qui, comme 14 autres chaînes de la TNT, arrive à expiration. ■

LE FIGARO et vous



STYLE

EN IMMERSION CHEZ TEINTURES DE FRANCE, L'ATELIER QUI RÉALISE LES DÉLIRES TEXTILES DES COUTURIERS **PAGE 31**



LYRIQUE

LE FESTIVAL D'AIX CRÉE « SAMSON » L'OPÉRA INACHEVÉ IMAGINÉ PAR VOLTAIRE ET RAMEAU **PAGE 33**



En Autriche, le château de Sissi devient un hôtel de luxe

Près de Salzbourg, l'ombre impériale de Romy Schneider plane sur ce nouveau 5-étoiles du groupe Rosewood. Visite exclusive.

PAGE 30

À la claire fontaine des Innocents

Claire Bommelaer

Le célèbre monument parisien, œuvre de Lescot et Goujon, a été restauré. Une exposition à Carnavalet retrace ses multiples pérégrinations.

Impossible de la rater ! La fontaine des Innocents, trône, blanche et en eau, chef-d'œuvre du XVI^e siècle retrouvé du quartier des Halles. Après des années d'abandon, de dommages dus à la pollution, aux intempéries, le monument vient d'être restauré par la ville de Paris qui lui a consacré 4,5 millions d'euros. Les nymphes sculptées au corps voilé, la vasque de bronze d'où jaillit l'eau, les pilastres, se détachent nettement, et tout est un éblouissement. Qui tranche avec l'environnement, et avec les commerces - Mac Do en tête - bordant la place.

En dix minutes à pied, on rejoint le Musée Carnavalet pour découvrir, jusqu'à la fin de l'été, une exposition fournie, illustrée par des gravures et des photos (dont celles d'Atget ou de Cartier-Bresson) retraçant la longue histoire du monument, ainsi que celle d'un quartier sempiternellement en mouvement. Considérée comme l'une des plus anciennes de Paris, la fontaine des Innocents fut érigée en 1549 à l'angle des actuelles rue Saint-Denis et Berger, sur le chemin emprunté par les rois de la porte Saint-Denis au palais de la Cité.

Attribuée à l'architecte Pierre Lescot et sculptée par Jean Goujon, elle est, dans sa première version, adossée à l'église des Saints-Innocents et au cimetière adjacent. Dotée d'une loggia et d'arcades, elle célèbre l'eau à grand renfort de nymphes et tritons entourés de petits génies. Au XVIII^e siècle,

on décide de déplacer le cimetière des Innocents pour des raisons d'hygiène, et le monument est lui aussi déplacé. Posé au centre de la place, il devient le symbole du marché des Innocents qui l'entoure. Les gravures de porteurs d'eau, ou du restaurant des Pieds humides, qui y puisait l'eau pour son bouillon, en témoignent.

Une inspiration pour des générations de sculpteurs

Au XIX^e siècle, nouveau tournant : les étals sont remisés, au profit des halles de Victor Baltard, un chamboulement immortalisé par le photographe Charles Marville. La fontaine est à nouveau déplacée dans un square voisin. Elle prend l'allure qu'on lui connaît. Pour des raisons de conservation, les reliefs aux décors marins sont alors déposés au Louvre. Ils ont été prêtés au Musée Carnavalet le temps de l'exposition. Face à eux, le visiteur comprend mieux pourquoi l'art virtuose de Jean Goujon inspira des générations de sculpteurs.

Dans les années 1970, la fontaine sera à nouveau au cœur d'un maelstrom. C'est l'heure de la destruction des pavillons de Baltard et du transfert des marchés de gros à Rungis. Une nouvelle fois, les promoteurs songent à démonter l'ouvrage qui tranche avec la nouvelle esthétique du quartier. Mais la fontaine est trop fragile. Depuis, elle assure une permanence du vieux Paris issu de la Renaissance, et un témoignage de l'art de Goujon. ■



LONGINES
PILOT MAJETEK

Elegance is an attitude
LONGINES

*L'élégance est une attitude

Philippe Viguié-Desplaces
Envoyé spécial à Fuschl am See

Lieu de tournage iconique de la célèbre trilogie du cinéma glamour des années 1950, le château de Fuschl, sur lequel plane l'ombre de Romy Schneider, est désormais un hôtel de luxe. «Le Figaro» a pu, en exclusivité, y passer la nuit à la veille de son ouverture.

C'est la première image du film Sissi. Sur un lac, supposé être en Bavière, glisse un radeau que poussent quatre solides bûcherons en culotte de peau. Au bord de l'eau, se tient debout sur un ponton le duc Max en Bavière (Gustav Knuth), que les hommes saluent d'une même voix : « Mes respects votre altesse ». Sur un fond musical de « Tralalalhou »... En arrière-plan, apparaît une solide bâtisse carrée, plus haute que large, écrasée d'une toiture pointue et noyée dans la verdure. Sur une façade ondule la bannière armoriée du royaume de Bavière. Le plan s'élargit. On voit une grande prairie, pente raide plus verte que nature, d'où dégringole dans une farandole joyeuse, la tribu d'enfants royaux. Le château est censé être celui de Possenhofen, sur le lac de Starnberg, près de Munich, où naquit, dans la vraie vie, la future impératrice d'Autriche. En trop mauvais état à l'époque du tournage, on y substitua ce château de Fuschl, à deux cents kilomètres de la capitale de la Bavière, ancien pavillon de chasse des princes archaïques de Salzbourg, au destin chaotique, fréquenté par von Ribbentrop avant de devenir un foyer pour les soldats américains et même en 1947 un premier hôtel, suivi d'autres, dont le dernier a fermé pendant la pandémie. Dans la fiction, le lieu est si parfait qu'on le croyait inventé. Sissi (Romy Schneider) en fera un idéal : celui d'un monde où rien de mauvais ne peut arriver. Emporté par son succès, le premier des trois films (Sissi, Sissi impératrice et Sissi face à son destin), fit quelque peu oublier les vraies raisons de sa production.

Dans une impressionnante opération de propagande gouvernementale, il s'agissait avant tout de gommer le passé nazi de l'Autriche et de promouvoir le tourisme, en offrant au monde une image plus positive du pays. Le tournage du film, confié à Ernst Marischka, roi de l'opérette viennoise, débuta fin août 1955, alors que l'Autriche était encore occupée par les Alliés. La province de Salzbourg se trouvait alors en secteur américain.

Rosewood s'offre une légende

En reprenant le château qui domine le lac de Fuschl am See, couronné de montagnes boisées, le groupe Rosewood, en charge notamment du Crillon à Paris et du Carlyle à New York, s'offre donc une nouvelle légende, attachée à un film dont la notoriété fut telle qu'il dépassa à sa sortie en nombre d'entrées *Autant en emporte le vent* (plus de dix millions pour le seul Hexagone). Aussi, se rendre à Fuschl n'est-il pas anodin.

On y renoue avec cette part de légèreté que Sissi a déposée, à longueur de rediffusion, au plus profond de notre enfance. On y entre comme dans une maison de famille, habitée par des êtres chers, auxquels vous liiez des souvenirs qu'on n'a pas vécus mais tellement vus et revus dans le film, qu'ils sont étrangement devenus les vôtres... Quelques arbres ont poussé sur la grande prairie, que parcourt Hélène pour pardonner à sa sœur d'avoir séduit le jeune empereur, qui lui était promis. Cette fête par laquelle la duchesse Ludovica (Magda Schneider), interpellée familièrement sa fille venue l'informer de son départ à la chasse n'a pas bougé. On cherche - en vain - l'enclos où la jeune Sissi biberonne un faon et la volière par laquelle elle rend sa liberté aux oiseaux, à la veille de perdre la sienne, en devenant l'impératrice d'Autriche.



En reprenant le château qui domine le lac de Fuschl am See, couronné de montagnes boisées, le groupe hôtelier Rosewood s'offre une nouvelle légende.

Dormir en Autriche au château de «Sissi impératrice»...



Les colonnes de marbre rouge trapues et torsadées, qui encadrent à l'écran la salle à manger, si kitsch qu'on les croyait factices, semblent monter la garde. Impossible de ne pas caresser les volutes marbrées qui glacent la paume et scellent l'empreinte du temps qui passe (c'est aujourd'hui un bar rafraîchi de nouvelles fresques peintes à la main d'une rare beauté)... Tout est donc là, à portée de nos yeux. On fauche les images ressuscitées du film dans une moisson de nostalgie. D'autant que la figure impériale est ici très présente : petit musée Sissi, excursion Romy Schneider dans les environs (voir encadré ci-contre), cocktail Sissi, suite Sissi... Les visiteurs ne risquent pas d'ignorer que dans cet endroit, naquit la légende d'une impératrice Elisabeth qui, paradoxe, n'y mit jamais les pieds ! Mais le présent se rappelle bien vite à nous.

Adieu carrosses, chevaux et crinolines... Rosewood Schloss Fuschl est aujourd'hui un hôtel de 98 chambres, dont 42 suites, réparties dans le château et ses dépendances. Plus six chalets posés au bord de l'eau, comme dans un rêve. Deux ans de travaux ont permis à ce très luxueux resort d'exister, confié à l'expertise de Rosewood, qui signe la son trente-troisième établissement dans le monde. Le lobby dans un design

ultrachic, est dominé par une œuvre monumentale de Georg Baselitz, issue de la prestigieuse collection privée, une centaine de tableaux, d'une famille de brasseurs, propriétaire du château depuis 2004.

Espace hors du commun

Du même acabit, les chambres, dans un camaïeu de beige sont un mélange de mobilier contemporain revisité par une touche plus régionaliste, livres, gravures, porcelaines, tissus autrichiens... Au pied du château, on a construit une luxueuse plage sur pilotis. C'est le See Club, restaurant et bar, animé par un personnel en canotier, qu'on croit sorti d'un film de Luchino Visconti. On y trouve des bains de soleil, un ponton réservé à l'usage du kayak et du paddle, une échelle de coupée pour se baigner dans les eaux cristallines d'un lac surprotégé, sur lequel chaque soir une balade romantique en barque électrique (avec champagne et plancha) est proposée (sans supplément) aux clients de l'hôtel. Dans le château, on trouve encore deux autres restaurants, une brasserie terrasse en aplomb du lac (See Terrasse) et le Schloss Restaurant, plus gastronomique (*lire ci-contre*). Deux petits salons, à la manière d'un club

anglais intimiste, sont réservés aux amateurs de thé et de whisky. L'Asaya Spa (15 000 m², 2 piscines dont une extérieure et 8 cabines de soins) se sont logés dans les communs qui n'en ont que le nom... Car l'espace plutôt hors du commun justement comporte aussi des suites ouvertes en rez-de-jardin, non pas sur un jardinet tiré au cordeau, mais directement dans la nature sauvage et brouillonne d'un bord de lac. Le silence y règne en maître absolu.

Le personnel, plutôt jeune, en tenue traditionnelle, veste autrichienne pour les hommes et *dirndl* pour les femmes, ajoute par une décontraction maîtrisée une touche glamour à l'art de recevoir (beaucoup d'entre eux parlent français). Dans ce décor « *made in Austria* » de chalets peints, de guirlandes, de pétunias et de pelouses garnies d'hortensias, les clients jouent le jeu, robes longues et blazers le soir sont de rigueur. L'hôtel a ainsi été conçu comme une destination, entre famille et grand air, au point qu'on en oublierait presque d'aller visiter Salzbourg. Tout concourt à l'apaisement dans des paysages typiques où les sapins semblent s'écarter pour laisser naître des prairies. Au fond, on ne suit jamais par quel hasard le château de Fuschl fut repéré pour incarner Possenhofen, dans le film Sissi, auquel le lie, à défaut d'une vraie ressemblance, une même allure de demeure patricienne. Devant supporter une perruque de six kilos, serrée dans des corsets d'un autre temps, harcelée par une mère dominiatrice et un beau-père qui dilapidait ses cachets (on lui aurait proposé 1 million de Marks pour le dernier Sissi, soit 1,6 million d'euros), Romy Schneider, alors âgée de 17 ans, garda sa vie durant un souvenir pénible du tournage. Fuschl en renvoie aujourd'hui l'exact contraire. On y a en bonheur ce que l'impératrice Elisabeth et Romy Schneider eurent en malheur, confondues dans un même destin tragique. ■

+ CARNET DE ROUTE

Y ALLER

En train comme en avion, il n'y a pas, depuis Paris, de liaison directe avec Salzbourg. En train, il faut emprunter le réseau TGV Est avec une correspondance à Munich, Stuttgart ou Mannheim. 20 min jusqu'à l'hôtel, depuis la gare de Salzbourg. Austria.info

OU DORMIR

Rosewood Schloss Fuschl, Schloss Strasse 19, à Hof (Salzbourg). Compter à partir de 650 € la nuit, avec le petit déjeuner. Tél. : 00 43 6 229 39 980 ; rosewoodhotels.com



BONNE TABLE

Schloss Restaurant est une table gastronomique au décor raffiné, ouverte sur le lac dans une sorte de véranda contemporaine (*photo*). En cuisine, un chef autrichien, Julian Schwamberger, qui excelle dans la cuisson des poissons du lac comme cet omble chevalier en croûte de sel. Le sucré a été confié à un jeune alsacien, Jérémie Baessler, plutôt doué, qui a fait du Salzburger Nockerln (sorte de soufflé), sa spécialité. On y dîne pour environ 100 €. Schloss Strasse 19, Hof. Tél. : 00 43 6 229 39 980.



Karl-Heinz Böhm et Romy Schneider dans *Sissi impératrice*, en 1956.

Sur les traces de Romy Schneider

L'héroïne du film Sissi, née à Vienne, passa son enfance à Berchtesgaden, en Allemagne, proche de Salzbourg, connu aussi pour avoir été la résidence de Hitler, dont Magda Schneider était proche. Un petit musée, au bord du lac de Königssee rassemble quelques souvenirs liés à Romy Schneider. On y voit ses cahiers de classe, nombre de photos et les affiches originales de ses films les plus célèbres. Parmi les objets rassemblés, l'ombrelle qu'elle porte dans le film *Ludwig* de Luchino Visconti, où elle incarne une impératrice Elisabeth,

bien loin de l'image sucrée de Sissi. Ce musée a été créé par Hans Klegraeft, dont la mère tenait le cinéma de Berchtesgaden et fait partie d'un tour Romy Schneider que propose l'office de tourisme de Salzbourg et le Rosewood Schloss Fuschl (en limousine avec un guide français 950 €. 4 heures).

Seconde étape, dans le village voisin de Shónau, on voit la maison d'enfance de Romy, que sa mère habita jusqu'à sa mort en 1996, transformée en chambre d'hôte (Grabenweg 15) et le cimetière où repose Magda Schneider, dans une

tombe très fleurie, surmontée d'un rocher. Enfin, troisième étape à Salzbourg, au château de Goldenstein (Romy Schneider Strasse), encore aujourd'hui école catholique, où l'architecture fut scolarisée durant quatre années. Dans un couloir qui mène aux classes, sa photo parmi les autres élèves figure en bonne place et clôt ce circuit qui permet entre l'Autriche et l'Allemagne, d'admirer aussi les paysages montagneux et splendides des Alpes bavaroises.

Salzburg-experience.at

Heureusement que Serge Haouzi parle vite, car sa carrière est tellement riche et épique qu'on y passerait la journée. C'est, d'ailleurs, ce que l'on a fait, en mai dernier, dans les locaux de Teintures de France à Bonneuil-sur-Marne (94), qui jouxtent le parc de loisirs Crazy Park, appartenant à son associé, Thierry Azerad. D'un côté, les pirates et autres sirènes se plient en quatre pour faire plaisir aux enfants lors de leur fête d'anniversaire. De l'autre, les teinturiers et autres designers textiles se décarcassent pour satisfaire les créateurs et leur imaginaire. Des noms ? Balmain, Dior, Loewe, Balenciaga, Lanvin, Jacquemus, Saint Laurent, Hermès, Ami, Courrèges, Maison Margiela, Louis Vuitton... Sa liste de clients est impressionnante.

Pour poser le personnage, disons que Serge Haouzi s'est lancé au milieu des années 1980 en passant son diplôme de maître teinturier et en montant une chaîne de pressings nouvelle génération autour du nettoyage à sec. « On est vite venu me voir pour que je m'occupe des costumes de scène. Chantal Goya est l'une des premières, le Moulin Rouge, le Paradis Latin, l'Opéra de Paris... Puis nous avons eu un important partenariat avec Euro Disney (comme on appelait Disneyland Paris encore à l'époque, NDLR). Nous devions entretenir chaque jour les tenues, qui étaient souvent en daim, en soie brodée de perles et de paillettes parce que les gars transpiraient dans leurs costumes de Donald et de Mickey ! » L'atelier devenant trop petit, il rachète une société à Vincennes déjà spécialisée dans le délavage et la teinture pour les confectionneurs du Sentier. Serge Haouzi découvre le milieu de la mode, rencontre notamment Jean-Claude Jitrois, qui, un jour, lui apporte l'un de ses pantalons en cuir stretch patiné par les années. « Il me dit : "Serge, est-ce qu'il y aurait possibilité d'obtenir ce côté vintage en travaillant la matière avec vos produits ?" En 48 heures, on avait trouvé la solution. Il a fait un carton avec ces jeans. »

Vers 2007, il commence une collaboration avec Christophe Decarnin, alors directeur artistique de Balmain, qui lui confie les tissus pour « rêches » à son goût. « On les lui lavait avec des huiles venant du Japon pour avoir une main agréable, un toucher particulier. Un jour, alors qu'il voulait qu'on traite des tee-shirts pour leur donner un esprit grunge, nous étions tous les deux assis devant des bacs à fleurs et on s'est dit : "Tiens, si on les entrait..." Quelques semaines après, Christophe m'appelle et me demande où en sont les tee-shirts. J'avais complètement oublié. On les sort, ils sont sales, envahis de champignons, troués. On les passe en machine et ils ressortent exactement comme il voulait. Les clientes se sont jetées dessus, même à 800 euros ! Une folie à l'époque, mais on mettait quand même près de deux heures par pièce pour réussir cet effet. » L'homme qui enlevait les taches devient celui qui vieillit, patine, abîme, rétrécit. « Nous sommes spécialistes de la teinture de luxe et de l'ennoblissement. Mais, par ennoblir, on veut aussi dire désargenter et détruire », rit Serge Haouzi, qui de maître teinturier est devenu directeur artistique. C'est justement cette expertise technique mais aussi créative que recherche Thierry Azerad, propriétaire de Teintures de France. En 2018, les deux s'associent...

« On ne produit pas de façon industrielle, notre approche est artisanale, mais, si vous voulez tester un prototype, nous pouvons tout faire en 48 heures »

Serge Haouzi
Manager du design
chez Teintures de France

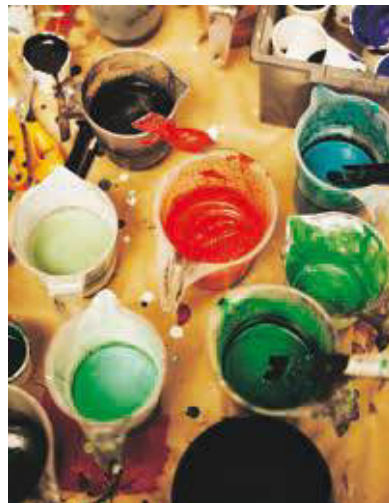
Peu après, c'est la pandémie, l'atelier est réquisitionné pour s'occuper de blanchisserie hospitalière. Mais les marques qui doivent encore produire et ne peuvent plus transporter, continuent de les solliciter. « Jusqu'alors, elles allaient en Italie, en Espagne et au Portugal. Nous, on s'est dit, toute la création est à Paris, nous devons être capables de faire ce travail textile aussi ici ! C'est là que nous avons trouvé ce lieu à Bonneuil-sur-Marne. Nous avons installé les machines à laver, les postes à teinture. Petit à petit, nous avons acheté de nouvelles technologies permettant de délayer proprement, d'imprimer en 3D, à l'encre ou au laser, de teindre en dégradé un fil, en suivant un logo par exemple. On ne produit pas de façon industrielle, notre approche est artisanale, mais si vous voulez tester un prototype même en série, nous pouvons quasiment tout faire en 48 heures. C'est notre garantie, mais, dans la réalité, nous y parvenons en une demi-



Bienvenue chez le teinturier le plus hype de France

Hélène Guillaume

À Bonneuil-sur-Marne, l'atelier de Serge Haouzi pigmente, délave, lacère, imprime en 3D pour le gratin du luxe, les étudiants de mode désargentés, les créateurs qui montent, et les costumières à l'imaginaire débridé. Reportage.



journée quitte à travailler la nuit ou à rouvrir le week-end. Nous sommes là pour résoudre les problèmes des créateurs. » Et mettre en œuvre leurs désirs... si ce n'est leurs délirs.

Dès le bureau de l'accueil, on entre dans le vif du sujet. C'est là que sont répertoriées et dispatchées les commandes des clients - vêtements ou rouleaux de tissus, prêt-à-porter ou haute couture, accessoires, costumes... Une des requêtes les plus fréquentes est celle de teindre différents textiles de la même couleur ou d'interpréter la nuance en partant d'un échantillon souvent de la taille d'un timbre. Ici, chaque teinturier est coloriste : à sa charge de trouver les bons pigments, le temps d'infusion, de séchage, etc. « Le plus compliqué, c'est la lumière. Suivant celle de l'endroit où vous vérifiez la couleur, vous n'avez pas le même rendu. À force de collaborer avec les clients, nous savons aujourd'hui quelle maison utilise quel type de lumière et on va chercher la même dans notre atelier. Vous voyez, pour Dior, c'est à côté de cette table à repasser ; pour Louis Vuitton, c'est dehors ; pour Balenciaga, dans le bureau à gauche de la machine... »

« Un jour, John Galliano est venu me voir avec un costume blanc sur lequel il avait renversé son thé. Il adorait l'effet. Nous avons réussi à créer cette teinture sur toute sa collection pour Dior »

Serge Haouzi

Autre expertise de l'entreprise, le délavage du jean qui s'est longtemps fait à la pierre ponce (stone washed) ou à la javel (bleach), mais que Teintures de France propose en version écologique grâce à une machine qui fonctionne (sans eau ni produits chimiques) en récupérant l'oxygène de l'air transformé par turbine en ozone, rejeté ensuite dans le tambour pour décaper les colorants. « Historiquement, notre métier a un impact écologique problématique, mais voilà déjà un moment que nous investissons dans des machines et des méthodes plus propres. Le dernier département que nous avons ouvert, est consacré aux teintures végétales. Si ce procédé reste beaucoup plus cher que la méthode classique, on obtient désormais une bien meilleure uniformité et tenue grâce à nos nouvelles machines d'Alliance Machines Textiles de fabrication française ! Notre coloriste va utiliser des essences et des extraits comme l'indigo naturel de renouée, des écorces de campêche, de thé... Enfin, le thé, ce n'est pas nouveau ! Il y a longtemps, John Galliano est venu me voir avec un costume blanc sur lequel il avait renversé son thé. Il adorait l'effet. Nous avons réussi à créer cette teinture sur toute sa collection pour Dior. Travailler avec John a toujours été une expérience géniale. »

Serge Haouzi aime aussi beaucoup accompagner les étudiants de mode qui challengent sans cesse ses équipes. « Des élèves de l'IFM (Institut français de la mode) venaient chez nous faire délayer ou teindre des pièces de leur collection. Un jour, ma fille, qui travaille à mes côtés, demande à une de ces étudiantes si elle veut déjeuner. Celle-ci lui répond qu'elle a tout dépensé chez nous... Quand j'ai découvert que ce n'étaient pas les écoles, mais les jeunes qui payaient, nous avons décidé avec mon associé de les aider. Pour le dernier défilé de l'IFM, nous avons collaboré avec toute la promotion, et aujourd'hui nous sommes officiellement partenaires, ce dont nous sommes très fiers. Comme d'avoir contribué à la collection d'Emeric Tchatchoua pour 3.Paradis. Pour lui, nous avons réussi avec nos machines Stratosys - les seules capables d'imprimer de la résine sur textile -, à faire ses sacs en (faux) Lego 3D. Et on peut même clipser des vrais dessus ! », se réjouit-il comme un enfant. Effectivement, la technologie est bluffante. Comme celle de la machine Lynxer qui a permis à la jeune créatrice Laura Deweilde de lancer ses sacs en cuir imprimé en silicone 3D pour sa marque Inconnue, sortie de l'anonymat en 2022 grâce à un épisode d'Emily in Paris. Car la costumière de la série de Netflix, Marylin Fitoussi, ne jure plus que par Serge Haouzi lorsqu'il s'agit de teindre des cuissards en fuchsia pour un tournage le lendemain. « Je suis super excité par son prochain projet, le film Kameelott, bientôt en tournage, révèle notre hôte. Elle a prévu des costumes complètement fous ! » ■

Chez Teintures de France, à Bonneuil-sur-Marne, Serge Haouzi (en blanc sur la photo), coordonne les teinturiers, les experts en pigments végétaux, les pros du délavage comme les spécialistes de l'impression 3D.

JULIEN DA COSTA POUR LE FIGARO

Olivier Nuc

Rares sont les stars d'envergure à s'arrêter en France cet été. De Sting à PJ Harvey, en voici six qui méritent le détour.

Cet hiver, les programmeurs faisaient grise mine. En cette année olympique, il leur était difficile de convaincre les Anglo-Saxons du circuit international d'effectuer une boucle en France. Présentant une baisse de fréquentation et craignant des problèmes de circulation, bon nombre d'entre eux ont tout simplement décidé de reporter leur passage dans l'Hexagone. Côté organisateurs, la hausse constante des cachets demandés n'a pas non plus aidé. Raison de plus pour s'arrêter sur les pointures de la musique rock et électro qui seront bien présentes sur les routes cet été.

■ Sting

Toujours aussi hyperactif, le bassiste et chanteur britannique s'offre un nouveau tour de France, où son succès ne s'est jamais démenti depuis les débuts de Police il y a un peu plus de 45 ans. Accompagné d'un groupe admirable, avec notamment Dominic Miller à la guitare, la rock star déroule son répertoire en or massif pour le plus grand bonheur des foules. Pas de nouvel album à l'horizon, mais une réédition grand luxe de l'ultime opus de Police, *Synchronicity*, sortira le 26 juillet. Ce francophile se produira pour la première fois dans le cadre de la fête de la chanson française, les Francofolies, le 10 juillet (La Rochelle), puis le 11 au Lovely Brive Festival (Brive-la-Gaillarde), le 12 aux Vieilles Charrues (Carhaix), enfin le 16 au Zénith de Toulon.



■ Patti Smith

Ces dernières années, l'Américaine s'est davantage consacrée à l'écriture - elle a publié plusieurs livres à succès - qu'à la musique. Ce qui donne d'autant plus de sel à cette série de dates donnée par la septuagénnaire et à son groupe, fidèle depuis près de 50 ans et son premier album, *Horses*. Train d'union idéal entre les mouvements hippie et punk, l'auteur et interprète de *People Have the Power* continue d'être une puissante attraction de scène. Flanquée de l'éternel Lenny Kaye, ancien journaliste rock et maître d'œuvre de la

compilation *Nuggets*, Patti Smith demeure, à 78 ans, aussi exaltée qu'à son arrivée à New York à la fin des années 1960. Elle sera le 14 juillet à Enghien, le 16 à Lyon (Nuits de Fourvière), et le 19 à Nîmes.

■ PJ Harvey

Depuis son apparition sur la scène indépendante, en 1991, la Britannique Polly Jean Harvey n'a jamais été là où on l'attendait. Sa carrière est une des plus belles des 30 dernières années. Du rock abrasif des débuts aux pièces poli-

tiques plus récentes, en passant par le registre de la confession au piano, la dame ne s'est jamais répétée. Son dernier show, très théâtral et ambitieux, la voit présenter son dernier album en date, le crépusculaire *I Inside the Old Year Dying*, dans l'ordre, avant de se livrer à un florilège de ses meilleurs moments. Recluse la plupart du temps dans son Dorset natal, entretenant le mystère avec une grande virtuosité, PJ Harvey passe l'été sur les routes avant de se retirer pendant quelques années. Profitez de sa présence sur nos terres tant qu'il est temps. Le 12 juillet aux

Vieilles Charrues (Carhaix), le 15 août à Charleville-Mézières (Cabaret vert), le 25 à Saint-Cloud (Rock en Seine).

■ LCD Soundsystem

À force d'annoncer ses adieux - il bat le record de Charles Aznavour en la matière -, on ne savait trop qu'attendre de James Murphy. Fondateur du label DFA et leader incontesté de LCD Soundsystem, l'homme sera cet été sur les scènes afin de défendre la formule unique de son groupe. Un alliage impeccable entre rock et électro, porté par des grands titres et un sens idéal de la dramaturgie. On tient là une des plus belles machines de scène du XXI^e siècle. On ne sait encore si ce retour sera synonyme d'un nouvel album ou si LCD ne chantera que l'été, mais il s'agit d'une opportunité à ne pas rater. La dernière fois que la formation s'est produite à Lyon, c'était dans le cadre de la soirée la plus arrosée de l'histoire des Nuits de Fourvière. Espérons que Murphy et sa troupe feront resplendir le soleil cette fois-ci. Le 6 juillet à Hérouville-Saint-Clair (Festival Beaugard), le 8 à Lyon (Nuits de Fourvière), le 25 août à Saint-Cloud (Rock en Seine).

■ Gossip

Emmenée par l'extravagante Beth Ditto, Gossip est une des plus belles formations à sillonner les festivals français cet été. En mars dernier, la formation de Portland (Oregon), sortait l'excellent *Real Power*, douze ans après son précédent album. Une belle affaire, ficelée par Rick Rubin, déjà à la manœuvre sur le triomphal *Music for Men* en 2009. Après une échappée solo, la diva a ainsi renoué avec le groupe qui l'a fait connaître. Leur formule, entre dance music et rock, continue de faire des étincelles, surtout lorsqu'elle est portée par la voix et l'exubérance de Ditto, icône féministe et rock star paradoxale. Le 7 juillet à Albi (festival Pausse guitare), le 11 à Carhaix (Vieilles Charrues), le 13 à Aix-les-Bains (Musilac) et le 22 août à Saint-Cloud (Rock en Seine).

■ Justice

Célébré dans le monde entier, le duo qui fait la fierté de la scène électronique française a opéré un retour fracassant. Après une longue interruption de la lumière et du son, le show présenté actuellement par Gaspard Augé et Xavier de Rosnay, est un modèle du genre. Avant de rallier les États-Unis à la rentrée, Justice, qui a toujours été prophète en son pays, se paie un beau tour de France. L'occasion de vérifier que 30 ans après les premiers pas de Daft Punk et Air, la France demeure à la pointe en matière de musique électronique. Le 4 juillet à Hérouville-Saint-Clair (Festival Beaugard), le 6 à Arras (Main Square Festival), le 11 à Barcarès (Les Déferlantes), le 13 à Aix-les-Bains (Musilac), le 17 août à Charleville-Mézières (Cabaret vert). ■



Avec « Hécube, pas Hécube », Avignon retrouve la magie du théâtre

Anthony Palou Envoyé spécial à Avignon

Tiago Rodriguez se saisit de la pièce d'Euripide pour lier la tragédie grecque au drame contemporain. Une réussite.

Tiago Rodriguez s'est offert la carrière de Boulbon et, disons-le sans ambages, *Hécube, pas Hécube*, sa dernière pièce méritait bien un tel écran. Le soir, le soleil y est doux et l'air, sec et souple comme un pouilly fumé frappé. Le théâtre minéral du dramaturge portugais, directeur du festival depuis deux ans, devait être un jour monté ici. Voilà qui est fait et de quelle manière. Nous savions la passion de Tiago Rodriguez pour les tragédies grecs. Il les connaît sans pédanterie sur le bout des doigts ; dans *Hécube, pas Hécube*, Euripide surgit pour illustrer la vie de son personnage principal, Nadia, comédienne, interprétée par Elsa Lepoivre, de la Comédie-Française. En effet, le dramaturge s'est associé au Français pour sa première création à Avignon. Alors que les spectateurs prennent place dans les gradins, une musique berce le jour qui tombe, un blues d'Otis Redding. Les comédiens, eux aussi, s'installent, autour d'une grande table. On les reconnaît, ils sont de la maison de

Molière : Denis Podalydès, Éric Génomène, Séphora Pondi, Loïc Corbéry, Gaël Kamilindi, Elissa Alloula et, bien sûr, Elsa Lepoivre, qui sera, deux heures durant, renversante. Il est 22 heures, la pièce peut commencer et elle commence par la lecture à la table d'*Hécube*, cette tragédie des passions.

Changements de rôle

Le ton des comédiennes et des comédiens est léger malgré le temps qui presse. La générale a lieu dans quinze jours et il y a encore du pain sur la planche. Tous vêtus de noir, portant des pantalons ou des robes savamment déstructurées flottant dans la brise, ils badinent avec la tragédie, ils s'amuse tous du manque de mise en scène. Tous sauf une, qui semble un peu hors jeu, ailleurs, préoccupée : Nadia. Nadia, l'interprète de la reine troyenne réduite en esclavage qui voit succomber sa fille Polyxène, immobilisée par les Grecs et qui apprend bientôt la mort de son dernier fils, assassiné loin de Troie. Tiago Rodri-



Hécube, pas Hécube jouit d'une très belle distribution dont Elsa Lepoivre, à l'interprétation renversante.

gues ne traîne pas pour révéler le lourd secret de Nadia. Elle est la mère d'un fils autiste et se bat contre une maison d'accueil qu'elle accuse de maltraitance.

Dès lors, la pièce glissera avec une grâce inouïe, sans transitions, des scènes de répétition de la tragédie d'Euripide à la tragédie du quotidien d'une femme en lutte contre les rouages d'une justice en panne. Les actrices et les acteurs joueront chacun tour à tour les personnages du drame grec (*Hécube*) et du drame de Nadia et d'Otis (le fils maltraité de Nadia). Ainsi, Séphora Pondi, une comédienne jouant le Choeur, sera aussi l'avocate de Nadia ou encore une éducatrice à la maison d'accueil ; Loïc Corbéry sera Polymnestor et le secrétaire d'État ; Denis Podalydès, Agamemnon et le procureur, etc. Les comédiennes et les comédiens du Français excellent dans ces changements de rôle. Des virtuoses sans doute ravis d'avoir quitté, un été, la salle Richelieu pour la carrière de Boulbon. Podalydès ? Dans sa nonchalance maîtrisée, il apporte

avec un naturel déconcertant cet humour noir nécessaire qui décomprime l'affaire. Corbéry est tout simplement sidérant. Il fait ce qu'il veut, il a le geste libre. Un jeu d'une subtilité nervosité. Il faut bien dire que rien, chez ces acteurs, ne sent l'effort. La fluidité de leur jeu sous la lumière changeante de Rui Monteiro enchante. Magie du théâtre. Quant à Elsa Lepoivre, elle est l'héroïne dont tout auteur et metteur en scène rêvent en secret pour illuminer leurs œuvres. Dans son rôle de comédienne en répétition ou dans celui de Nadia accablée par les souffrances de son fils autiste, elle porte avec majesté cette impression de défaite (celle d'*Hécube*, qui a tout perdu) et de combat (celle d'une mère courage). Les deux femmes ne font plus qu'une, les mots de la première passent les maux de la seconde. Avec cette tragédie comédie qui creuse profond, Tiago Rodriguez nous offre une œuvre qui est aussi et avant tout une déclaration d'amour aux acteurs. ■

Jusqu'au 16 juillet à Avignon. festival-avignon.com

Thierry Hillérié

Les deux Français tenaient cet ouvrage lyrique pour leur chef-d'œuvre. Jamais représenté à cause de la censure, il renaît au Festival d'Aix.

La musique aussi a ses chimères... *Samson* en fait partie. Lorsqu'il s'attelle à la composition de cet opéra biblique, en 1734, Jean-Philippe Rameau est en pleine ascension. Le compositeur vient d'entrer dans la cinquantaine, auréolé du triomphe d'*Hippolyte et Aricie*. Encensée par les uns, décriée par les autres, sa première tragédie lyrique anime les débats intellectuels d'une France qui voit s'échapper sur la place parisienne ramistes et lullistes. Les uns vantent l'originalité de sa musique. Son audace harmonique et la puissance de son sens théâtral. Les autres lui reprochent de trahir les canons de la tragédie lyrique à la française, tels qu'édifiés avant lui par Lully. Il n'en faudra pas plus à Voltaire pour y prendre part.

L'auteur a toujours entretenu avec le genre lyrique une relation ambivalente. Découvrant l'opéra dès 1728 comme « un spectacle aussi bizarre que magnifique, où les yeux et les oreilles sont plus satisfaits que l'esprit, et où l'asservissement à la musique rend nécessaires les fautes les plus ridicules. » Cela ne l'empêchera pas de nourrir abondamment, sans le vouloir, après sa mort, le genre lyrique. Des vingt-sept tragédies qu'il livre pour le théâtre, treize ont fait l'objet d'adaptations ultérieures à l'opéra. Parfois à de multiples reprises. De *Sémiramis* mis en musique par Hasse en 1752 au *Candide* de Bernstein, plus de deux siècles plus tard, ce ne sont pas moins de 70 ouvrages lyriques qui virent ainsi le jour sur la base des seules œuvres théâtrales de Voltaire.

Ce que l'on sait moins, c'est que, au-delà de cette abondante contribution posthume, Voltaire composa de son vivant plusieurs livrets d'opéra. Sept, précisément, dont la plupart resteront à l'état de projets avortés. À commencer par ce qui aurait dû être le deuxième opéra de Rameau. « Lorsque Voltaire assiste à la *Première d'Hippolyte et Aricie*, en 1733, sa première réaction est de souffler dans le sens du vent. Il qualifie Rameau de pédant, demande qui il est. Mais, assez vite, cette musique, dont il entrevoit les abîmes, fait son chemin... Et commence de dessiner dans son esprit le chemin d'une possible révolution de l'art lyrique, qu'il appelle de ses propres vœux », raconte le chef baroque Raphaël Pichon.

« Cet œuvre aurait sans doute bouleversé le visage de la tragédie lyrique à la française. Anticipant, quarante ans avant Gluck, la révolution à venir de l'opéra français »

Raphaël Pichon Chef d'orchestre

Cette révolution, ce sera *Samson*. Mis en chantier dès 1734, l'opéra est composé main dans la main par les deux artistes, qui dans leurs correspondances ne cachent pas leur enthousiasme et leur ambition de « faire renouer la grande tragédie lyrique avec son essence classique, de la rapprocher de Racine ou Corneille, d'en faire un art fait pour édifier et non plus pour simplement divertir », poursuit Pichon. Si l'ouvrage avance vite, étant mis en répétitions dès l'été, il se heurte une première fois, dès le mois de septembre 1734, à la censure. « Celle-ci frappe l'ouvrage d'impunité. Mais ce n'est sans doute pas l'unique raison, ironise le fondateur de l'ensemble Pygmalion, Voltaire, qui a publié ses Lettres philosophiques un an auparavant, est déjà dans l'œil du cyclone. Et l'ouvrage n'est pas uniquement révolutionnaire sur le plan formel. Il y a par exemple ce passage, juste après l'entracte, donc très exposé, où *Samson* dit au peuple de se lever, de rompre ses fers et de combattre pour sa liberté. On peut imaginer la tête des censeurs en 1734. »

Interrompues aux portes de l'Opéra, les répétitions ne reprendront pas. Cela n'empêchera pas Voltaire et Rameau de travailler à une seconde version, en 1736. Nouveau passage par la censure. Nouveau refus. Cette fois, le projet est

Les comédiens de *Samson* lors des répétitions de l'opéra pour le Festival d'Aix-en-Provence. JEAN-LOUIS FERNANDEZ

« Samson », l'opéra rêvé de Voltaire et Rameau ressuscité

définitivement abandonné. La partition se perd dans les limbes de l'histoire. On en retrouvera trace dans les correspondances des deux artistes, qui témoignent du réemploi d'un chœur et de plusieurs airs dans des partitions ultérieures de Rameau.

C'est pourtant à partir de ces quelques éléments que Pichon s'est lancé, à l'invitation du Festival d'Aix-en-Provence, dans la folle aventure de ressusciter cette « licorne » de l'opéra des Lumières. « Une aventure assez insensée », reconnaît-il. Et qui prend sa source dans sa rencontre avec le metteur en scène Claus Guth. « Lorsque Pierre Audi, le directeur du Festival d'Aix-en-Provence, nous a présentés il y a quelques années, nous avons commencé à réfléchir à la musique de Rameau, se souvient Guth. Comme je lui faisais part au détour d'une conversation de ma fascination pour toutes les histoires de l'Ancien Testament, Raphaël m'a tout de suite parlé de *Samson*, et de l'histoire de cet opéra perdu qui le fascinait depuis une dizaine d'années. »

Car Raphaël Pichon en est persuadé : sans la censure à laquelle il s'est heurté, « cet opéra aurait sans doute bouleversé le visage de la tragédie lyrique à la française. Anticipant, quarante ans avant Gluck, la révolution à venir de l'opéra français. » En se lançant, il y a plus de dix ans, dans l'exploration des opéras de Rameau avec son ensemble, il a très vite eu l'intuition que le compositeur n'avait pas trouvé, dans les livrets des opéras existant, un drame à la mesure de son génie. « J'ai toujours ressenti une frustration à l'idée que ce compositeur, le plus grand génie musical français de son époque, n'a pas pu se confronter à des histoires de l'ordre du mythe universel. Que sa musique soit toujours obligée de sacrifier aux exigences formelles de la tragédie lyrique française de l'époque, avec ses musiques à danser. Ses divertissements, qui interrompent constamment le récit. Ses chœurs, souvent limités au simple commentaire. C'est précisément ce avec quoi Voltaire voulait rompre. En proposant un opéra plus compact, avec moins de récitatifs, qui place le chœur au centre de l'action et donne la priorité au drame. Qui en termine avec le lieto fine, le *deus ex machina*, et assume le drame spectaculaire du suicide du héros que représente la fin de *Samson*. »

Une fin que Claus Guth n'hésite pas à relire comme « le premier grand suicide kamikaze de l'histoire. » Assumant les ambiguïtés du personnage biblique, et « la complexité d'un mythe dont on ne connaît bien souvent que l'épisode de la trahison de Dalila, alors que son enfance, détaillée dans le livre des Juges, offre déjà de nombreux niveaux de lecture », poursuit-il. Car, pour reconstituer ce *Samson*, qui n'existait plus que par bribes éparées, « et dont la seule trace du livret que l'on a est une version très ultérieure à l'original, et très édulcorée, que Voltaire a ajoutée à ses œuvres complètes, il fallait nécessairement accepter de faire le deuil d'une certaine vérité historique pour aller vers la libre recreation », explique Timo-

thée Picard, dramaturge et conseiller artistique du Festival d'Aix, qui a suivi l'aventure de cette résurrection.

Pour Claus Guth, « il s'agissait de retrouver l'esprit de la collaboration entre Voltaire et Rameau. D'ailleurs, on a vraiment travaillé main dans la main avec Raphaël, et j'ai beaucoup travaillé à partir de la musique, parfois plus qu'à partir du texte. » Ce que confirme Raphaël Pichon : « On a travaillé scène par scène, ne mettant un point final à la partition reconstituée qu'il y a huit jours. Pendant tout le travail de répétitions, je

pense que nous avons dû ajuster près d'un tiers de la musique. » Une musique qu'il est allé chercher pour l'essentiel dans quatre ouvrages ultérieurs de Rameau : « Les Fêtes d'Hébé, Zoroastre, *Les Incas du Pérou*, des Indes galantes, et Castor et Pollux. Quatre œuvres dont on sait, d'après les correspondances de Rameau ou Voltaire, qu'elles ont servi de réceptacle au matériel abandonné de *Samson*. Ensuite, pendant un an, j'ai pris le temps d'éplucher toutes les partitions de Rameau, en mettant de côté celles d'avant 1734 et les ouvrages trop légers,

en me basant sur les indications données par Rameau sur les tessitures. » Notamment pour le personnage de *Samson*, qui de manière intéressante abandonne la tessiture de haute-contre à la française (sans doute trop liée à l'apparat pour Voltaire), pour un baryton héroïque. « Preuve que Rameau comme Voltaire, qui n'étaient pas des dévots, mais avaient été formés au projet théâtral des Jésuites, avaient une conscience aigüe du potentiel dramatique des héros bibliques », conclut Timothée Picard. ■

Du 4 au 18 juillet au Festival d'Aix-en-Provence (13).

8^e édition !
Juin › Août 2024
Lancement
les 29 et 30 juin

Concerts, performances, animations
...
Toutes les cultures poussent au jardin !

JARDINS

OUVERTS
en Île-de-France

cet été !

iledefrance.fr/jardinsouverts
#JardinsOuvertsIDF

#MONÉTÉMARÉGION

San Francisco, une grande lueur dans la ville

Florence Vieron

La saison 14 inédite de la série documentaire estivale « Des trains pas comme les autres » s'ouvre dans la cité californienne.

Impossible de s'ennuyer à San Francisco. Bâtie sur des collines, la ville californienne ondule de tous côtés, plonge vers la mer ou escalade des immeubles. Et elle offre une surprise à chaque point culminant. Mais d'autres raisons rendent cet épisode des « Trains pas comme les autres » captivant : la découverte d'un état d'esprit et d'un mode de vie, ainsi que le mélange de tradition et de modernité.

Emblème de la cité bercée par l'océan Pacifique, le « cablecar », tramway datant du XIX^e siècle, continue de fonctionner grâce à un astucieux système de câbles enfouis dans la chaussée. Sans moteur, donc. Le conduire demande cependant du savoir-faire et des muscles, comme le constate l'animateur Philippe Gougler, incapable d'actionner un seul levier sous l'œil amusé du conducteur, qui, lui, constate que la maîtrise de l'engin n'empêche pas les amputés de surgir sur ses mains protégées par des gants. Une voiture lui coupe la route dans un creux ? Il faut appe-

ler à la rescousse et se faire pousser pour repartir. Les montées et descentes de ces voitures d'un autre âge sont vraiment anachroniques dans le paysage urbain et plus encore quand elles croisent des voitures autonomes. Commandées au moyen d'une application, elles ont été adoptées depuis deux ans par les habitants et les deux systèmes cohabitent sans encombre.

Le Coast Starlight et ses sièges face aux baies vitrées

Philippe Gougler n'est pas vraiment rassuré de s'installer à côté d'un volant qui tourne tout seul, d'entendre une voix lui souhaiter la bienvenue, de voir le véhicule « griller » un feu orange ou de ne pas pouvoir converser avec le chauffeur. C'est pourtant son absence que les usagers plébiscitent, car il semble que beaucoup ne conduisent pas correctement. Par conséquent, les clients se sentent plus en sécurité dans cet habitacle surveillé par 25 caméras ! Un équipement qui permet d'avoir une vision plus large que celle d'un être humain et de repérer



Le mythique « cablecar », un tramway du XIX^e siècle qui fonctionne sans moteur grâce à des câbles enfouis. STEP BY STEP

les coquins. Certains ont été bannis de l'application pour avoir osé un peu plus qu'un câlin sur la banquette arrière...

L'émission sort aussi de la ville pour nous offrir une virée à bord du Coast Starlight qui longe la côte et une image plus inattendue de la Californie : celle des étendues vertes. L'excursion est appréciée des Californiens, qui embarquent dans ce train ; souvent pour le plaisir. Les passagers trouvent naturel d'entamer la conversation. « C'est normal en Californie », dit l'un d'eux. Et, dans un wagon où les sièges sont posi-

tionnés face aux baies vitrées, on admire des paysages invisibles depuis l'autoroute. Quant aux noms de gares, ils sont une litane de séries américaines. Arrêt obligatoire à Santa Barbara, où la douceur du climat et les vagues attirent les patrouilleurs de l'aube. Comprenez les surfeurs, qui sont visibles à toute heure, et ce, dès le lever du soleil. Il n'est pas rare non plus d'apercevoir un chien profiter des embruns sur la planche de son propriétaire !

La descente dans le Bart, sorte de train urbain, donne l'occasion d'évoquer la grande ouverture d'esprit qui règne à San Francisco. La ville de la ruée vers l'or, de la Beat Generation et de la communauté gay incarne le rêve. Un rêve toujours possible dans cette ville

très libérée. Cependant, au quotidien, personne n'est trop extravagant. L'extravagance se rencontre dans cette église reconstruite en piste de danse pour patins à roulettes, où seule la joie est autorisée. Ou dans les vastes forêts de Redwood près de la ville, avec ces arbres à la taille démesurée. C'est dans cet espace hors norme que l'on comprend que San Francisco aide chacun à être lui-même. L'émission a rempli sa mission : après 52 minutes de séquences bien rythmées, nous retrouvons l'oxygène dont nous manquons parfois cruellement. ■

« Des trains pas comme les autres »
À 21h05, sur France 5
Notre avis : ●●●○

« Boat Story » : Tchéky Karyo, baron branquignol de la drogue

Constance Jamet

Dans cette série en six épisodes, fable au confluent des univers des frères Coen et de Wes Anderson, l'acteur trouve un emploi détonant.

Alors qu'ils promènent leurs chiens sur une plage désolée du Yorkshire, deux inconnus (Daisy Haggard et Paterson Joseph) découvrent un chalutier échoué. À bord, deux cadavres, le convoyeur et un flic, et plusieurs millions de livres de cocaïne. Le butin permettrait à Samuel, un avocat en droit pénal accro au jeu, d'éponger ses dettes et à Janet, ouvrière qui a perdu des doigts dans un accident du travail, de faire enfin tourner la roue de la fortune. Sauf que le baron de la drogue, à qui appartient la gaisson, compte bien la récupérer ! Campé par Tchéky Karyo, ce traquant cinéphile tiré à quatre épingles, surnommé « le Tailleux » et adepte des formes de torture les plus

créatives, est d'une excentricité brutale. Les moyens qu'il déploie face à ces amateurs du crime s'avèrent disproportionnés. Un commissariat entier fera les frais de ses hommes de main !

« Le pire de l'humanité »

Les frères Williams, auteurs du survitaminé *Le Touriste*, ont souhaité rendre hommage au pouvoir du récit et des histoires. Pourquoi les transmettons-nous aux autres ? Pourquoi se laisse-t-on bercer voire obnubiler par elles ? Les six épisodes de ce qui ressemble à un conte moral sont rythmés par des cartons qui rappellent l'âge d'or du cinéma muet. Un narrateur impertinent offre aussi ses commentaires. Un trait fort à la mode dans la fiction britanni-

que comme en témoignent *My Lady Jane* et *La Chronique des Bridgerton*.

Devenue une star outre-Manche en prêtant ses traits à l'héroïque détective de la série *Baptiste*, des mêmes Jack et Harry Williams, Tchéky Karyo se dit ravi d'inverser la vapeur et de retrouver un rôle de méchant aussi juteux que celui de Dobermann de Jan Kouen. « *Le Tailleux* est un dealer malchanceux. C'est la deuxième fois que son stock de drogue disparaît en pleine nature. Il y voit forcément un acharnement de ses rivaux, un coup de maître de génies du crime. Il élabore des ripostes élaborées, sans se douter que les coupables sont deux badauds naïfs, servis par un hasard facétieux et macabre », note le comédien, qui salue le style lapidaire des Williams

« capables de saisir le pire de l'humanité ». Il attribue au duo la résurgence de sa carrière à 70 ans passés. « On me confie des rôles de gens ordinaires : médecin de campagne, grand père... »

Et de prévenir les âmes les plus sensibles : « *Le Tailleux* est un type qu'on imagine en pleine maîtrise. En fait, il ne contrôle rien. Son rapport aux autres est aussi surprenant. C'est un homme à tiroirs, à la double, voire à la triple personnalité. Plus il se montre gentil et calme, plus il est dangereux. » Toute cette violence n'empêche pas les sentiments. Le redouté Français tombe sous le charme de Pat Tooh, pâtissière de son état et mère du policier vite dépassé par ces cadavres qui s'empilent. Ses gâteaux, même les plus anglais et les plus rusti-

ques comme les sponge cakes et les carrot cakes, agissent sur Le Tailleux comme une irrésistible madeleine de Proust.

Polar aux personnages pittoresques que n'auraient pas reniés les frères Coen, *Boat Story* pétille d'absurde, ose tous les décalages et se glisse dans des genres inattendus (romcom, spectacle musical mis en abyme assumé). Cette comédie noire fourrage, entre deux giclées d'hémoglobine, arrive même à marcher dans les pas poétiques de Wes Anderson. ■

« Boat Story »
À 21h05, sur Canal+
Notre avis : ●●●○

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

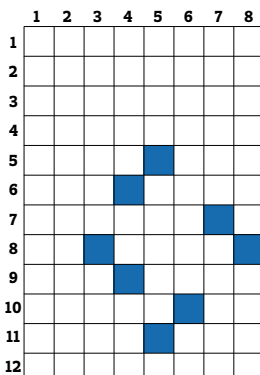
PROBLÈME N° 6648

HORIZONTALEMENT

1. Sortie du bac. - 2. Recharge périodiquement leurs batteries. - 3. Dangereuses bêtes à cornes du désert. - 4. Vais être coupable de négligence. - 5. Élément de balcon. Et indivisible pour notre République. - 6. Informe tout le monde. Spécialité du précédent. - 7. Abruti et retourné. - 8. Coup sur la peau. Soudeur à l'arc. - 9. Règle en tenant compte de la hausse. Tous ses chemins l'ont mené à Rome. - 10. Inventeur du téléphone sans fil. Pronom. - 11. Cours russe ou trou rouergat, selon le sens. A des bleus sur le front. - 12. C'est des roms.

VERTICALEMENT

1. Surprend par son aspect insolite. - 2. Réduits à leur plus simple expression. - 3. Dure depuis un bon bout de temps. S'émerville à la crèche. - 4. Prêtre gaulois de bon augure. S'entend dans les bocages. Sac de Kate Middleton. - 5. Protège l'oursin. Dans le vent. - 6. Jeune coureur africain. Mauvaise langue. - 7. Montant un bateau. Fleuve ou simple filet d'eau. - 8. Axes pour deux roues. Mis à la diète.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 6647

HORIZONTALEMENT

1. Masseter. - 2. Antimite. - 3. Itallique. - 4. Sis. Suls. - 5. ocd. Es. - 6. Naseau. - 7. DL. Mordu. - 8. Aches. Il. - 9. Rai. Tina. - 10. Rivières. - 11. Eres. Eres. - 12. Terfesse.

VERTICALEMENT

1. Maison d'arrêt. - 2. Anticalcaire. - 3. Stases. Hiver. - 4. Sil. Deme. ISF. - 5. Émis. Aoste. - 6. Tiqueur. Ires. - 7. Étuils. Diners. - 8. Rées. Culasse.

LE FIGARO Jeux

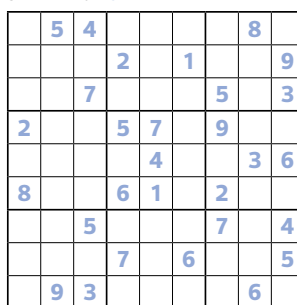
TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



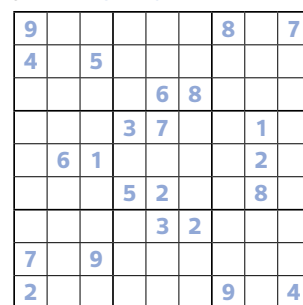
SUDOKU

RCF JEUX

GRILLE 4776 MOYEN



GRILLE 4777 CHAMPION



SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

MOTS À CASER

VERSION MAIGRE
AMÉRICAIN
PORRIDGE
OTER
RIDAGE
LIGNE
SOU
ENTRAÎNE
REEL

MAIGRE
LOCH
CROCHU
RECREER
REAGIR
MENU
ADOUTE
GRENIER
AERAGE

436982517
859174332
7211365994
975416328
364728159
218539746
537642291
143297865
692851473

639158427
287694153
511723698
821439576
453267819
976581234
743516982
163872345
3928453761

MOTS À MOT

En regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de trois lettres proposés, composez un troisième mot de six lettres.

DAN + GUI = N
BAT + NID = N
SIX + QUE = I



Soleil : Lever 05h54 – Coucher 21h56 – Dernier croissant de Lune

22.51 C dans l'air. Magazine.

22.30 Disneyland Paris : les secrets du château. Documentaire.

22.25 Forteresses assiégées. Doc.

Free 904 | Bouygues 305



RCI-Jeux

DE FAIRE DES IDEES	GRUPE D'INTERET	VEINES	CAILLE	CHEFS D'ETATS	LA PLACE DU TOP- MODEL	COMME IL EST PIERI	ELLE EST ANONYME SIELLE EST ROUGE	QUEL RATI	FABRIQUES	IL PEUT SUR- PRENDRE EN MER	PARA- GRAPHES	ORIENTEE
HOMME D'APPARAT	ACROBATE AU CINEMA	MITER LE BOVIN	ON LA RECOT AU SALON	CRIE LA NUIT	SCAN- DINAVES PRONOM	FELIN TACHETE		QUANTITE PRECISE	C'EST UNE FUGITIVE	DECON- TRACTE TECHNE- TIUM	REVOLTE DU PEUPLE	EN BOUCLES
SANS AFFECTION							DEBOR- DANT D'ENERGIE					
MACHINE A RELIER						VOYANTE						
COMPOSER UNE OEUVRE				MAO EN A PARCOURU PLUS D'UN	DEBU- TANTE	CONNAIT LE REDOULX		ANALYSE DETAILLEE AGENT DOUTEUX		ESSAIM OUFUR- MIERE		TRÈS PEU DE CHLORE
LAMBINE			ARBRE DU LIBAN	CERUM	GROSSIER			DONNA UN CALIBRE CHOISIS PAR VOTE		ACCEPTÉ	IL BLAN- CHIT LES FESSES DES BEBES	
IL LAISSE FROID LE BEL ATRE	BEAUTE DIVINE DE BONNE HEURE		JOLI TISSU		GRANDE GRANDET			ANE SUR CARTE		IL FONC- TIONNE AU GAZOLE A LUI		
		CONFIRME UN JOU	METRE PAR SECONDE	ENTRE LE POUCE ET LE MAJEUR	TROIS DES ROMAINS		SES DES- SOUS SONT SOULEVET CHAUDS!		ABREVI- ATION POUR UN ROI		SOLUTION DU NUMERO PRECEDENT	
LUTH ARABE							L'ENSEM- BLE DES MAGIS- TRATS				R C A H N M D C E E S B C	
REBUT EN SERI- CULTURE		ANNUAIRE DEPASSE							ANCIEN SIGLE D'EUROPE		TYPHON ARDOUSIER EMPAILLER	
											CHAMELLE RIPTACCA BLOIS	
											CHEREMPAILLE GIRONOSPECT	
											MARSUPIALE ETERNES A US RP	
											ATILE ANATARES E GERAMISTES	
											GAT ARAIRES ANTE ANISE ET	
				PETITE CITE BOURG- GUNONE	AVANT LA MANIERE OU LA MATIERE		FATIGUAT LES NERFS		DEVANT CELUI QUE L'ON FETE		SUBTILE RMC CUCILLI L	
											ELEMENT ERRATA LODGE	

Mikhaïl Rudy, le pianiste amoureux des mots



PAR
Thierry Hillériteau

À 71 ans, l'interprète originaire de Donetsk, installé en France depuis près de cinquante ans, publie son premier roman aux Presses de la cité, «Le Disciple». Une puissante réflexion sur le génie en musique.

Il est des personnages que l'on ne rencontre véritablement qu'en acceptant de se perdre soi-même. Mikhaïl Rudy est de ceux-là. À 71 ans, le pianiste originaire de Donetsk peut bien être installé à Paris depuis près d'un demi-siècle, il serait de son propre aveu capable de se perdre dans son propre quartier. «Je n'ai jamais eu le sens de l'orientation», ironise-t-il, cherchant en vain à nous guider dans les couloirs des Presses de la cité. La maison d'édition, où l'artiste vient de publier son premier roman, *Le Disciple*, nous a ouvert ses portes, le temps d'une discussion à bâtons rompus avec son «jeune» auteur. Cherchant ses mots dans la forêt de sa pensée chargée d'images et de souvenirs, ce dernier peine à cacher son émotion. «Ce premier roman, c'est un rêve devenu réalité», confesse-t-il, de

cet accent caractéristique où roulent les «r» avec une sensualité baroque, et dont chaque syllabe semble agitée de ce rubato propre aux grands interprètes romantiques. «La littérature a toujours eu un rôle essentiel dans ma vie, poursuit-il. Tout petit déjà, les livres constituaient pour moi, avec la musique, la première fenêtre ouverte sur le monde. C'est par eux que j'ai découvert la plus grande partie de tout ce que je connais aujourd'hui.»

Il se rappelle chaque découverte littéraire, au milieu de son enfance misérabiliste dans ce qui ne s'appelait pas encore Donetsk mais Stalino, comme autant de révélations, dont plusieurs se feront bientôt sous le manteau. Comme son premier Kafka. «C'était dans un magasin rempli de parfums. Il y avait là, caché, ce petit livre noir que je revois avec la même précision que lorsque j'essaie de visualiser les notes des premiers morceaux de piano que j'ai déchiffrés.» Le futur vainqueur du concours Long-Thibaud, devenu prodige dès sa prime enfance dans une Union soviétique où la musique occupe une place prédominante, s'est toujours refusé à envisager la composition. «La musique m'a toujours intimidé bien plus que les livres, confie-t-il sans chercher à analyser cet aveu d'humilité. J'aime cette attitude. L'idée de n'être, en tant que musicien, qu'un interprète au service des compositeurs et de la diffusion de leurs œuvres. Les choses sont différentes avec la littérature. Dès l'enfance, j'ai commencé à écrire. Adolescent, j'écrivais des contes dans un style plutôt kafkaïen», lâche-t-il dans un éclat de rire.

Ce positionnement vis-à-vis de la musique, en tant qu'interprète, est au cœur de son premier roman. Mikhaïl Rudy y raconte, dans un français dont chaque phrase trahit son idéal d'es-



«Dès l'enfance, j'ai commencé à écrire. Adolescent, j'écrivais des contes dans un style plutôt kafkaïen», explique Mikhaïl Rudy.
CATHERINE PANCHOUT

thète, les destins croisés de deux pianistes au conservatoire de Moscou, à la fin des années 1980. François est un jeune Français au tempérament de feu et au jeu indomptable. Konstantin, un professeur déjà reconnu et estimé, qui accepte de le préparer au concours Tchaïkovski. De leur rencontre naît une histoire d'amour. Mais aussi et surtout une puissante réflexion sur l'empreinte du génie. Qu'est-ce que le génie en matière d'interprétation? Cette quête peut-elle jamais finir ou est-elle vouée à l'échec. Et alors, n'est-ce pas précisément là ce qui fait toute la beauté et l'humilité du geste interprétatif? Autant de questions auxquelles Mikhaïl Rudy sourit avec un appétit de philosophe auquel on vient de soumettre les sujets du bac. «Je crois que ces questions sont au cœur de notre époque», concède celui qui avoue avoir ralenti le rythme de ses concerts dans une volonté de renouer avec une certaine quête d'essentialité. «Le niveau des jeunes pianistes n'a jamais été aussi élevé. Je le vois dans les différents concours auxquels j'ai pu participer en tant que juré. D'un autre côté, le temps des pionniers de l'enregistrement est révolu. La totalité des grandes œuvres a été gravée dans des versions qui font référence. Cela nous oblige à repenser le rôle de l'interprète dans la société musicale d'aujourd'hui. Le temps de la sacralisation me semble fini. Il y a quelque chose d'autre à inventer. Une forme d'humilité face au rôle de diffusion de la musique qui est le nôtre, qui est déjà une responsabilité énorme.»

Quelle part de Mikhaïl Rudy est à chercher chez Konstantin ou François? «Je pourrais répondre comme Flaubert que «Madame Bovary, c'est moi». Mais les choses sont plus complexes. Même s'il y a beaucoup d'anecdotes inspirées de ma propre expérience, aucun des deux personnages ne se réfère à une réalité vécue.» Pour le personnage de François, ce n'est d'ailleurs pas d'un musicien qu'il s'est inspiré, mais «d'Arthur Rimbaud! Son choix de renoncer à la littérature après quatre ans de poésie alors qu'il n'a que vingt ans, mû par une force vitale qui le pousse à poser la vie elle-même comme une sorte d'art total, m'a toujours interpellé. Cela, conjugué au fait qu'il avait voulu apprendre le piano m'a semblé un bon point de départ pour me lancer dans l'écriture de ce roman, que je portais en moi depuis tant d'années.»

«J'écris tout à la main. Peut-être est-ce une déformation de ma vie de pianiste, mais j'ai besoin de ce geste, de cette énergie qui vient du poignet, pour écrire»

Mikhaïl Rudy Pianiste et romancier

Car s'il aura fallu trois ans (et autant de manuscrits différents!) à Mikhaïl Rudy pour faire de ce rêve d'enfant une réalité, l'écriture de ce roman est d'abord l'histoire d'une rencontre. «Celle que j'ai faite avec la langue française en arrivant ici, il y a près de cinquante ans, après ma victoire au concours Long-Thibaud», confesse-t-il. À partir de ce jour, Mikhaïl cessera d'écrire en russe. «Je ne saurais dire pourquoi, devance-t-il le timide. C'est comme si cela faisait partie de moi. Pourtant, je parle toujours en faisant des fautes de français et avec cet accent à couper au couteau. J'ai bien cherché à le faire disparaître, mais lorsque je me regardais dans la glace je me disais que ce n'était pas moi», glisse-t-il dans un sourire énigmatique. Cette «histoire d'amour» avec notre langue, il l'avait scellée une première fois en écrivant sa propre autobiographie dans notre langue : *L'Impatience de vivre*, parue il y a quinze ans aux Éditions du Rocher. Mais il a fallu le déclin du Covid, et l'interruption momentanée de sa carrière de concertiste, pour qu'il accepte de sauter le pas du roman. Assumant l'écriture non comme un acte de rupture, mais bien au contraire comme la prolongation de son geste de musicien. D'ailleurs, il l'avoue : «J'écris tout à la main. Peut-être est-ce une déformation de ma vie de pianiste, mais j'ai besoin de ce geste, de cette énergie qui vient du poignet, pour écrire.»

Une énergie dont l'origine, chez Mikhaïl Rudy, reste un mystère. Mais qui le conduit inlassablement à explorer la musique et la vie sous toutes ses coutures, en véritable Arthur Rimbaud de ses propres mondes intérieurs qu'il questionne sous toutes les formes possibles. Que ce soit en publiant, comme il vient de le faire pour *Le Palais des dégustateurs*, des enregistrements inédits des concertos de Grieg et du deuxième de Prokofiev («deux concertos qui m'ont accompagné tout au long de ma vie»), justement réalisés à la fin des années 1980, période contemporaine de l'histoire de son roman, avec l'Orchestre philharmonique de Saint-Petersbourg dirigé par Mariss Jansons. Ou en interrogeant peinture et musique, comme il le fit jadis avec Chagall, et le fera de nouveau à la rentrée 2025 avec Kandinsky à la Philharmonie de Paris, à l'occasion d'une exposition dont il a accepté d'être le directeur musical. ■



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety

Immunité (i-mu-ni-té) n. f. Propriété partagée par Trump et Mithridate.

La Cour suprême américaine a préservé l'immunité de Donald Trump, lui ouvrant la voie pour la prochaine élection. Le mot vient de l'adjectif latin *immunis*, qui signifie «dispensé de toute charge». Ainsi tout système politique doit devenir un système immunitaire pour protéger le travail de ses dirigeants. Pour Trump, le processus est immuable : ça et là, des cours essaient de le neutraliser. De son côté, il hurle au martyr, à l'immolation publique, à l'attitude forcément immonde de la justice. Et, à la fin, soit l'immunité soit le bagout le prémunit contre une sanction. L'immunité dont il bénéficie n'est pas innée, mais acquise et conservée par son statut de président des États-Unis. Inutile de dire qu'elle ne va pas contribuer à faire de lui un tempérament plus diplomatique - statut qui confère pourtant aussi l'immunité. Pire, au fil du temps, ces décisions de justice donnent à l'irascible Trump un sentiment gênant : celui d'être immunisé contre tout - même la mesure. ■

NOUVEAU

L'ART DE VOYAGER



Globe-trotteur

City-guide

Carnet de route

Repérage

Escale

Inspirez-vous, évadez-vous aux quatre coins du monde avec Le Figaro Voyage.

140 PAGES

8€ | EN VENTE ACTUELLEMENT

Disponible dans tous les points de vente et sur www.figarostore.fr

